

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

L'ANTIFÉMINISME À L'EXTRÊME GAUCHE : LE CAS DES PARTIS  
POLITIQUES SUISSES ROMANDS

MÉMOIRE  
PRÉSENTÉ  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR ADÉLAÏDE JORIS

DÉCEMBRE 2018

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.10-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

L'écriture de ce mémoire n'aurait pas été possible sans la participation de nombreuses personnes. Je tiens particulièrement à remercier Alexis, qui a fait preuve d'une patience débordante, qui a été une oreille attentive et un correcteur orthographique des plus efficaces. Je remercie ma famille qui a fait preuve de compréhension et mes amis qui m'ont soutenu dans les moments de doute et de faiblesse. Merci à Marine, qui a su me redonner l'énergie lors des périodes creuses et à sa capacité d'organiser mes idées quand elles se mélangeaient. Merci aussi à ma coéquipière Amandine qui a rendu la période de rédaction moins solitaire, à Héloïse pour nos échanges intellectuels, et à Marie-Ève pour la traduction du résumé. J'ai pu compter sur mon amie d'enfance Sophie qui, malgré la distance, m'a encouragée dans la voie que j'avais choisie, sans jugement. Merci aussi à Annie Duguay qui a été d'un grand support physique et émotionnel. Je remercie grandement toute l'équipe de l'IREF, du RéQEF et du GIRAF qui m'ont fait une place très appréciée dans leur équipe en valorisant mon travail et ma place au sein du monde académique. Je n'oublie pas non plus, Lysa Brunet qui a su à maintes reprises calmer mes angoisses et qui m'a aidée à cheminer tout au long de ce parcours universitaire. Merci surtout, aux femmes que j'ai interrogées qui m'ont accordé du temps et leur confiance. Je n'oublie pas mon directeur Francis pour son accompagnement et Mélissa, véritable soutien. Beaucoup d'autres personnes ont permis la réalisation de ce chantier et je les remercie toutes du fond du cœur. Ce travail est non seulement le résultat de plusieurs années de réflexion et de remises en question, il est aussi une victoire sur le système de sélection universitaire suisse qui ne m'aurait pas permis de prime abord, de rejoindre la grande famille des chercheurs et chercheuses si des personnalités comme Albert Grün n'avaient pas décidé de le défier, en donnant aux « petites gens » l'accès aux portes du savoir.

## TABLE DES MATIÈRES

|  |      |
|--|------|
| REMERCIEMENTS .....  | iii  |
| TABLE DES MATIÈRES .....   | v    |
| RÉSUMÉ .....   | vii  |
| ABSTRACT .....   | viii |
| INTRODUCTION .....   | 1    |
| CHAPITRE 1   |      |
| PROBLÉMATIQUE ET MISE EN CONTEXTE .....                                      | 20   |
| 1.1 Introduction .....   | 20   |
| 1.2 Revue de littérature .....   | 26   |
| 1.2.1 Féminisme, femmes et partis politiques .....                           | 27   |
| 1.2.2 Femmes en politique .....  | 35   |
| 1.2.3 Femmes en politique suisse .....                                       | 37   |
| 1.2.4 Sexisme en politique suisse .....                                      | 40   |
| 1.2.5 L'antiféminisme en Suisse .....  | 45   |
| 1.3 Méthodologie .....   | 49   |
| 1.3.1 Entrevues semi-dirigées, grille d'entretien et sélection des cas ..... | 49   |
| 1.3.2 Épistémologie et point de vue situé .....                              | 52   |
| 1.3.3 Biais, considérations éthiques et grille d'analyse .....               | 55   |
| CHAPITRE II  |      |
| RÉSULTATS .....  | 56   |
| 2.1 Contexte de recherche .....  | 56   |
| 2.2 Analyse détaillée .....  | 60   |
| 2.2.1 La politique : une affaire d'hommes .....                              | 60   |
| 2.2.2 Rapports sexistes .....  | 64   |

|   |  |     |     |
|---|--|-----|-----|
| 2.2.3   | Antiféminisme ordinaire .....                    | 81  |     |
| 2.2.4   | Autres enjeux soulevés par les répondantes ..... | 100 |     |
| CHAPITRE III                                    |  |     |     |
| DISCUSSION .....                                |  |     | 106 |
| 3.1   | Figures-Types.....                               | 107 |     |
| 3.1.1   | La figure de l'incarnation.....                  | 108 |     |
| 3.1.2   | La figure passive .....                          | 110 |     |
| 3.1.3   | La figure dénonciatrice .....                    | 112 |     |
| CONCLUSION.....                                 |  |     | 115 |
| ANNEXE A  |  |     |     |
| COURRIEL DE PRISE DE CONTACT .....              |  |     | 118 |
| ANNEXE B  |  |     |     |
| PROTOCOLE D'ENTREVUE POUR LES MILITANTES .....  |  |     | 120 |
| ANNEXE C  |  |     |     |
| PROTOCOLE D'ENTREVUE POUR LES POLITIENNES ..... |  |     | 121 |
| ANNEXE D  |  |     |     |
| FORMULAIRE DE CONSENTEMENT .....                |  |     | 122 |
| BIBLIOGRAPHIE.....                              |  |     | 122 |

## RÉSUMÉ

Le but de la présente recherche est d'observer la manifestation du discours et des comportements antiféministes dans les mouvements sociopolitiques d'extrême gauche en suisse-romande. Pour ce faire huit entretiens semi-dirigés ont été menés à l'été 2017 afin de collecter le matériel nécessaire à l'analyse du verbatim. La problématique soulevée se penche sur l'analyse des obstacles à l'identification des manifestations antiféministes. En effet, les militantes et politiciennes interrogées, n'ont pu nommer l'antiféminisme, bien qu'elles l'aient à plusieurs reprises dénoncé. Le champ d'analyse de l'antiféminisme ordinaire a été central dans l'analyse des discours puisque la manifestation de l'antiféminisme dans les mouvances d'extrême gauche est plus subtile et discrète comparativement à sa manifestation dans les partis de droite. C'est notamment dans cette démarche qu'apparaît l'intérêt de cette recherche. En effet, en plus de combler un manque de connaissance, le fait que l'antiféminisme à gauche apparaisse comme contre-intuitif constitue l'aspect central de ce travail. Afin de répondre à la problématique, en plus des champs de savoir liés à l'antiféminisme, d'autres champs d'analyse ont été abordés entre autres, la socialisation genrée, l'intériorisation des normes sexistes et le contexte politique spécifique à la Suisse. Ces derniers ont été articulés avec d'autres champs d'expertise en études féministes tels que l'analyse des mouvements sociaux (ex : le masculinisme), les femmes en politique, le sexisme, l'analyse du discours et les comportements misogynes, le *backlash* et les logiques réactionnaires. Les principaux résultats obtenus expliquent par trois grandes tendances l'absence d'identification de l'antiféminisme soit ; (1) le parcours individuel et politique, (2) le manque de repères académiques ainsi que (3) l'influence de la culture de parti.

Mots clés : antiféminisme, féminisme, femmes et politique suisse, extrême gauche

## ABSTRACT

The main objective of this research is to observe antifeminist speech expression and behaviors within sociopolitical movements of the extreme left in Swiss-Romande. To achieve this goal, eight semi-directed interviews were conducted through summer 2017 to collect the essential material to analyze the verbatim. The issue raised concerns the analysis of the obstacles to identify antifeminist expression. As a matter of fact, the activists and politicians interviewed could not name the antifeminism, even though they repeatedly denounced it. The scope of analysis of ordinary antifeminism was central to the discourse analysis, as antifeminist expression in extreme left movement is more subtle and discrete compared to its expression within right-wing party. It is particularly in this approach that the interest of the research is revealed. In addition to filling a knowledge gap, the fact that antifeminism in left-wing appears as counter intuitive constitute the central aspect of this analysis. To address this problematic, in addition to scopes of knowledge linked to antifeminism, other scopes of analysis were discussed, such as gendered socialization, internalization of sexist norms and political context specific to Switzerland. These scopes were joined with other areas of expertise in feminist studies such as the analysis of social movements (ex: masculinism), women in politics, sexism, discourse analysis and misogynist behaviors, the backlash and reactionary logics. The main results obtained by this research explain the absence of identification of antifeminism by three main patterns, which are: (1) the individual and political path, (2) the lack of academic markers as (3) well as the influence of the party's culture.

Keywords: antifeminism, feminism, women and Swiss politics, extreme left

## INTRODUCTION

L'antiféminisme est une réaction aux mouvements féministes, si l'on s'en tient à son étymologie. Il peut se retrouver à droite comme à gauche du spectre politique, il peut être religieux ou libéral et se manifester tant chez les hommes que chez les femmes. L'antiféminisme flirte avec la misogynie et se nourrit du sexisme ambiant. L'antiféminisme cherche à « revenir à un état antérieur », car il craint généralement le changement. L'antiféminisme est une réalité transhistorique, il apparaît partout où le mouvement des femmes progresse. Il a divers visages et peut regrouper des militant.e.s dans des organisations et se dessiner en mouvement de défense des hommes, sous l'étiquette « masculinisme » ou de manière plus subtile en prenant la forme de blagues ou en ridiculisant le féminisme.

Ce mémoire s'inscrit dans le champ des recherches sur l'antiféminisme, mais aborde deux objets d'étude, pour l'heure peu couverts dans ce champ. Le premier, d'ordre géographique, est le cas de la Suisse, plus particulièrement de la Suisse francophone (plus communément appelée Suisse romande). Le second, d'ordre politique, est le cas des organisations partisans et militantes d'extrême-gauche. Mon objectif a ainsi été de brosser un portrait de l'antiféminisme dans les partis d'extrême gauche en Suisse romande. Pour ce faire, j'ai entrepris à l'été 2017 d'interroger huit élues et militantes des cantons francophones de Vaud et Genève, afin de savoir comment l'antiféminisme se manifestait dans leur milieu.

Cette démarche m'est apparue pertinente à la fois d'un point de vue académique et politique. D'une part, parce que ce travail offrait d'étudier l'antiféminisme dans un pays où les inégalités de genres demeurent fortes, mais le féminisme largement boudé dans le débat public. D'autre part, parce qu'il permettait également d'aller observer

l'antiféminisme « là où on ne l'attend pas », c'est-à-dire au sein des mouvances politiques qui ont a priori vocation à le combattre. En somme, cette démarche visait donc à étudier à la fois un terrain fertile pour l'antiféminisme (la Suisse), et un microcosme potentiellement ignoré des observateurs de l'antiféminisme (l'extrême-gauche). Se présentait ainsi la possibilité de combler une lacune dans la littérature scientifique actuelle, et d'apporter une perspective utile pour le mouvement féministe.

Il est important de mentionner que *l'antiféminisme* peut facilement être confondu avec la *misogynie* (haine et mépris à l'égard des femmes) et la *gynophobie* (crainte pathologique des femmes). C'est seulement dans les années 1970 que les termes *machisme* (qui prône la supériorité du mâle), *phallocratie* (la domination sociale, culturelle et symbolique exercée par les hommes) et *sexisme* (attitude discriminatoire à l'encontre du sexe opposé) sont apparus dans le vocabulaire féministe afin de nommer *la domination masculine* (Devreux et Lamoureux, 2012, p. 8). La plupart des femmes que j'ai interrogées ont dénoncé le sexisme qu'elles vivaient dans leur parti, mais ce sont, comme on le verra dans mon analyse et ma discussion, les militantes qui le ressentent plus fortement. Elles cherchent à y remédier notamment au travers de stratégies comme l'alternance de tour de parole (entre les hommes et les femmes) lors d'assemblées, la création de groupes non-mixtes au sein du parti et la dénonciation d'abus. Afin de traiter mes données sur le sexisme, je me suis penchée sur plusieurs aspects que Manon Tremblay, professeure à l'école d'études politiques de l'Université d'Ottawa et spécialiste des femmes en politique ainsi que Réjean Pelletier, professeur titulaire du Département de science politique de l'Université Laval, ont développés dans leur ouvrage intitulé *Que font-elles en politique ?* Soit la prise de parole, les remarques sur le physique (Tremblay et Pelletier, 1995, p. 121), la séduction et les blagues sexistes (Tremblay et Pelletier, 1995, p. 112) ainsi que la division sexuelle des tâches (Tremblay et Pelletier, 1995, p. 13). Or, mon terrain m'a réservé une surprise importante : la plupart des politiciennes et militantes d'extrême gauche que j'ai

interrogé ne semblaient pas percevoir d'antiféminisme dans leur milieu. Cela a soulevé plusieurs questions en termes d'analyse, puisque je restais convaincue qu'il y avait de l'antiféminisme à l'œuvre en Suisse, y compris dans les partis d'extrême gauche où elles étaient engagées. En effet, tant au niveau social, culturel que politique, l'antiféminisme a une grande place en Suisse. On peut penser notamment à l'auteur et blogueur John Goetelen qui, dans un débat télévisé du 21 juin 2017 sur la chaîne de la RTS (Radiotélévision Suisse) traitant des violences faites aux femmes, affirmait que « “des études faites au Canada” révéleraient que “les hommes sont autant victimes de discriminations, de violences physiques et conjugales que les femmes”<sup>1</sup> ». La journaliste Pauline Turuban, qui rapporte ses propos, le présente comme un « anti féministe » et souligne qu'il a interprété de manière erronée les données statistiques canadiennes. Comment se fait-il alors que les femmes interrogées n'identifient pas d'antiféminisme dans leur parti ? Afin de répondre au mieux au contexte de recherche, j'ai décidé d'utiliser le concept *d'antiféminisme ordinaire* de Francine Descarries professeure au département de sociologie de l'UQÀM (Université du Québec à Montréal) et affiliée à l'Institut de recherche en études féministes (IREF), car il est celui qui correspond le mieux au cadre politique de gauche. Cette forme précise d'antiféminisme étant plus « subtile », elle a le plus de « chance » d'apparaître dans des mouvements politiques où l'égalité entre les sexes fait partie intégrante des valeurs défendues. Francine Descarries définit l'antiféminisme ordinaire comme suit :

Par l'expression “antiféminisme ordinaire”, je désigne les discours et les pratiques qui, sans nécessairement recourir à des interprétations fallacieuses, extrémistes ou moralisantes, s'opposent, implicitement ou explicitement, aux projets portés par le féminisme et font obstacle aux avancées des femmes dans les différents domaines de la vie sociale. Ces avancées vers l'égalité étant perçues comme menaçantes pour un ordre

---

<sup>1</sup> Turuban, Pauline. (2017, 24 juin). Non les hommes ne sont pas “autant victimes de violences conjugales que les femmes”. *RTS INFO*. Récupéré de <https://www.rts.ch/info/suisse/8724896-non-les-hommes-ne-sont-pas-autant-victimes-de-violences-conjugales-que-les-femmes-.html>

social dont l'équilibre est fondé sur la hiérarchie sexuelle et la domination masculine. (Descarries, 2005, p. 142).

Elle retient quatre principales formes d'antiféminisme ordinaire. La première est la distorsion qui se manifeste sous différentes formes. Elle s'exprime notamment par un système de désinformation en laissant croire que le féminisme ne concerne que des événements personnels, ou que ce sont les hommes qui sont victimes d'injustice, de manière à faire croire que la société est matriarcale et réprime la masculinité. La désinformation fait passer les dénonciatrices du machisme, de la pornographie et du trafic sexuel pour des « puritaines » tout en laissant croire que l'égalité entre les sexes est déjà atteinte. Ou encore, en faisant preuve de négativisme, en laissant entendre que les hommes sont autant victimes d'injustices systémiques que les femmes, le tout avec mauvaise foi (Descarries, 2005, p. 144). La deuxième forme de distorsion se manifeste en des simplifications abusives en faisant, entre autres, croire que les inégalités entre les hommes et les femmes ne sont le fait que d'affaires privées, ou encore en comparant les injustices vécues par les femmes d'autres pays avec celles que vivent les Québécoises (on peut élargir aux femmes occidentales), créant un rapport de culpabilisation et de minimisation des vécus. La simplification abusive est également utilisée par l'antiféminisme ordinaire pour caricaturer le féminisme et les féministes au travers de blagues et de plaisanteries de mauvais goût, entre autres, ce qui a pour impact la difficulté des femmes de se revendiquer ou à s'identifier comme féministes (Descarries, 2005, p. 145). La troisième forme de distorsion est un processus de victimisation des hommes, c'est-à-dire qu'elle rend les hommes victimes de leur position de dominant en mettant les femmes en position de rivale face à eux (Descarries, 2005, p. 146). La quatrième forme de distorsion consiste à mettre de côté les revendications féministes ou la féminisation du langage au profit d'une cause plus "prioritaire", mécanisme que l'auteure a nommé : « féminisme de façade » (Descarries, 2005, p. 147). Ces différentes formes de l'antiféminisme ordinaire ont été intégrées

dans ma grille d'analyse du discours afin d'identifier en quoi un discours ou un récit des femmes que j'ai interrogées était du ressort de l'antiféminisme ou non.

### Le paysage féministe suisse romand

Aujourd'hui, les mouvements féministes en suisse romande se battent contre les inégalités de sexe ou de genre. Des associations professionnelles et non-professionnelles, les bureaux de l'égalité<sup>2</sup>, des marches et des manifestations, des réseaux informels mais aussi des groupes issus de partis politiques sont actifs dans ce combat. La plupart de ces réseaux sont issus des mouvements féministes et des approches théoriques féministes des années 1970, comme la grève des femmes du 14 juin 1991, les collectifs Avortement Libre et Gratuit (ALG), le Collectif pour la liberté de l'avortement et la contraception (CLAC) ou encore l'association Feminista (Bessette-Viens, 2015). À leurs débuts, les mouvements de gauche et d'extrême gauche des années 1970 n'intégraient pas les demandes féministes. C'est seulement plus tardivement que le MLF (Mouvement de libération des femmes) a émergé au sein de ceux-ci. En effet, les revendications féministes n'étaient pas au programme et ce pour plusieurs raisons. La première, et la principale, est que les hommes des mouvements révolutionnaires considéraient la lutte féministe comme non prioritaire (ce qui relève

---

<sup>2</sup> Les bureaux de l'égalité sont une institution publique étatique présente dans chaque canton suisse. Selon le site web des bureaux de l'égalité de suisse romande, les buts qu'ils visent sont entre autres, de « faciliter et coordonner les actions cantonales en matière d'égalité, de poursuivre des politiques et projets communs pour toute la Suisse romande, d'encourager l'échange d'informations entre les membres, d'assurer un soutien réciproque entre bureaux et cantons, de permettre une meilleure visibilité au niveau suisse et de représenter ses membres au niveau de la Confédération. » (<http://www.egalite.ch/bureaux-romands.html>)

d'une logique antiféministe, car c'est une hiérarchisation des luttes, mais je développerai ce thème plus tard). La deuxième est que les femmes n'étaient pas encore organisées en mouvement. Celles-ci, qui étaient majoritairement des universitaires (Dardel, 2007, p. 57), se sont par la suite saisies des théories de la révolution sexuelle pour poser la question de la sexualité, grâce aux influences des féministes américaines et les théories de Wilhelm Reich, critique de la société autrichienne et auteur d'ouvrages sur la sexologie. Cette problématique était oppressante, tant au sein des foyers, même révolutionnaires, que dans les lieux de contestation. Les Suissesses ont finalement politisé le privé. Elles militent alors pour la réappropriation du corps, ce qui signifie le droit à la contraception et à l'avortement. Cela participe au renouveau du féminisme au niveau international (qualifié par la suite de « deuxième vague<sup>3</sup>»). On doit au MLF la naissance d'institutions telles que : le Dispensaire des Femmes en 1978, la librairie *L'Inédite*, ou l'association *Solidarité Femmes en détresse* (Dardel, 2007, p. 100). Près de cinquante ans après ses débuts en 1970, le mouvement féministe en Suisse francophone se trouve aujourd'hui fracturé. D'un côté on retrouve un féminisme, issu du MLF, qui cherche à intégrer les institutions afin de changer les rapports entre les hommes et les femmes. De l'autre, il existe un mouvement féministe *queer* issu des milieux alternatifs, c'est-à-dire qu'il s'inscrit hors des dynamiques institutionnelles préexistantes. En effet, c'est avec l'arrivée (tardive) des théories *queer* en Suisse romande dans les années 1990, en passant par la France, qu'une autre forme de revendication, et de nouvelles approches naissent. Éric Fassin, sociologue français, explique dans son ouvrage intitulé *Résistance et réception : Judith Butler en France*, cette arrivée tardive dans le paysage helvétique, par le « refus » de traduction de la

---

<sup>3</sup> La notion de « vague féministe » est discutable, c'est pourquoi je l'ai mise entre guillemets. À ce sujet voir l'article de Mélissa Blais, Laurence Fortin-Pellerin, Ève-Marie Lampron et Geneviève Pagé : « Pour éviter de se noyer dans la (troisième) vague : réflexions sur l'histoire et l'actualité du féminisme radical ». *Recherches féministes*, 20, 2 (2007), pages 141 à 162.

pensée étasunienne en français. En cause, les désaccords et les oppositions entre la communauté intellectuelle française et les théories féministes américaines (Fassin, 2007). La pensée *queer* suisse, s'exprime essentiellement dans les réseaux alternatifs et par des biais tels que des marches, des tags, des soirées, des concerts ou des spectacles (Bessette-Viens, 2015). Ces nouvelles tendances féministes restent cependant marginales comparativement aux mouvements féministes institutionnels qui ont une plus grande influence dans la Suisse d'aujourd'hui (Bessette-Viens, 2015, p. 70).

#### La place que la Suisse offre à l'antiféminisme

L'antiféminisme est une réalité, comme je l'ai dit plus haut, qui traverse les frontières. La Suisse n'échappe alors pas à ce principe et comme sa voisine française, possède son lot d'intellectuel.le.s antiféministes. Dans l'hexagone, on ne nomme plus Éric Zemmour ou Alain Soral, tant ces derniers se réclament haut et fort de l'antiféminisme. En Suisse, par contre, les termes *antiféminisme* ou *masculinisme* ne sont pas souvent utilisés par l'élite intellectuelle (généralement masculine et blanche) constituée de journalistes, d'éditorialistes de chroniqueurs et d'universitaires et qui s'expriment dans les médias que j'ai étudiés. Il est rare que ces derniers ne se réclament de ce mouvement, mais les fondements et les idées véhiculées appartiennent au registre de l'antiféminisme et en font des antiféministes. Marc Bonnant, avocat juriste genevois est l'un d'entre eux, et sa haine des féministes fait son succès auprès des médias et du grand public. Le journal *Le Courrier* rapportait ainsi ses propos tenus lors d'une rencontre avec le parti politique de l'UDC (Union démocratique du centre) à Conthey en Valais en 2015 :

Tout au long de son discours, Marc Bonnant reprendra à son compte ce rejet du *féminin*, expliquant à quel point les caractéristiques intrinsèques

des femmes sont incompatibles avec la politique, “art de la guerre [et] de l’affrontement”. Leurs “pratiques de bonobos” réglant “les conflits par l’étreinte et le câlin”, n’auraient donc rien à faire dans cette arène. Les femmes devraient d’ailleurs retourner à leurs “fonctions sacrales” : piano et fourneaux, au lieu d’être “magistrateuses” ou “médecinesses”. Il finira par avouer “la haine totale, absolue” qu’il porte aux féministes, “ces transsexuelles psychiques”<sup>4</sup>.

La défense des intérêts des pères est le cheval de bataille des groupes masculinistes et la place qu’ils occupent dans les médias est grandissante. Alain Valterio psychologue analyste jungien et chroniqueur fait partie des masculinistes qui se battent pour le droit des pères. Il est très présent sur la scène médiatique et affirme, dans un magazine distribué dans la plupart des ménages suisses-romands : « ne pas militer pour le retour du patriarcat<sup>5</sup> ». Donc, s’il ne milite pas pour son *retour*, c’est que le patriarcat s’en est allé, que nous ne vivons plus dans une société patriarcale et sexiste. Il a récemment tenu un discours « à contre-courant » (selon l’auteur de l’article) à propos des dénonciations de masse du mouvement #Metoo. Il affirmait alors :

Elles (les dénonciatrices) n’avaient pas attendu “balance ton porc !” pour y aller, ce qui laisse d’ailleurs planer sur ce mouvement une part d’ombre. Je me souviens d’une femme ayant subi un viol dans les années 1950. Le procès de son violeur avait eu lieu au bistrot et il avait été condamné à payer la tournée générale ! Aujourd’hui, la justice n’a plus aucune complaisance avec les violeurs, et c’est heureux, mais certains semblent avoir de la peine à admettre cet état de fait. [...] Tout le monde semble avoir envie de garder ses privilèges de victime. On a même vu de très jeunes femmes s’inventer un viol pour en bénéficier. [...] On ne saurait trop encourager une femme qui a été abusée à dénoncer. Une femme n’a pas à être touchée contre son gré, mais cette évidence ne doit pas faire de la femme une figure “intouchable”. On est en droit d’attendre d’elle une posture de guerrière et

---

<sup>4</sup> Auteur.e inconnu.e. (2015, 22 septembre). Les femmes aux fourneaux, Charles Martel à Lampedusa. *Le Courrier*. Récupéré de <https://lecourrier.ch/2015/09/22/les-femmes-aux-fourneaux-charles-martel-a-lampedusa/>

<sup>5</sup> Valterio, Alain. (2015, 24 juillet). Merci de nous mettre en garde contre la psyrose. *Coop Coopération*. Récupéré de <http://www.cooperation.ch/23725328>

non de victime. C'est d'ailleurs ce que me disait aussi une féministe, pour qui ce mouvement constituait une régression de la cause des femmes. Mais cette dame m'a aussi confié qu'elle n'osait pas le dire tout haut autour d'elle. J'ai discuté avec plusieurs autres femmes qui étaient d'avis que "ce grand déballage commence à bien faire" mais n'osaient le dire non plus. La colère de certaines femmes fait penser à celle de l'enfant roi mettant en accusation ses parents de ne pas l'avoir protégé de tout... La mission du psy est moins de défendre les plus faibles que de leur apprendre à se défendre en cernant mieux la vérité. En cela, il ne peut faire l'économie des questions qui dérangent... [...] Il se peut par exemple que la victime ait fait preuve d'un excès de naïveté, ce qui n'exclut pas qu'elle ait subi l'inadmissible. C'est au psychanalyste de l'aider à prendre conscience de cette part de responsabilité et de l'assumer, non pas dans le but d'inverser les responsabilités, mais pour mieux se défendre car être conscient des choses rend plus fort. [...] La colère s'exprimant derrière ce phénomène n'est pas seulement liée aux maltraitances que les femmes ont parfois à subir mais aussi au fait que les gens attendent aujourd'hui beaucoup trop de l'amour. J'ai vu plusieurs fois des jeunes filles revenir tellement déçues d'un premier rapport sexuel ayant eu lieu lors d'une soirée trop arrosée qu'elles l'avaient ressenti a posteriori comme un abus. [...] Les filles ne traitent pas mieux les garçons que l'inverse. Les femmes ne sont pas moins respectées que les hommes. Les enfants maltraitent plus souvent leurs parents que l'inverse. [...] Cette campagne ("Quand je dis non c'est non !") tend à faire de la femme une victime sanctifiée, elle nie le fait de sa propre ambivalence. Une femme peut accepter un rapport sexuel dans l'espoir d'aboutir à une relation plus durable ou de juguler une tension dans son couple. Une fois de plus, la déception qu'elle ressent parfois de ne pas avoir atteint son but ne fait pas pour autant de son partenaire un manipulateur ou un pervers narcissique<sup>6</sup>.

Accuser les femmes de se comporter telles des « enfants rois », d'avoir fait preuve de « naïveté » et les accuser d'être « ambiguës » ainsi qu'affirmer que les femmes sont autant peu « respectées » que les hommes, sont des propos antiféministes parce que cela sous-entend une symétrie des violences entre les hommes et les femmes (j'y

---

<sup>6</sup> Graber, Laurent. (2018, 12 février). Affaire Weinstein, le psy qui bouscule les victimes. Récupéré de <https://www.lematin.ch/suisse/psy-bouscule-victimes/story/24976663>

reviendrai). Notons également que *Le Matin* (dont l'article est tiré), est le troisième médias papier le plus lu en Suisse romande<sup>7</sup>, ce qui fait de lui une tribune de choix pour les personnalités antiféministes et masculinistes. *La Tribune de Genève* quant à elle, réserve un blogue régulier (quasi quotidien) tenu par John Goetelen<sup>8</sup>. En juin 2017, il commentait des chiffres sur le harcèlement de rue à Lausanne :

Pour finir, je maintiens qu'il n'y a pas de lien, d'escalade, entre la drague de rue et le viol, pas plus qu'entre fumer du cannabis et prendre du crack, pas plus qu'entre un joueur de jeux vidéo violents et un assassin. Il n'y a pas de système d'oppression ou de violence systémique des hommes contre les femmes. J'ai une bonne opinion des femmes, je ne vois pas en elles cette caricature que le féminisme, plus misogyne que certains mâles, propose d'elles : fragiles, infantilisées, irresponsables, jamais satisfaites, en guerre contre l'homme<sup>9</sup>.

Les discours antiféministes et masculinistes affichés dans les médias suisses romands sont nombreux. Bien qu'ils aient une tribune médiatique, seuls quelques chroniqueur.euse.s pourtant, adressent la question directement et l'identifient en tant que tel, tout en dénonçant les dangers auxquels la Suisse fait face. On peut penser notamment à l'auteur.e *miso et maso*, qui dénonce anonymement le *backlash* inquiétant qu'a connu la Suisse en 2016, entre autres par rapport aux accusations de l'UDC face au féminisme, le tenant responsable de l'augmentation du nombre d'avortements et de

---

<sup>7</sup> Office fédérale de la statistique. *Les médias imprimés : Tirage et nombre de lecteurs de certains quotidiens ou de journaux dominicaux, selon la région linguistique*. En ligne. <<https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/culture-medias-societe-information-sport/medias/offre-utilisation/imprimés/offre-imprimés.assetdetail.4262633.html>>. Consulté le 9 février 2018.

<sup>8</sup> Homme libre. *Les blogs*. En ligne. <<http://hommelibre.blog.tdg.ch/>>. Consulté le 9 février 2018.

<sup>9</sup> Goetlen John. (2017, 25 juin). Débat sexisme (fin) : Lausanne et Bruxelles, exemples pas fiables. *Les Blogs*. Récupéré de <http://hommelibre.blog.tdg.ch/archive/2017/06/25/debat-sexisme-fin-lausanne-et-bruxelles-exemples-pas%C2%A0fiables-284833.html>

l'épanouissement des femmes hors du cadre familial<sup>10</sup>. Consciente des conséquences possibles d'une telle désinformation et afin de broser un portrait des modes d'expression de l'antiféminisme en Suisse francophone, je me suis tout d'abord penchée sur divers médias suisse-romands. Pour ce faire, j'ai réalisé des recherches dans plusieurs quotidiens suisses romands tels que *Le Temps*, *La Tribune de Genève*, *Bilan*, *Le Courrier*, *24 Heures* avec les mots clefs suivants : sexisme suisse, masculinisme suisse, antiféminisme suisse, groupes de pères suisses. Ce qu'il est ressorti de prime abord, c'est le peu de contenus produit sur l'antiféminisme. En effet, les rares articles traitant du sujet sont généralement des chroniques régulières rédigées par une même personne, ou alors des articles qui relatent les dernières nouvelles du groupe des pères ouvertement masculinistes. Ces recherches m'ont permis de broser un portrait clair de l'état du traitement et de la diffusion de l'antiféminisme en Suisse et plus largement, de la manière dont le sujet est abordé. Le fait que l'antiféminisme soit peu traité médiatiquement révèle, peut-être, le manque d'intérêt sur le sujet. Par contre, plusieurs articles pertinents pour ma recherche sont ressortis notamment par rapport au sexisme en Suisse. Différents journaux ont traité du sexisme avec des thèmes comme : le sexisme ordinaire, le sexisme en milieu universitaire et à l'école, le sexisme au travail, et finalement le sexisme en politique. Les médias suisses francophones semblent ignorer l'existence de l'antiféminisme ou du moins, il n'est pas reconnu comme une mouvance prenant de l'ampleur. Si un problème n'est alors pas nommé, est-il possible de le reconnaître ?

## La place du sexisme en Suisse

---

<sup>10</sup> Miso et Maso. (2017, 11 janvier). 2016, une année de backlash inquiétante. *Le Courrier*. Récupéré de <https://lecourrier.ch/2017/01/11/2016-une-annee-de-backlash-inquietante/>

En Suisse, en 2017, bien que les femmes soient plus nombreuses que les hommes à suivre un cursus scolaire supérieur<sup>11</sup> (universités, hautes écoles), elles perçoivent environ 23,6%<sup>12</sup> de salaire en moins que leurs homologues masculins. Les femmes sont aussi trois fois<sup>13</sup> plus nombreuses (6 femmes sur 10) que les hommes à occuper des emplois à temps partiel (50-89%)<sup>14</sup>, et ce tout au long de leur vie active. En cause : la famille, et plus généralement, la naissance des enfants, dans le but de concilier travail et famille. Les femmes qui ont des enfants travaillent à mi-temps, voire pas du tout. Elles passent alors d'un statut de pourvoyeuse à un statut moins valorisé, récipiendaire de l'argent masculin, basé sur le modèle du *male breadwinner* (Henchoz, 2012). Les répercussions du travail à temps partiel sur les Suissesses sont doubles. Dans un premier temps, il réduit la possibilité qu'ont les femmes de faire carrière puisqu'elles ne peuvent s'y consacrer entièrement, et dans un deuxième temps, la dépendance des femmes envers les hommes ou l'État augmente, lorsque le taux d'occupation d'emploi est inférieur à 50% (Kuehni *et al.*, 2013, p. 203). Les femmes consacrent en moyenne deux fois plus de temps au travail domestique que les hommes durant la première partie de leur vie active. Dans la seconde il diminue, mais les charges liées au *care* (soin) augmentent, comme la garde d'enfants, le bénévolat etc. Lors de la fin de l'union conjugale (décès ou divorce), le temps consacré au travail ménager diminue chez les

---

<sup>11</sup> Office fédérale de la statistique. *Niveau de formation*. En ligne. <<https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/situation-economique-sociale-population/egalite-femmes-hommes/formation/niveau-formation.html>>. Consulté le 6 février 2018.

<sup>12</sup> Office fédérale de la statistique. *Salaires*. En ligne. <<https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/situation-economique-sociale-population/egalite-femmes-hommes/salaires.html>>. Consulté le 6 février 2018.

<sup>13</sup> Office fédérale de la statistique. *Travail à temps partiel*. En ligne. <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/situation-economique-sociale-population/egalite-femmes-hommes/activite-professionnelle/travail-temps-partiel.html>. Consulté le 6 février 2018.

<sup>14</sup> *Ibid.*

femmes et augmente (très peu) chez les hommes, constat marqué plus fortement dans les anciennes générations. Ces écarts sont relatifs à la division sexuelle des tâches et aux rôles traditionnels sexués qui poussent les femmes à consacrer plus de temps aux tâches ménagères lorsqu'elles sont en union (Wernli et Henchoz, 2011). Elles sont quatre fois<sup>15</sup> plus victimes d'homicides au sein du couple que les hommes, et les risques de violence conjugale sont plus importants lorsque que les femmes possèdent une faible part du capital socio-économique familial (Puy, 2000). Les données récentes fournies par l'Office fédéral de la statistique (OFS) indiquaient, pour l'année 2016, que ce sont les femmes qui sont victimes de violence conjugale dans  $\frac{3}{4}$  des cas ; les hommes sont les auteurs des homicides conjugaux dans 90% des cas<sup>16</sup>.

La politique est le lieu de cristallisation des luttes sociales et les femmes continuent, de manière générale, à briller par leur absence dans les hautes sphères de décision, en Suisse aussi. Plusieurs raisons ont déjà permis d'expliquer que ces dernières ne soient pas représentées équitablement par rapport aux hommes, et différentes attitudes ou comportements participent à entretenir ces inégalités. Le sexisme en politique contribue à maintenir les Suissesses hors du domaine politique, et il est monnaie courante à Berne : « Il y a parfois des allusions, des gestes, des effleurements ou des attitudes pseudo-affectueuses qui mettent mal à l'aise », expliquait Lisa Mazzone

---

<sup>15</sup> Office fédérale de la statistique. *Homicides enregistrés par la police 2009-2016. Dans la sphère domestique et hors de la sphère domestique.* En ligne. <<https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/criminalite-droit-penal/police/violence-domestique.assetdetail.4262025.html>>. Consulté le 6 février 2018.

<sup>16</sup> ATS. (2017, 12 juin). La violence domestique a augmenté de 2% en 2016. *Le Temps*. Récupéré de <https://www.letemps.ch/suisse/violence-domestique-augmente-2-2016>

(conseillère nationale écologiste). Ou encore selon Isabelle Moret (conseillère nationale libérale-radical) : « Au parlement, c'est une ambiance de caserne »<sup>17</sup>.

Les Suissesses ont obtenu le droit de vote en 1971 et c'est à partir de cette date-là qu'elles ont commencé à investir les sphères du pouvoir politique. C'est en 1984 qu'Elizabeth Kopp est élue au Conseil fédéral, première femme à accéder à une telle fonction. Ruth Dreifuss quant à elle, devient la première présidente de la Confédération le 9 décembre 1999, soit 28 ans après l'accession des femmes au suffrage. En 2010, pour la première fois dans l'histoire de la politique suisse, une majorité de femmes est élue au Conseil fédéral (elles étaient quatre femmes sur sept élu.e.s) sous la présidence de Simonetta Sommaruga. Cependant, aujourd'hui, avec un taux de 28,6% de femmes au législatif fédéral, la Suisse est 36<sup>ème</sup> dans le « classement mondial des femmes dans les parlements nationaux » établi par l'Union Interparlementaire (UIP)<sup>18</sup>, soit juste « en-dessous du seuil critique des 30% de femmes nécessaires dans un parlement pour que les femmes y soient réellement représentées<sup>19</sup> ». Ce seuil n'est pas atteint non plus au niveau cantonal ou communal, où les femmes représentent respectivement 24% et 26% des élu.e.s<sup>20</sup>.

---

<sup>17</sup> Conti, Julie. (2017, 18 octobre). Propos grossiers et mains sur le genou, les politiciennes suisses décrivent le sexisme ambiant. *Le Temps*. Récupéré de <https://www.letemps.ch/suisse/propos-grossiers-main-genou-politiciennes-suisse-decrivent-sexisme-ambiant>

<sup>18</sup> Inter-Parliamentary Union. *Les femmes dans les parlements nationaux*. En ligne. <<http://archive.ipu.org/wmn-f/classif.htm>>. Consulté le 16 novembre 2017.

<sup>19</sup> Centre de liaison des associations féminines genevoises. *La représentation des femmes en politique. Données et historique pour la Suisse*. En ligne. <<http://www.clafg.ch/la-representation-des-femmes-en-politique-donnees-et-historique-pour-la-suisse/>>. Consulté le 16 novembre 2017.

<sup>20</sup> Office fédérale de la statistique. *Femmes et élections*. En ligne. <<https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/politique/elections/femmes.html>>. Consulté le 16 novembre 2017.

On observe cependant une forte disparité entre la gauche et la droite : les femmes de droite représentent 14,8% du total des législateurs.trices, et celles de gauche quelque 13,8%, ceci alors que les partis penchant à droite occupent 73% des sièges. Au sein de la gauche (le PS et les Verts), on compte dans les coalitions parlementaires qui comptent 52% d'élues, contre seulement 19,3% à droite<sup>21</sup>. À la législature du canton de Genève, la coalition EàG (Ensemble à Gauche) compte 3 femmes sur un total de 8 élu.e.s<sup>22</sup>. À la ville elles sont 5 sur 8<sup>23</sup>. Dans le canton de Vaud, la coalition n'affiche aucune femme au parlement, bien qu'elle y occupe 5 sièges<sup>24</sup>. Au niveau communal, à Lausanne, elles sont 4 sur 11<sup>25</sup>.

## L'antiféminisme en politique

---

<sup>21</sup> Statistiques calculées par moi-même à partir des données de l'OFS : Office fédérale de la statistique. *Élection au Conseil national. Répartitions des mandats par parti et par sexe*. En ligne. <<https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/politique/elections/femmes.assetdetail.331747.htm>>. Consulté le 17 novembre 2017.

<sup>22</sup> Grand Conseil Genève. *Député-e-s*. En ligne. <<http://ge.ch/grandconseil/gc/deputes/partis/eag>>. Consulté le 16 novembre 2017. Consulté le 16 novembre 2017.

<sup>23</sup> Ville de Genève. *Membres et partis*. En ligne. <<https://www.ville-geneve.ch/conseil-municipal/presentation-membres/membres-partis/parti>>. Consulté le 16 novembre 2017.

<sup>24</sup> Grand Conseil Vaud. *Liste des membres du Grand Conseil par groupe politique*. En ligne. <<https://www.vd.ch/toutes-les-autorites/grand-conseil/depute-e-s/par-ordre-alphabetique/par-groupe-politique/#party-264610>>. Consulté le 16 novembre 2017.

<sup>25</sup> Ville de Lausanne. *Liste des membres du Conseil communal*. En ligne. <<https://www.lausanne.ch/officiel/conseil-communal>>. Consulté le 16 novembre 2017.

Mis à part le sexisme ambiant que plusieurs femmes politiciennes suisses ont récemment dénoncé<sup>26</sup>, qu'en est-il de l'antiféminisme ? On sait dorénavant que l'antiféminisme ne se trouve pas exclusivement à droite du spectre politique. En effet, si les réactions négatives au mouvement féministe apparaissent comme « allant de soi » au sein de la droite traditionnaliste et conservatrice ou religieuse, *l'antiféminisme de gauche* l'est moins, puisque les partis progressistes visent une forme de justice sociale qui passe en principe par l'égalité des hommes et des femmes, et donc, par le féminisme. En Suisse, peu de politicien.ne.s ont dénoncé l'antiféminisme, qu'il se situe à droite ou à gauche. Pour Caroline Dayer, chercheure féministe à Genève, le constat est alarmant. Selon elle, ce n'est pas seulement le sexisme qui affecte les femmes politiques, mais aussi l'antiféminisme. Sans le nommer pour autant, elle déplore que :

De nombreuses politiciennes essaient de faire avancer l'égalité des droits dans les parlements et les gouvernements, mais ce n'est pas évident : elles sont minorisées. Les législatifs et les exécutifs restent des bastions masculins avec des codes masculins. Dans le monde politique comme dans le monde du travail sévit une sorte de police du genre qui sanctionne celles qui ne répondent pas aux obligations et aux normes : elles sont remises à l'ordre quand elles ne parlent pas ou ne s'habillent pas comme elles seraient censées le faire. Il existe aussi un véritable stigmatisme féministe, une forme de discrédit porté sur les personnes qui défendent l'égalité et sa mise en œuvre : cela passe par le rire, l'incompréhension, le mépris, voire le rejet<sup>27</sup>.

L'antiféminisme peut alors apparaître « là où on ne l'attend pas », c'est-à-dire au sein des mouvances politiques qui ont *a priori* vocation à le combattre. Dans un contexte tel que celui-ci, j'ai donc cherché à savoir pourquoi les élues et les militantes que j'ai

---

<sup>26</sup> Quiquerez, Florent. (2017, 14 octobre). Les femmes PS critiquent le machisme de leur parti. *Tribune de Genève*. Récupéré de <https://www.tdg.ch/suisse/femmes-ps-critiquent-machisme-parti/story/27202488>

<sup>27</sup> Dubouloz, Catherine. (2017, 16 octobre). Caroline Dayer : « Trop souvent en Suisse, actes et propos sexistes sont banalisés et minimisés ». *Le Temps*. Récupéré de <https://www.letemps.ch/suisse/caroline-dayer-souvent-suisse-actes-propos-sexistes-banalises-minimises>

interrogées à l'été 2017 n'étaient pas en mesure de dénoncer de l'antiféminisme, ni de le reconnaître.

### Posture méthodologique et enjeux problématiques

Mon parcours en tant que femme féministe m'a amenée au Québec pour les études féministes, cette province étant reconnue pour ses avancées en matière de lutte contre les inégalités de genre tant au niveau culturel qu'intellectuel, voire universitaire. Très rapidement j'ai découvert que ce que je savais du féminisme (ou ce que je pensais savoir) était très limité, malgré ma réputation de « féministe » en Suisse. J'ai compris après quelque temps, quelques rencontres et quelques centaines de lectures plus tard, à quel point le Québec avait une longueur d'avance sur l'Europe du Sud de manière générale, et la Suisse, particulièrement en matière de droits des femmes. Hors campus, ma réalité de femme était désormais différente que celle que j'avais vécue jusque-là, en Suisse. Non seulement le sexisme ordinaire me semble plus diffus à Montréal, malgré le fait que je me réclame de plus en plus féministe ; ce qui peut paraître contradictoire, puisqu'une fois les lunettes féministes portées, les actes sexistes, les inégalités et les injustices sautent aux yeux. M'affirmer féministe m'est beaucoup moins difficile. Il est certain qu'au fil du temps, mon cercle social a compté plus de féministes, mais il semblerait que les études féministes étant reconnues comme des études universitaires (plus ou moins légitimes selon mon interlocuteur.trice), ainsi que la « culture féministe » montréalaise, participent de cette aisance à se revendiquer d'un mouvement social, controversé, et même ridiculisé dans mon pays de naissance.

Je ne vais pas tenter d'expliquer en quoi selon moi, le Québec (ou plutôt Montréal, je ne peux pas m'avancer et généraliser mon observation à toute une province) est

différent de la Suisse parce que ce serait une tentative de légitimer ma réalité quotidienne. Je ne cherche pas non plus à idéaliser ma province d'accueil, car il serait faux de dire que le féminisme a gagné et qu'il n'y a plus à lutter, bien au contraire. Mais la tradition conservatrice suisse contraste avec Montréal. C'est certainement grâce à cette comparaison que j'ai pu réaliser à quel point mon pays d'attache n'avait pas intégré les luttes féministes dans ses objectifs de « justice sociale ». C'est donc seulement après avoir pris conscience des inégalités et des injustices dans mon propre pays, et surtout après avoir pu mettre des mots sur celles-ci, que j'ai compris que j'avais été aux prises avec de l'antiféminisme. Je savais que des attitudes ou des remarques que l'on m'adressait allaient contre l'idée du féminisme, mais je n'avais certainement pas, ni conscience de l'ampleur que l'antiféminisme avait dans ma société natale, ni que celui-ci était une réalité observée par les féministes et étudiée académiquement. J'ai alors avancé l'hypothèse que ce n'est pas parce que l'on ne l'identifie pas, que l'antiféminisme n'existe pas. L'antiféminisme existe en Suisse au niveau interpersonnel, et dans le milieu du travail. L'antiféminisme est présent dans les médias, en politique et culturellement. C'est ce que j'ai pu constater, surtout après mon expérience montréalaise, et c'est ce que laissent entendre, quoique de manière discrète, les médias que j'ai analysés pour cette recherche.

Méthodologiquement donc, j'utilise la théorie du point de vue situé (Harding, 2009) pour que mon expérience face à l'antiféminisme soit valide et valable. D'autant plus qu'à gauche, voire à l'extrême gauche, on peut se sentir en sécurité en tant que femme dans un premier temps, et féministe dans un second. L'extrême gauche défend (en Suisse ou au Québec) des valeurs féministes, anti-racistes, anti-coloniales et anti-capitalistes etc. Comment alors des comportements antiféministes peuvent-ils apparaître ?

Dans mon terrain, les femmes n'ont pas relevé d'antiféminisme, mais j'en ai identifié dans leur récit, grâce à mes expériences personnelles et mes connaissances savantes. Chez les femmes interrogées elles-mêmes parfois, mais également de ce qu'elles me racontaient de leur parti politique. Des questions analytiques et politiques se sont alors posées. D'un point de vue féministe tout d'abord, quelle est ma posture de chercheuse féministe si je considère que mes répondantes ont tort et que ma connaissance a plus de valeur que leur expérience ? Au niveau analytique ensuite, puisque mes hypothèses de départ n'ont pas été confirmées sur le terrain, que faire de mes résultats, comment les interpréter ? C'est donc au travers de ce travail de longue haleine, que je vais tenter de fournir des explications à cette apparente invisibilité de l'antiféminisme dans les partis d'extrême gauche en particulier, tout en tenant compte de ma posture problématique, afin de donner du sens à mes résultats et une valeur à mon expérience, car toutes les expériences sont valides et valables : « Thus, feminist issues could not be pigeon-holed and ignored as only women's issues, but instead had to be seen as valuably informing theoretical, methodological, and political thought in general. » (Harding, 2009, p. 4).

## CHAPITRE 1

### PROBLÉMATIQUE ET MISE EN CONTEXTE

#### 1.1 Introduction

Tout d'abord, il est important de situer mon objet de recherche (l'antiféminisme en tant que contre-mouvement) dans son champ d'étude, pour ensuite l'inscrire dans un contexte scientifique plus large. L'antiféminisme comme champ de recherche en études féministes est relativement nouveau par rapport au champ scientifique féministe. Si un discours sur le « sexisme » apparaît dans les années 1960-1970, ce n'est qu'à partir des années 1990, que les féministes commenceront à parler spécifiquement d'antiféminisme. C'est donc dans ce champ d'étude que j'ai décidé de m'inscrire. Comme l'exprime Florence Rochefort, spécialiste de l'histoire des féminismes, en 1998, : « Certes c'est le propre d'un nouveau chantier que de ne pas dessiner des contours très définis à son objet. La mise en commun des informations et des questionnements est indispensable à la maturation de la réflexion » (Rochefort, 1998, p. 147). C'est dans ce contexte que j'ai fait le choix de me situer, en tenant compte des limites auxquelles une telle entreprise peut se heurter et mener. Ce travail comporte aussi une portée politique, c'est-à-dire: outiller la lutte féministe, puisque: « Presumably all feminist researchers and scholars would say that they do value women's activities, needs, and desires, and want to produce the kinds of information women want and need to survive and flourish » (Harding, 2009, p. 195). En effet, la politique étant le lieu de cristallisation des luttes sociales, il est important de l'analyser, et surtout de mettre à jour les éventuels biais et obstacles auxquels les féministes

peuvent se heurter, dans le but d'identifier les opposants, d'être capable de les cerner, et d'être en mesure de leur répondre adéquatement, car :

Le succès du contre-mouvement oblige le mouvement initial à adopter une stratégie défensive pour maintenir le statu quo. Le contre-mouvement l'épuise et, de ce fait, ne lui laisse que la possibilité de réagir à ses assauts. Prenons l'exemple du mouvement féministe français qui, sous la contrainte des attaques portées au droit à la contraception et à l'avortement depuis les années 1980, est presque réduit à placer l'ensemble de ses ressources sur leur défense. Cet alignement sur les coups portés par l'adversaire affecte les militants, générant des tensions, voire des scissions. (Sommier, 2009, p. 159).

S'il est de tradition « scientifique » de séparer la connaissance de la politique, le projet féministe brouille les frontières et vise un but différent : « La recherche traditionnelle a été jugée comme partielle et partielle précisément parce qu'elle exclut de l'analyse les rapports sociaux de sexe. La recherche féministe a un objectif politique, un rôle militant [...], car elle vise le changement social » (Poupart *et al.*, 1998, p. 187). La théorie féministe s'allie au projet politique car elle en est un, en elle-même. Cependant, le cas spécifique de la Suisse par rapport à l'intégration des questions relatives aux femmes dans la sphère politique soulève des problèmes, que d'autres pays ne rencontrent pas. Notamment, l'absence d'un État central fort qui ne favorise pas les innovations sociales, l'État-providence qui incite les femmes à rester à la maison et les décourage d'exercer une activité professionnelle, les différences de financements et de juridiction entre les différents bureaux de l'égalité (26 cantons), ainsi que l'accès tardif des femmes au droit de vote, qui se répercute sur la représentation des femmes dans les hautes instances (Ballmer-Cao, 2000, p. 129). C'est donc avec l'intention d'outiller la lutte féministe et dans l'optique de combler partiellement des lacunes dans le champ académique suisse de l'antiféminisme, que j'ai décidé d'inscrire ma démarche intellectuelle et scientifique. Ceci en m'intéressant plus spécifiquement à saisir les dynamiques dans les partis politiques d'extrême gauche suisses-romands.

L'antiféminisme en Suisse peut sans doute être expliqué par plusieurs facteurs. Le premier est relatif à la montée en puissance de l'extrême droite en Suisse. En effet, l'UDC, qui est le grand parti de droite conservatrice de Suisse, prend de l'ampleur depuis quelques années, et s'inscrit dans la montée de la droite nationaliste qui sévit dans toute l'Europe. Le dernier rapport de l'OFS sur l'évolution du paysage politique suisse, datant de 2015 précise ainsi qu'« avec sa progression de 2,8 points en 2015, l'UDC a atteint la force de parti la plus élevée (29,4%) jamais enregistrée par un parti depuis les premières élections à la proportionnelle de 1919. Par rapport aux élections de 1991, lorsque l'UDC a amorcé son envolée électorale (11,9%), sa force de parti a été multipliée par 2,5 (+17,5 points)<sup>28</sup> ». L'UDC, de par sa force électorale, est omniprésente dans le débat public et y trouve alors une certaine légitimité, que des discours d'extrême gauche ne possèdent pas (c'est notamment ce que l'une des femmes que j'ai interrogées soutenait). De plus, à titre d'exemple, l'UDC a distribué, en 2010, un tous-ménage (magazine distribué auprès de tous les citoyen.ne.s suisses) sur la politique des étrangers, pour environ 3,9 millions de francs<sup>29</sup> (soit 3 fois son budget annuel), ce qui en dit long sur la capacité de financement de ce parti conservateur. Fait important à mentionner, le congrès antiféministe qui s'est tenu à Zurich en 2010 a été créé par un ancien politicien UDC René Kuhn, qui se bat contre « l'idéologie totalitaire »<sup>30</sup> des organisations féministes. La force de la droite conservatrice pourrait alors expliquer l'antiféminisme et le sexisme en Suisse.

---

<sup>28</sup> Office fédérale de la statistique. *Force des partis de 1991 à 2015*. En ligne. <<https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/politique/elections/conseil-national/force-partis.html#21142357>>. Consulté le 11 avril 2018.

<sup>29</sup> Auteur.e inconnu.e. (2011, 29 mars). Qui paie commande ou l'argent des partis politiques. *Le Temps*. Récupéré de <https://www.letemps.ch/suisse/paie-commande-largent-partis-politiques>

<sup>30</sup> Auteur.e. Inconnu.e. (octobre 2010). L'antiféminisme tient salon. *360° le magazine LGBT suisse*. Récupéré de <http://360.ch/suisse/8822-antifeminisme-tient-salon-zurich-8822-25/>

Le deuxième facteur explicatif implique les médias. En effet, comme on a pu l'observer précédemment, les médias suisse-romands, mis à part quelques chroniqueurs anonymes, ne parlent pas d'antiféminisme en Suisse. Quand il est abordé, ce phénomène est attribué à des partis politiques ou des personnalités de droite. Cependant, *Le Temps* a récemment repris un article publié dans le journal *Le Monde* qui a interrogé Christine Bard à propos de la tribune « antiféministe » signée par Catherine Deneuve, suite aux dénonciations du mouvement #MeToo. Bien que l'article ne traite pas de l'antiféminisme en Suisse, on y trouve les raisons pour lesquelles certaines femmes se disent antiféministes, ainsi que l'aspect systématique de l'antiféminisme, qui apparaît à chaque fois que le féminisme fait des avancées. Une des raisons qui me pousse à penser les médias comme des « normalisateurs » du discours antiféministe, est relative à la place qu'ils accordent aux personnalités antiféministes. En effet, selon le sociologue français Erik Neveu : « Un fétichisme de l'objectivité, ou la banale quête de propos pimentés, amène parfois les journalistes à se mettre en recherche d'organisations opposantes à une cause qui réussit, offrant à des locuteurs marginalisés un espace de parole, parfois une dynamique de recrutement. » (Neveu, 2010, p. 255).

Les médias cherchent à équilibrer les points de vue afin de proposer une palette d'idées dans le but de rester objectifs. C'est notamment le principe central de l'émission télévisée hebdomadaire *Infrarouge*, diffusée sur la RTS (Radiotélévision Suisse-romande). À plusieurs reprises, des personnalités antiféministes ont été invitées à débattre sur le plateau face à des féministes. Cela a été notamment le cas lors de la *soirée spéciale* du 21 juin 2017, sur le thème : *Femmes=objets de convoitise sexuelle* ?<sup>31</sup>, où plusieurs personnalités ont été conviées à débattre sur le machisme. On

---

<sup>31</sup> Infrarouge. (2017). *Soirée spéciale : Femmes= objets de convoitise sexuelle ?* [Émission de télévision]. Suisse : Radiotélévision suisse-romande.

retrouvait d'un côté, John Goetelen et Alain Valterio (deux antiféministes que j'ai présenté plus haut) ainsi que Myret Zaki (rédactrice en chef du journal Bilan). De l'autre côté, il y avait Caroline Dayer (présentée également au début de ce travail) et Léonord Porchet (députée vaudoise connue pour son combat contre le harcèlement de rue) et Grégory Jacquet (membre de l'association MenCare qui a été positionnée du même côté que les féministes, car c'est un groupe d'hommes qui débattent « entre hommes » du patriarcat et des manières qui permettraient de diminuer les inégalités entre les sexes...). Dans son introduction, la présentatrice Esther Mamarbachi lance le débat en posant la question : « Est-ce que la femme est encore victime de la domination des hommes, comment expliquer les injures et les comportements sexistes ? » On voit que d'entrée de jeu, ce n'est pas clair s'il existe encore des inégalités entre les femmes et les hommes. De plus, il a été maintes fois sous-entendu que l'égalité était atteinte. En premier, sur la question du harcèlement de rue, Myret Zaki affirmait que « les jeunes femmes qui s'habillent en "survêtement", "et qui se sont tous les jours harceler, persécuter, insulter", "là, elles sont victimes, elles peuvent rien faire" ». En deuxième, Alain Valterio le psychologue affirmait que « le harcèlement dans la rue n'est pas lié au retour du sexisme », sous-entendu que le sexisme a disparu. Aussi, l'exagération a été une stratégie discursive antiféministe utilisée par Myret Zaki quand elle disait : « on est en train de pinailler sur le moindre regard, comportement qui nous dérange parce qu'on aimerait être jolie etc. et ne pas du tout être regardée ni observée », ici il faut entendre que les féministes exagèrent.

Quant au négativisme, ce discours est aussi apparu à plusieurs reprises, surtout lorsque les questions relatives au viol et aux agressions sexuelles ont été abordées. Éric Zemmour, écrivain et journaliste français a, lui aussi, été invité à de nombreuses

reprises sur les plateaux de la RTS. Lors d'un passage à l'émission *Mise au Point*<sup>32</sup> le 26 mars 2006, pour parler de son livre *Le premier sexe*, il affirmait que les féministes étaient responsables de « la concomitance entre la féminisation de l'homme et la massification du divorce » et que le féminisme « avait le pouvoir ». La féminisation de la société et ses dérives sont des thématiques centrales chez les masculinistes et dans le discours de la « crise de la masculinité ». L'écrivain polémique a également été invité à l'émission *Infrarouge*, intitulée *Alors Zemmour, c'était mieux avant ?*<sup>33</sup>, où il a dénoncé la féminisation de la société c'est-à-dire : « que les valeurs attribuées aux femmes depuis des siècles sont devenues les valeurs dominantes, c'est-à-dire la paix sur la guerre, le consensus sur le dissensus, la conciliation sur l'affrontement », et il estimait aussi que « c'est mal parce qu'il y a un affaissement de la société et que les valeurs viriles défendent mieux une société », thème phare des discours masculinistes. Ces personnalités antiféministes se font offrir des places de choix sur les plateaux de télévision, et parfois dans les journaux (je pense ici à la chronique tenue dans le journal de la *Tribune de Genève* par John Goetelen), et ce, malgré que la Suisse se soit engagée auprès de La Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDE) en 1997, à lutter contre le sexisme dans la culture et à en éradiquer les causes. La partie n'est pas gagnée. En effet, selon Karine Lempen, docteure en droit, titulaire d'une maîtrise en Études genre et juriste au Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes (BFEG) à Berne :

Force est de constater que la protection juridique contre les propos et les images sexistes dans l'espace public se limite en pratique au domaine des publicités sexistes, qui peuvent être, sur plainte, interdites par la

---

<sup>32</sup> *Mise au point*. (2006). *Éric Zemmour, auteur de l'ouvrage « Le premier sexe », est notre invité*. [Émission de télévision]. Suisse : Radiotélévision suisse-romande.

<sup>33</sup> *Infrarouge*. (2014). *Alors monsieur Zemmour, c'était mieux avant ?* [Émission de télévision]. Suisse : Radiotélévision suisse-romande.

Commission suisse pour la Loyauté. Le mécanisme d'autocontrôle existant dans le domaine de la presse écrite demeure, en revanche, sous-utilisé. La norme pénale interdisant le harcèlement verbal manque aussi d'efficacité. (Lempen, 2013, p. 19).

Finalement, la montée de la droite conservatrice antiféministe et la place accordée aux personnalités antiféministes en suisse-romande expliqueraient, en partie, la présence de l'antiféminisme en Suisse de manière générale.

## 1.2 Revue de littérature

La littérature sur les femmes en politique est vaste. Dans le cadre de mon travail j'ai décidé de sélectionner deux auteures qui ont traité du féminisme au sein de l'État, soit Sarah Childs et Lisa Young. Elles m'ont permis de situer les enjeux d'égalité de sexe dans les partis et dans l'État, et d'évaluer la place que mouvements féministes y occupent. Deniz Kandiyoti, Andrea Dworkin et Nicole-Claude Mathieu ont, quant à elles, développé des théories qui expliquent pourquoi certaines femmes refusent de militer pour l'égalité entre les sexes et dans certain cas, pourquoi elles choisissent le côté de l'opresseur en se revendiquant de l'antiféminisme. Manon Tremblay a traité, dans plusieurs ouvrages, de la question des femmes en politique sous différents aspects. J'ai décidé de sélectionner deux de ses ouvrages, dont un qu'elle a codirigé avec Réjean Pelletier, et dans lequel elle aborde les questions de sexisme en politique. Je me suis ensuite penchée sur les ouvrages d'Elvita Alvarez et Lorena Parini ainsi que celui d'Anouck Lloren, qui m'ont permis de brosser un portrait de la littérature académique au sujet de la politique suisse. Les premières mettent de l'avant l'importance d'intégrer les analyses féministes dans les études sur les comportements électoraux et la deuxième a cherché à savoir quelle était l'importance du genre dans les propositions des projets de loi. Viviane Givord et Manon Tremblay ont, quant à elles, dénoncé le sexisme

ambient en politique, en Suisse pour la première, au Canada pour la deuxième. Les thèmes qu'elles abordent et les exemples donnés m'ont été utiles afin de créer ma grille d'analyse des discours. J'ai retenu l'article de Patricia Roux et *al.*, sur le militantisme en Suisse car plusieurs discours de militantes que j'ai interrogées font échos aux résultats que les auteur.e.s ont dégagés. L'article sur la féminisation des postes en Suisse permet de situer le sexisme dans le champ de la politique suisse. Zoé Rüesch et Hakim Ben Salah et *al.*, traitent dans leurs recherches, des attitudes antiféministes et des groupes masculinistes en Suisse.

### 1.2.1 Féminisme, femmes et partis politiques

La littérature académique et les études sur la relation entre le genre et la politique au sein des dynamiques intra-partis se sont principalement attachées à mettre en avant les effets des quotas et des législatures féminines, sans traiter des autres enjeux féministes qui en découlent. C'est pour remédier à cette lacune que Sarah Childs, professeure de genre et politique à l'Université Birkbec de Londres, propose l'article « Intra-Party Democracy : A Gendered Critique and a Feminist Agenda », qui va traiter de l'agenda féministe au sein des partis. Si peu de recherches ont été effectuées sur les organisations féminines au sein des partis, c'est notamment en raison du manque d'accès aux données et au fonctionnement de ces organes. Les recherches sur la politique et le genre doivent s'efforcer selon l'auteure, de prendre en considération plusieurs enjeux, dont le niveau de participation des femmes dans les structures du parti, incluant la place parlementaire (par exemple si le parti s'assure qu'elles soient représentées au parlement), ainsi que la place et le rôle des femmes au sein du parti, afin de juger si les femmes sont limitées à certains rôles traditionnels. Mais il faut également observer la nature ou le rôle de l'idéologie des organisations de femmes dans les partis, et voir quelles sont leur place et leur influence au sein de la structure plus large de l'organisation. Il est important

d'observer si le parti part du principe que les femmes sont capables de le représenter, si cette attribution est fondée sur des arguments féministes et enfin, si les politiques de parti sont féministes. La littérature sur la démocratie intra-parti qui a traité du genre se caractérise par trois grandes conclusions. La première est que l'intégration des femmes peut être une stratégie des partis afin de convaincre l'électorat que le féminisme est ancré dans leur parti, ce qui s'inscrit dans la dynamique de « marché politique ». La deuxième est que les organisations féminines peuvent intégrer les femmes comme des membres individuels des partis ou alors comme des représentantes des femmes. La troisième conclusion est qu'il demeure possible que les candidates soient moins représentées non pas du fait de leur sexe, mais plutôt en fonction de leur compétence (Childs, 2013, p. 19). Les partis se réclamant d'une posture féministe doivent aussi s'assurer de deux choses, soit que les femmes gagnent du pouvoir, et qu'elles le gagnent là où elles ne sont traditionnellement pas présentes. Si ce n'est pas le cas, on peut alors se demander si un parti peut être jugé démocratique, car si les femmes continuent d'être sous-représentées à tous les niveaux du parti incluant le sommet, l'objectif n'est pas atteint.

La posture des féministes face à l'État diffère selon qu'elles se reconnaissent dans un féminisme plus radical ou au contraire institutionnel. C'est ce qu'a traité Lisa Young, professeure au département de sciences politiques de l'Université de Calgary, dans son livre *Feminists and Party Politics*. Pour les féministes libérales il est possible de mettre à l'agenda politique, des enjeux qui interpellent surtout les femmes, ce qui signifie que l'État peut être l'allié potentiel des femmes (Young, 2008, 4). Pour elles, c'est l'agentivité (la capacité d'agir) des femmes qui leur permet de faire des avancées au niveau politique, puisque l'État n'est pas patriarcal mais fondamentalement neutre. Aussi, une pensée alternative est née dans le féminisme radical qui pense que la politique et ses institutions sont non seulement dominées par les hommes, mais qu'elles sont profondément patriarcales. La critique venant des féministes radicales concernant les partis politiques n'a pas été autant virulente et élaborée que celle sur l'État (beaucoup d'ouvrages ont traité de l'appropriation du corps des femmes par les

hommes et l'État, dont la sexualité et la capacité reproductive des femmes), mais on peut toutefois en déduire que les mêmes logiques patriarcales opèrent au sein des partis (Young, 2008, p. 5). Les partis politiques *mainstream* peuvent éviter (et ils l'ont fait), d'intégrer le féminisme dans leur programme, tout en recrutant des femmes. On détourne alors l'attention en adoptant une posture assimilationniste (Young, 2008, p. 5).

Pour résumer et caricaturer, au cœur de ce débat se trouvent donc deux pensées féministes dominantes : l'une d'elles (la pensée radicale) critique les élites à cause de la hiérarchie dans les partis qui est une forme de domination que les féministes cherchent à combattre ; pour les autres (les libérales), il est important que les femmes fassent de la politique, car il est nécessaire que des femmes se trouvent en situation de pouvoir (Young, 2008, p. 6).

De plus, le lien entre les mouvements féministes et l'État varie en fonction des buts que les féministes se fixent mais également selon les valeurs qu'elles défendent. Certaines (généralement les féministes libérales) vont chercher à investir les lieux de pouvoir étatiques dans le but de faire entendre les revendications féministes, pour d'autres (comme les féministes radicales) l'État est patriarcal et il est inutile, voire contre-productif de vouloir s'y insérer. Le masculinisme cependant, ne connaît pas de différends dans son mouvement quant à la place qu'il devrait occuper au sein de l'État. Les masculinistes identifient un problème pour ensuite mobiliser et créer des ressources symboliques ainsi que matérielles (par exemple, des pétitions). Le tout, afin de revaloriser la masculinité traditionnelle tout en cherchant l'empathie populaire afin de se crédibiliser. Selon Francis Dupuis-Déri, c'est en raison de l'influence d'un « masculinisme d'État », que sont mis en place des mécanismes, mais aussi des organisations visant à répondre aux besoins des hommes, « discriminés en tant qu'hommes » (Karine Foucault, 2008, p.14, dans [Dupuis-Déri, 2013, p. 166]). Cette

forme spécifique d'antiféminisme se trouve dans trois sphères étatiques, soit à la tête de l'État (gouvernement et parlementaires), dans la bureaucratie ou dans les instances parapubliques. À titre d'exemple, en Suisse, l'association Männer.ch (ce qui signifie en Allemand : hommes) est représentée au sein même de la Commission fédérale des questions féminines<sup>34</sup> (commission qui est le point central dans la discussion entre le milieu politique, les autorités et la société civile. Cette association se définit d'ailleurs comme suit :

Männer.ch est l'organisation faitière des associations d'hommes et de pères. L'association est un forum national visant à défendre le point de vue et les revendications des garçons, des hommes et des pères. Männer.ch s'engage afin que les hommes ne passent pas à côté du processus de parité. Depuis 2005, nous poursuivons un travail de pionnier grâce à notre approche de *triple-advocacy*, un engagement reconnu sur la scène internationale. C'est également grâce à notre action que la Suisse possède une fête des pères, une loi juste pour les séparations et les divorces, une augmentation rapide du nombre d'hommes travaillant à temps partiel et une attention grandissante pour le travail de soin par les hommes- en tant que professionnels et dans les familles<sup>35</sup>.

De plus, le masculinisme est un mouvement antiféministe qui regroupe des hommes qui se prétendent en crise identitaire, une crise occasionnée par une « domination des féministes » et du « matriarcat » qui seraient notamment tout puissants au sein de l'État et d'institutions comme le tribunal de la famille. Quant à l'Association Suisse pour la Coparentalité, dans un argumentaire intitulé « L'importance de la présence des deux parents pour un bon développement physique et psychique de l'enfant », publié par la Coordination romande des associations paternelles (CROP), on retrouve un

---

<sup>34</sup> Männer.ch. *Bienvenue*. En ligne. <<http://www.maenner.ch/fr>>. Consulté le 30 mars 2018.

<sup>35</sup> Männer.ch. *À notre propos*. En ligne. <<http://fr.maenner.ch/a-notre-propos>>. Consulté le 9 février 2018.

argumentaire essentialisant et hétéronormatif qui explique les risques de la monoparentalité (voir de l'homoparentalité) :

Les institutions (en commençant par l'école) et l'État, qui ont aussi le but de former les futurs citoyens, ont un rôle "féminin", celui de pourvoir aux besoins et non pas celui de créer les désirs (poursuite des objectifs, c.à.d. respect de la loi et des institutions de l'ordre constitué). Les pères aujourd'hui sont relégués exclusivement à l'entretien des enfants. Si l'on peut admettre un tel rôle au temps des chasseurs du paléolithique (compréhensible en ces temps-là, à cause des nécessités prioritaires et des contingences quotidiennes, mais en ces temps-là aussi les pères avaient un rôle éducatif important), on doit aussi constater les dommages causés de nos jours par l'absence de la figure paternelle. Dans notre culture, même dans les familles normalement constituées, où le père ne s'occupe pas beaucoup des enfants, on constate divers problèmes chez les jeunes : absence de valeurs, absence d'identité, incapacité de poursuivre des buts, incapacité de formuler des projets. Tout cela porte à des perturbations, telles que dépressions, consommation d'alcool et de drogue, suicide etc.<sup>36</sup>

Aussi, on retrouve de l'antiféminisme chez les femmes (Young, 2008, p. 5), ce qui soulève des questions quant à la théorie féministe libérale, qui pousse les femmes à investir les hautes sphères de décision, dans le but de faire avancer les droits des femmes. Plusieurs raisons font que les femmes choisissent de ne pas investir les luttes féministes, au profit des idéaux antiféministes.

Premièrement, l'étiquette féministe est connotée négativement. En effet, Zoé Rüesch, dans son travail de maîtrise déposé au printemps 2010 à l'Université de Genève et intitulé *Être féministe aujourd'hui ? Représentations associées aux féministes et ambiguïtés de l'étiquette féministe*, remarque que les traits communément associés au féminisme jouent sur l'envie de soutenir ce mouvement. Elle a repéré, dans le discours

---

<sup>36</sup> Coordination romande des organisations paternelles. En ligne. <<http://www.crop.ch/crop-documents/crop-parentalite.html>>. Consulté le 30 mars 2018.

de huit femmes en Suisse qui ne se considéraient pas comme féministes, deux stéréotypes attribués aux féministes, soit la féministe frustrée et en colère qui brime les hommes, et la féministe victime ou qui se victimise (Rüesch, 2010, p. 101). Ces étiquettes jouent sur la volonté des femmes à se revendiquer ou non du féminisme car dans le premier cas, elles ne souhaitent pas être associées à des femmes agressives et, dans le deuxième cas, elles pensent que cette posture de victime est dépassée, que les femmes ne vivent plus en situation de dépendance (économique ou sexuelle) par rapport aux hommes. Cela fait référence au mythe de « l'égalité-déjà-là » véhiculé par le post-féminisme, thématique que j'aborderai plus en détails par la suite. Le discours du nouveau féminisme (soit le post-féminisme), est quant à lui faussement féministe. Bien que certains médias ou magazines le considèrent comme le féminisme à adopter, il véhicule des valeurs antiféministes, comme, on l'a vu ci-dessus, « l'égalité-déjà-là » ou l'hypersexualisation des femmes : « un des pièges du discours post-féministe est de laisser entendre que l'égalité entre les sexes n'est pas si importante ou qu'elle est déjà atteinte, et surtout que les femmes sont maintenant libres de vivre selon leurs désirs » (Dupuis-Déri, 2015, p. 135).

Deuxièmement, puisque les sociétés dans lesquelles nous vivons, y compris la Suisse, sont des systèmes patriarcaux, il est plus confortable pour les femmes d'y participer plutôt que de les combattre. Cette attitude « passive » est renforcée par la socialisation des filles et des garçons à l'école par exemple. En effet, les femmes sont, dès l'enfance, socialisées à être à l'écoute, à obéir aux ordres et à accepter un statut « en retrait ». Selon plusieurs études empiriques, on observe que la participation des filles en classe est limitée, que l'on stimule plus les garçons à prendre part aux discussions, et que les « débordements » (les sautes d'humeur, les colères) sont plus tolérées chez les petits garçons (Duru-Bellat, 1994). L'environnement sexiste dans lequel les Suissesses évoluent depuis l'enfance façonne leur imaginaire et impacte leur quotidien. La plupart, face à des attitudes antiféministes ou misogynes, réagissent alors peu ou pas du tout.

En effet, les attitudes sexistes et violentes envers les femmes sont considérées comme « normales », parce qu'elles sont justement, la « norme » dans nos sociétés. S'opposer aux codes patriarcaux en vigueur a un coût pour les féministes. C'est ce qu'a démontré Nicole-Claude Mathieu, anthropologue et militante féministe dans son article « Céder n'est pas consentir ». En effet selon cette auteure :

La (dé)négaration par les opprimé(e)s de leur propre oppression n'a rien d'étonnant si l'on sait (mais pour le savoir il faut être de ce côté-ci de la barrière) qu'il est tout à fait *insupportable* et traumatisant de *se reconnaître* opprimé(e). Pourquoi ? Parce que, dans le mouvement même où la personne voit son oppression, elle se constitue en nouveau sujet (sujet de l'oppression) et en juge de l'autre sujet : cet autre elle-même qu'elle croyait être avant. Il y a là un effet de dissociation qui peut être insurmontable. (Mathieu, 2014, p. 219).

Les femmes antiféministes constatent alors qu'être féministe est une posture difficile à assumer dans des sociétés sexistes. Elles préfèrent alors se ranger du côté des dominants (les hommes) afin d'assurer leur protection. C'est ce que Deniz Kandiyoti, auteure et chercheuse dans le domaine des relations de genre et des politiques développementales au Moyen-Orient et en Turquie, a cherché à comprendre en développant le terme de « *patriarchal bargain* » qu'elle explique comme suit :

I will argue that women strategize within a set of concrete constraints that reveal and define the blueprint of what I will term the patriarchal bargain of any given society, which may exhibit variations according to class, caste, and ethnicity. These patriarchal bargains exert a powerful influence on the shaping of women's gendered subjectivity and determine the nature of gender ideology in different contexts. They also influence both the potential for and specific forms of women's active or passive resistance in the face of their oppression. Moreover, patriarchal bargains are not timeless or immutable entities, but are susceptible to historical transformations that open up new areas of struggle and renegotiation of the relations between genders. (Kandiyoti, 2016, p. 275).

Cela signifie que les femmes peuvent choisir de défendre les normes patriarcales afin de maximiser leur propre pouvoir. Choisir de participer au *patriarchal bargain* c'est

prendre la décision d'accepter les règles genrées qui désavantagent les femmes, en échange d'un peu de pouvoir extirpé du système de domination. On peut se demander alors si ce n'est pas ce mécanisme que les politiciennes (de manière générale ou en Suisse), qui évoluent dans un monde masculin, utilisent pour se protéger. L'avantage de cette forme d'acceptation d'antiféminisme est que cela rend aux femmes leur agentivité. En effet, grâce à ce concept, on peut concevoir les femmes antiféministes comme *agentes* de leur antiféminisme et non pas seulement *passives* dans l'acceptation d'une norme sociale.

Ceci nous mène à la troisième raison qui pousse les femmes à adopter des discours antiféministes. Selon Andrea Dworkin, essayiste et théoricienne féministe étatsunienne, dans son ouvrage *Les femmes de droite*, la promesse patriarcale pour les femmes hétérosexuelles garantit une certaine sécurité (financière et physique) face au monde extérieur, notamment par le biais du mariage et de la maternité. Les femmes sont encore très attachées matériellement à leur « maître », époux, et développent une forme de dépendance envers ceux-ci. Aller à l'encontre du patriarcat, c'est se détacher psychologiquement, physiquement (on peut penser notamment au lesbianisme politique) et matériellement de l'emprise des hommes, ce qui signifie, pour une majorité de femmes, assumer des doubles (voire triples) journées de travail pour subvenir à leurs besoins, et souvent à ceux de leurs enfants (dans le cas de divorces). En cause, le fait que les hommes gagnent en général plus que les femmes, et le fait qu'il ne sont pas soumis aux mêmes règles de perfection et aux mêmes charges familiales et/ou domestiques. Cependant :

Le mariage est censé les protéger du viol ; être entretenue au foyer est censé les protéger de l'exploitation économique d'un marché analogue à un système de castes ; la reproduction leur accorde le peu de valeur et de respect qu'elles ont, ce qui les amène à accentuer la valeur de la reproduction, même si cela signifie accroître leur vulnérabilité à l'exploitation reproductive [...] Les failles de cette logique sont simples : le foyer est en fait l'endroit le plus périlleux pour une femme, celui où elle

est le plus susceptible d'être tuée, violée, battue, certainement celui où on lui dérobe la valeur de son travail. (Dworkin, 2012, p. 24).

Comme on le verra dans la suite de mon travail, plusieurs formes d'antiféminisme sont apparues au cours de mes entrevues. Une femme sur les huit interrogées a eu des comportements et discours antiféministes et grâce aux concepts et explications ci-dessus, je vais être en mesure d'expliquer les raisons pour lesquelles elle adopte ce genre de propos.

### 1.2.2 Femmes en politique

Dans l'ouvrage de Manon Tremblay *100 questions sur les femmes et la politique*, différents sujets sur la politique sont abordés (Tremblay, 2015). Neuf chapitres sont consacrés à répondre aux questionnements qui sont les plus fréquemment posés sur les femmes et la politique. Dans son premier chapitre, Manon Tremblay aborde les droits de vote et de candidature, dans le deuxième ce sont les comportements électoraux qui sont traités, le troisième chapitre regroupe les différents obstacles à l'élection des femmes, dans le quatrième elle aborde la proportion des femmes dans les parlements, le cinquième est consacré aux stratégies employées pour féminiser les parlements, le sixième touche les questions de représentation politique, le septième étudie la participation au gouvernement, le huitième les instruments du droit international et le dernier se focalise sur le Québec et le Canada. Plusieurs de ces thèmes ont été utiles à ma compréhension globale du phénomène des femmes en politique, dont ceux sur la place des médias en politique et plus généralement la pertinence que les femmes et les féministes investissent les lieux de pouvoir. L'ouvrage qu'elle a co-écrit avec Réjean Pelletier, intitulé *Que font-elles en politique ?*, m'a permis d'aborder quant à lui, quelques questions relatives aux enjeux des femmes en politique de manière générale.

En effet, dans ce livre, les auteur.e.s cherchent à répondre à plusieurs questions concernant les femmes en politique, telles que les raisons pour lesquelles les femmes se lancent en politique, les obstacles qu'elles rencontrent, la gestion du pouvoir selon le genre, et le féminisme dans le contexte de la Chambre des communes à Ottawa (Tremblay et Pelletier, 1995). Leur travail se divise en plusieurs points, soit l'accès au pouvoir politique, la conception du rôle parlementaire et la gestion du pouvoir, les rapports entre les hommes et les femmes, la représentation des femmes, la conscience féministe et l'acte de quitter la vie politique. Dans le premier aspect, soit l'accès au pouvoir, les auteur.e.s démontrent qu'il est plus difficile pour les femmes de se présenter en politique à cause des limites liées au manque de ressources et à la vie familiale, ce que j'ai pu observer lors de mes entrevues. En effet, plusieurs femmes ont relevé la difficulté d'articuler la vie de famille et la politique, mais certaines ont également dénoncé la charge mentale (c'est la charge cognitive liée à la gestion du foyer) qui pèse essentiellement sur les femmes. De plus, ni la structure du système électoral (le mode de scrutin à système majoritaire), ni les préférences de l'électorat ne favorisent l'entrée des femmes en politique, ce qui est le cas en Suisse lors des élections exécutives communales et cantonales, et également lors de l'élection du Conseil des États. Dans le second aspect que les auteur.e.s abordent, elles expliquent le discours relatif au sexe des politicien.ne.s dans la gestion du pouvoir. J'ai donc décidé de dépasser la thèse du mode d'élection puisqu'il varie selon le niveau politique en Suisse. Par contre, le choix des électeurs et le discours médiatique ont retenu mon attention car ils font, suite à mes observations, partie des éléments centraux dans l'élection des politiciennes. Les arguments de la « nature féminine » c'est-à-dire l'association des femmes à la Mère Nature en lien avec leurs capacités reproductives, y sont développés, ce qui a fait écho à la thématique sur la division sexuelle du travail dans mon analyse. Le troisième thème abordé pose la question des rapports entre les hommes et les femmes dans la politique. On y trouve des rapports sexistes, des rapports paternalistes ou de partenariat. C'est cette partie en particulier que j'ai utilisée pour analyser le discours des femmes que j'ai interrogées puisque la totalité d'entre elles ont relevés des

éléments sexistes dans leur parti. Quatrièmement, la question de la représentation des femmes est analysée. Manon Tremblay et Réjean Pelletier se sont demandé.e.s si les femmes en politique représentaient les femmes. Ce thème est en lien direct avec le chapitre sur le féminisme en politique. En effet, le soutien ou le rejet du mouvement féministe permet d'expliquer comment les femmes féministes de la politique québécoise luttent pour l'équité des sexes.

### 1.2.3 Femmes en politique suisse

Elvita Alvarez et Lorena Parini cherchent dans leur article « Engagement politique et genre : la part du sexe » à dépasser la dichotomie homme et femme dans l'étude sur le comportement politique. Plus précisément dans l'engagement politique, en cherchant à intégrer la variable de genre apportée par les études féministes. Généralement, les études sur l'analyse de genre dans l'engagement politique se basent exclusivement sur le sexe pour expliquer un comportement électoral. Le but de ces auteures est d'analyser les facteurs tels que l'âge, la race ou le niveau de formation académique comme variables principales dans l'engagement en politique et, dans un deuxième temps, d'observer dans quelle mesure la variable de sexe est explicative. Autrement dit : partir du social pour arriver au biologique, contrairement à ce qui est fait habituellement. L'avantage est que l'on peut alors observer les discriminations en tant que produit des rapports sociaux entre les sexes, et non pas en tant qu'attribut de l'un ou de l'autre sexe :

Nous voulons mettre en évidence l'importance que prennent des variables sociales dans l'interprétation quantitative des problématiques féministes. Suivant l'utilisation qui est faite de la variable "sexe biologique". Il est alors possible d'opérer un raccourci simpliste qui va du sexe vers l'interprétation du comportement politique, sans passer par les variables

sociologiques qui opèrent entre le sexe et le comportement expliqué.  
(Alvarez et Parini, 2005, p. 114).

L'angle quantitatif de cette recherche tient compte de l'influence des stratifications sociales classiques telles que l'âge, le sexe, la formation et le niveau socio-économique. Il y a deux dimensions dans l'engagement politique, soit la *participation classique* (l'engagement dans un parti politique ou un syndicat) et *l'activisme* (une série d'activités politiques comme la signature d'initiatives, se rendre aux meetings politiques, le boycott de certains produits, manifester ou encore faire partie de comités d'action) (Alvarez et Parini, 2005, p. 11). Ces deux dimensions varient en fonction de l'investissement en termes de temps ou de régularité. Les hypothèses retenues pour expliquer l'engagement en politique selon le genre, sont que la participation classique est influencée par le temps de travail, qu'il soit rémunéré ou domestique, tandis que l'activisme ne l'est pas. Une des conclusions principales qu'ont fait ressortir les auteures est que la division sexuelle du travail est un facteur inhérent à l'engagement des femmes en politique, car celles-ci passent plus de temps à l'intérieur de la sphère domestiques et ont donc moins de temps et d'énergie à consacrer à l'extérieur de celle-ci.

Anouk Lloren cherche quant à elle à voir, dans son article sur « Le genre comme ressource politique au service de la citoyenneté sociale des femmes : Le cas du parlement suisse », dans quelle mesure le sexe des parlementaires suisses a un impact sur les projets de loi en lien avec la régulation des rapports de sexe. Tout d'abord, l'auteure remarque que la plupart des mises à l'agenda d'enjeux genrés ou féministes viennent en majorité des militantes féministes. Selon cette auteure, les enjeux féministes ont plus de chance d'être acceptés, s'ils sont portés par les femmes. Mais de manière générale :

Les partis se trouvant dans l'opposition ont tendance à être plus favorables à la défense des intérêts des femmes que les partis de la majorité

gouvernementale. Le soutien des partis pour les enjeux concernant l'égalité des sexes ne relève donc pas forcément de l'idéologie partisane. Plutôt que le clivage gauche-droite, ce serait davantage le degré de compétition entre les partis qui serait déterminant pour comprendre pourquoi certains partis inscrivent les questions féminines à leur agenda politique. Plus précisément, quand la droite est sous pression électorale, elle va s'intéresser aux intérêts des femmes afin de séduire l'électorat féminin. Ainsi, les députées ont davantage tendance à s'unir, c'est-à-dire à adopter le même comportement de vote, lorsque l'objet soumis au vote n'est pas saillant au regard du conflit gauche-droite, car elles subiraient moins de pression de leur parti dans cette configuration. (Lloren, 2013, p. 156).

La solidarité entre femmes est moindre que la solidarité partisane. En effet, dans ses résultats l'auteure soulève que les élues, peu importe le parti, ne sont pas unies quand il s'agit de questions relatives aux intérêts des femmes dans le vote intermédiaire (étape qui permet aux représentant.e.s de rejeter, modifier ou avaliser les articles et les propositions d'amendements des projets de loi examinés), peu importe le domaine. Cependant on remarque que les élues de droite tendent à s'aligner sur les élues de gauche dans le vote final quand il s'agit de questions féministes (l'auteure fait remarquer que ces résultats sont à relativiser car seul 35 sur 486 votes finaux ont une portée féministe), ce qui laisse à penser que la fracture entre la gauche et la droite disparaît lorsque les femmes votent sur des enjeux qui les touchent, peu importe leur affiliation partisane. Elle remarque également que les élues de droite vont moins s'allier à leurs consœurs de gauche lorsque l'enjeu polarise les partis de gauche et de droite (Lloren, 2013, p. 167). En définitive, il n'existe pas d'alliance entre femmes au sein du Parlement, si ce n'est parfois lors d'un vote final ce qui peut s'expliquer par la publication en ligne des positions de vote des élues<sup>37</sup>. Celle-ci pousseraient les politiciennes à voter différemment en raison de la pression citoyenne.

---

<sup>37</sup> Toutes les positions des élu.e.s sont disponibles en tout temps à l'adresse : <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/abstimmungen/qui-a-vot-comment-au-conseil-national>

#### 1.2.4 Sexisme en politique suisse

Les institutions politiques en Suisse sont composées de trois niveaux, soit le niveau fédéral, le niveau cantonal et le niveau communal. Au niveau fédéral exécutif, on retrouve le Conseil fédéral où siègent les sept « sages », qui sont élu.e.s par l'Assemblée fédérale. Cette dernière, qui est l'organe législatif du fédéral, regroupe le Conseil des États où siègent deux élu.e.s par canton (soit 46 membre.sse.s), et le Conseil National où la proportion d'élu.e.s se définit en fonction du poids démographique de chaque région (200 élu.e.s au total). Pour ce qui est du niveau cantonal, on retrouve le Conseil d'État pour l'exécutif, et le Grand Conseil au législatif. En ce qui a trait au communal, la municipalité ou le Conseil administratif (la dénomination dépend du canton duquel on parle) représente le pouvoir exécutif et le Conseil communal ou municipal (qui varie toujours en fonction d'où on le situe) dirige le législatif. Le système politique suisse comprend une multitude de partis politiques mais seuls les quatre « principaux », ont a priori un.e représentant.e au Conseil fédéral. Le Parti socialiste (PS), le Parti démocrate-chrétien (PDC), le Parti libéral-radical (PLR), l'Union démocratique du centre (UDC) sont présents dans la plupart des cantons. Une particularité du système politique suisse se situe au niveau de la profession des politicien.n.e.s. En effet, les parlementaires ont des mandats de milice ce qui signifie que la plupart exercent une activité professionnelle à mi-temps, en plus de leur activité politique. Cette tendance cependant tend à diminuer petit à petit résultant de la hausse des salaires offerts aux politicien.n.e.s, au niveau de la Chambre haute et de la Chambre basse du Parlement. L'extrême gauche quant à elle, n'est pas représentée au niveau fédéral (et ne l'a jamais été) mais elle est présente au niveau communal et cantonal de certains cantons, plus progressistes, tels que ceux de Genève et Vaud.

La chercheuse Viviane Givord, dans son travail de maîtrise intitulé *Femmes et partis politiques. Le cas des députés du Grand Conseil valaisan*, commence par poser quatre étapes par lesquelles les femmes doivent passer pour se présenter au Grand Conseil<sup>38</sup>, puis les analyse. Pour ce faire, elle a conduit seize entretiens semi-directifs auprès de députées valaisannes.

La première étape est « l'envie de se présenter ». Chez les élues valaisannes interrogées, il est difficile de concilier leur mandat politique et l'éducation des enfants. Dix d'entre elles ont d'ailleurs des enfants, dont pour l'une d'elle, en bas âge. Le temps qu'elles leur accordent ou leur ont accordé (pour celles dont les enfants ont plus de 20 ans) n'est pas toujours celui qu'elles auraient rêvé leur offrir. En effet, l'une d'elles dénonce la pression sociale à être une « bonne » mère et la difficulté d'allier mandat politique et maternité. Les députées font référence à une certaine « nature » qui ferait en sorte que les femmes s'occupent de leurs enfants à la maison. Il y a donc dans cette étape une forme d'articulation (faite par les femmes et pas par les hommes) relative à la division sexuelle du travail pour faire de la politique, qui s'inscrit dans des rapports de sexe (les femmes vont moins se lancer en politique pour des raisons relatives à leur socialisation).

La deuxième étape est « la sélection des candidates par les partis », qui se fait par des élu.e.s déjà en place. Puisque ces derniers sont en grande partie des hommes, il apparaît qu'ils sélectionnent moins les candidatures féminines pour plusieurs raisons. L'une d'entre elle est, selon la chercheuse, l'androcentrisme (ou la manière d'appréhender le monde uniquement en faveur des hommes) en politique et la deuxième, la vision traditionnelle qui veut que les femmes ne sortent pas de la sphère privée. Une autre

---

stratégie électorale favorise la représentation régionale plutôt que la représentation des sexes (dépendamment des partis évidemment, ceux de gauche ayant plus de femmes dans leur parti) (Givord, 2013, p. 55).

La troisième étape est « la campagne » et les listes électorales. De manière générale, les candidat.e.s en début de liste sont ceux qui se re-présentent, mais cela varie encore en fonction du parti (les partis de gauche organisant ses listes en fonction du nom de famille par exemple). Mais cette question a peu résonné chez les députées interrogées, qui ne voyaient pas l'intérêt du choix de l'ordre dans les listes électorales. En effet, elles disaient préférer être évaluées en fonction de leur compétence, plutôt que de leur sexe. De plus, pour les campagnes d'affichage, ce sont les candidat.e.s qui doivent les financer (ou des sponsors, on peut voir alors l'avantage des hommes qui ont un plus grand réseau professionnel et social), ce qui désavantage les femmes.

La quatrième est « le choix du peuple », et il apparaît que les électrices de droite seraient plus enclines à rejeter les candidatures féminines, contrairement aux citoyennes se positionnant à gauche de l'échiquier politique (Givord, 2013, p. 76).

Patricia Roux, Céline Perrin, Gaël Pannatier, Valérie Cossy, dans leur article « Le militantisme n'échappe pas au patriarcat », mettent de l'avant l'aspect patriarcal du militantisme dans les organisations mixtes (mouvements protestataires, organisations politiques, syndicats et partis politiques) en Suisse. Les chercheur.euse.s ont relevé l'aspect non-prioritaire de la lutte féministe intersectionnelle (qui tient compte conjointement de la totalité des systèmes d'oppression tels que le racisme, le sexisme, le classisme, le capacitisme etc.), malgré la présence des femmes dans les organisations et l'intégration du féminisme dans leurs valeurs. Des résultats obtenus, il ressort que malgré les différents ancrages socioculturels et politiques (les mouvements peuvent être soit collectifs, soit partisans ou en lien avec des syndicats), « l'engagement et l'action politiques s'inscrivent dans un système de genre qui différencie et hiérarchise

les positions des militantes et des militants au sein de leurs collectifs » (Roux *et al.*, 2005, p. 5), ce que j'ai pu observer au travers de mes entretiens, et que je développerai plus en profondeur dans le prochain chapitre. Pour les auteur.e.s, la division sexuelle du travail militant est utile aux différents collectifs, car elle permet l'appropriation collective du travail féminin. Il en résulte l'instrumentalisation des femmes, bien que ces mouvements se disent « féministes » ou « défenseurs des droits des femmes », voire de « l'égalité ». Il s'agit dès lors de poser la question du sexisme et plus largement du patriarcat dans les milieux militants, de mettre des mécanismes en place pour lutter contre les différentes formes de domination (tour de parole, etc.), et d'arrêter de penser que les milieux militants ne sont pas imprégnés de logiques patriarcales. L'homogénéisation ainsi que l'essentialisation de la catégorie « femme » sont également problématiques, dans la mesure où les militantes sont traitées en tant que « femme », alors que leurs homologues masculins ne sont pas identifiés selon leur genre. Ceci renforce les logiques patriarcales des milieux supposément féministes, puisque la variable du genre prime sur les qualités politiques des femmes. Elles sont alors ramenées à leur sexe et évaluées selon celui-ci, alors que les hommes ne le sont pas, ce qui renforce les inégalités entre les hommes et les femmes. La difficulté des femmes d'accéder au pouvoir est une autre problématique dans la mouvance militante. En effet, bien que les femmes aient plus accès aux postes de pouvoir depuis quelques années, il apparaît que cet accès soit non pas un progrès, mais plutôt un déplacement. Dans les recherches, les auteur.e.s se sont aperçu.e.s que les femmes ont accédé à des postes de prise de décision en période de crise (c'est-à-dire lorsqu'il manquait de relève masculine), ou lorsqu'il n'y avait pas d'enjeux de pouvoir associés à la fonction (en période non électorale par exemple), : « tout se passe donc comme si ces postes n'étaient *concedés* aux femmes que lorsqu'il n'y a pas moyen de faire autrement, ou lorsque c'est sans importance » (Roux *et al.*, 2005, p. 12). Les postes en question occupés par des femmes se féminisent, et perdent alors de la valeur. C'est ce que j'ai pu observer notamment au travers du discours des militantes que j'ai interrogées. En effet, plusieurs d'entre elles m'ont parlé de la dévalorisation des postes dits

« féminins », ce qui fait écho, une fois encore, à la division sexuelle du travail, thème phare de mon analyse.

La féminisation des postes en Suisse est un sujet qui a été traité également par Vanessa Monney, Martina Avanza et Olivier Fillieule dans leur article « Les souffrances de la femme-Quota : Le cas du syndicat suisse Unia ». Les auteur.e.s ont cherché à comprendre pourquoi et comment l'organisation Unia (fédération syndicale) de tradition ouvrière et plutôt masculine, se féminise (bien que la plupart des postes occupés par les femmes sont des postes peu valorisés, tel que le secrétariat, etc.). À l'aide de ce texte, j'ai pu comparer le discours des femmes que j'ai interrogées en fonction de leur appartenance ou non à un parti de tradition syndicaliste et observer l'attitude générale face aux réactions antiféministes de la part de ces dernières. De plus, dans mes entrevues, j'ai pu constater que plusieurs postes (comme ceux de secrétariats entre autres), sont occupés par les militantes, alors que les postes valorisés sont occupés par des militants. En effet, ce n'est pas parce que les femmes ont intégré de manière plus systématique le syndicat (Unia en l'occurrence), que le sexisme ordinaire a disparu, bien au contraire, il s'est renforcé. De plus, les tâches administratives continuent d'être attribuées aux femmes et ces dernières ont de la difficulté à combiner sphère privée et professionnelle. Ces conditions participent de l'impossibilité à franchir le plafond de verre. Les syndicats se féminisent mais ce n'est pas pour autant que le caractère androcentré (hiérarchisation, les émotions sont laissées de côté etc.), et la culture ambiante sexiste des syndicats disparaît (Monney *et al.*, 2013, p. 46). Certains partis politiques étant proches des syndicats, j'ai donc cherché à savoir si la dynamique se reproduisait au sein de l'extrême gauche, ce qui s'est vu confirmé lors de mes entrevues.

### 1.2.5 L'antiféminisme en Suisse

Dans son mémoire de maîtrise intitulé *Être féministe aujourd'hui ? Représentations associées aux féministes et ambiguïté de l'étiquette féministe*, la chercheuse Zoé Rüesch, souligne d'entrée de jeu la schizophrénie de nos sociétés. Ces dernières vantent, d'un côté, les avancées des droits des femmes, en mettant de l'avant notamment les évolutions sociales des démocraties occidentales (sous-entendu, ce qui n'est pas occidental n'est pas égalitaire en matière de droits des femmes). Par exemple, on peut nommer pour la Suisse, l'interdiction de la burqa imposée par le canton de Saint-Gall en novembre 2017. De l'autre, elles ridiculisent et font passer le féminisme actuel comme désuet, le tout en renvoyant systématiquement les femmes à leur destin biologique (Rüesch, 2010, p. 3). En témoignent les dires de l'ancien président de l'UDC pour qui la place des femmes est aux fourneaux, près des enfants<sup>39</sup>. Zoé Rüesch a interrogé, au sujet de l'étiquette « féministe », huit femmes hétérosexuelles universitaires entre 22 et 30 ans ne se revendiquant pas féministes. Elle a repris la catégorisation d'Albert O. Hirschman quant aux principales structures argumentatives des oppositions aux réformes politiques et sociales, pour les appliquer à l'antiféminisme. La première est « l'effet pervers », c'est-à-dire que le féminisme mènerait inévitablement à une guerre des sexes puisque ce serait la haine des hommes qui mènerait les femmes à lutter pour l'égalité entre les sexes. La deuxième est « la thèse de l'inanité », ce qui signifie que les structures sociales ne changeront pas plus les rôles que chacun doit remplir, ce qui laisse apparaître l'inutilité du féminisme. La troisième est « la mise en péril », qui veut que le coût du changement soit trop élevé et

---

<sup>39</sup> Briel, Patricia. (2007, 19 mars). UDC : Les femmes au foyer ! *Le Temps*. Récupéré de <https://www.letemps.ch/societe/udc-femmes-foyer>

qu'il existe d'autres combats plus prioritaires (Rüesch, 2010, p. 8). Zoé Rüesch reprend la catégorisation de l'antiféminisme ordinaire de Francine Descarries. La première catégorie est la « distorsion » de la réalité sociale, c'est-à-dire que les femmes d'« avant » étaient des vraies femmes, que les inégalités que les femmes vivent sont des cas individuels, et que l'égalité serait déjà atteinte. La deuxième concerne « les simplifications abusives » ou plus pour le dire autrement, les discriminations que vivent les femmes sont des cas individuels, en tournant les féministes au ridicule avec des caricatures, ce qui a pour effet de les décrédibiliser le mouvement féministe. La dernière est « la victimisation » ou plus précisément, ce sont les hommes qui sont victimes du féminisme conjointement à la féminisation de la société.

Dans sa conclusion, la chercheuse revient sur deux aspects importants qu'elle a soulignés dans ses entretiens. Le premier est que l'idéal égalitaire, pour lequel les féministes se sont battues, fait consensus auprès des femmes interrogées, et il est bien d'y adhérer, tout en reconnaissant qu'il y a du chemin à parcourir en dehors de leur sphère intime. En effet :

Dans aucun cas elles n'ont considéré être directement concernées par les inégalités lorsqu'elles étaient ramenées à leur entourage masculin. Sarah s'est dite discriminée sur son lieu de travail par le patron parce qu'elle est une femme, Anne-Marie a raconté l'épisode où elle s'est faite sexuellement agressée par un homme aux toilettes, Solène a évoqué la peur du viol de manière générale. Mais ces inquiétudes, ces expériences de la discrimination semblent complètement évanouies lorsque l'on évoque leur couple, leur vie de famille. (Rüesch, 2010, p. 95).

Le deuxième aspect que la chercheuse a soulevé est que les différences entre les hommes et les femmes sont considérées comme « allant de soi » et souhaitées par les femmes interrogées. Les féministes se placent alors en porte à faux avec cette idée au travers, notamment, de leur habillement, ou des revendications « extrêmes ». Cependant, ce qui ressort le plus chez les femmes interrogées sont les inquiétudes face

à l'inconnu : « souci face à l'indifférenciation des sexes et des rôles sociaux, souci face à des revendications féministes qui interrogeraient certes la société dans son ensemble mais aussi les relations intimes qu'entretiennent femmes et hommes au sein de leur sphère privée. » (Rüesch, 2010, p. 106). Les femmes interrogées préfèrent se concentrer sur des revendications sociales, comme les quotas en politique ou l'égalité salariale, plutôt que de remettre en question ce qui se passe dans leur sphère intime. Cependant, le résultat est à relativiser car la plupart des femmes interrogées, bien qu'elles refusent de s'identifier féministes, reconnaissent les avancées de ces dernières et vont jusqu'à les soutenir.

Hakim Ben Salah et René Knüsel tous deux chercheurs à l'institut de sciences sociales et politiques à l'Université de Lausanne, ainsi que Jean-Martin Deslauriers chercheur à l'École de service social de l'Université d'Ottawa ont co-écrit l'article intitulé « Des hommes en mouvement en Suisse : Trois perspectives sur la masculinité ». Selon ces auteurs : « En Suisse, l'émergence des organisations masculines a suscité peu de recherches au sein du milieu académique. En effet, le phénomène est peu étudié ou lorsqu'il l'est c'est à partir d'une perspective qui vise à dénoncer l'apparition de groupes dont le but serait avant tout d'attaquer les acquis des femmes » (Ben Salah *et al.*, 2015, p. 111).

La première perspective qu'ils présentent est défensive. Elle représente 58% des organisations paternelles (et donc la majorité des mouvements d'hommes). Ces organisations sont présentes dans les trois régions linguistiques de la Suisse. Elles sont ouvertement antiféministes et principalement composées d'hommes universitaires. Ces derniers nient les inégalités avérées entre les sexes et renversent le discours féministe en disant notamment, que c'est dans l'avantage des femmes qu'elles restent à la maison pour profiter du salaire de leur mari. Ces organisations affirment que les hommes sont victimes d'injustices telles que l'obligation du service civil ou de l'armée, ou encore le

fait que l'autorité parentale soit systématiquement donnée à la mère, selon ces hommes, en cas de divorce. Ils avancent que les femmes également ont des comportements violents, et que le harcèlement sexuel ainsi que les comportements violents des hommes sont exagérés dans les médias, par rapport à ceux des femmes. Les membres de ces organisations mettent de l'avant le risque de suicide plus élevé chez les pères divorcés. Ils déplorent la féminisation de la société et cherchent à revaloriser les valeurs masculines et les liens entre hommes (à travers les sports d'équipe, notamment).

La seconde perspective est expressive et relationnelle (37% des organisations d'hommes). Au sein de ces formations, on valorise par exemple, des services centrés sur l'entraide aux hommes auteurs de violence. La majorité des hommes qui participent à ces ateliers possèdent un statut professionnel très élevé et sont diplômés d'universités. Les inégalités envers les femmes sont reconnues par ces groupements, mais l'argumentation est inverse à celle des féministes. On va par exemple dire que c'est à cause des obligations militaires que les hommes ne s'impliquent pas dans la sphère familiale, ou que c'est parce que le temps partiel est connoté négativement que les hommes continuent d'exercer à 100%. Les hommes seraient empreints de la peur de l'amalgame avec l'homosexualité et avec les femmes (donc la peur de l'amalgame avec ce qui est "féminin"). La socialisation genrée aurait d'importantes répercussions sur les hommes, qui se verraient incapables de ressentir de la tristesse ou de l'impuissance et s'investiraient dans des comportements nuisibles comme la consommation de drogue ou la conduite à risque. Le but de ce type d'organisation est donc de soustraire les hommes aux pressions d'une masculinité traditionnelle.

La troisième perspective est pro-féministe (moins de 5% des organisations) et semble en déclin, car les deux organisations ont été dissoutes pendant la recherche.

### 1.3 Méthodologie

#### 1.3.1 Entrevues semi-dirigées, grille d'entretien et sélection des cas

J'ai décidé d'inscrire mon travail dans la recherche qualitative car elle est la démarche qui permet le mieux de cerner ce que je cherche, soit des discours, des attitudes, des manifestations antiféministes, dans le discours des femmes des partis et organisations de gauche que je souhaitais rencontrer. En plus d'une analyse des discours dans les médias qui m'a permis de brosser le portrait du sexisme dans la politique suisse (voir la méthode en p.11, soit les journaux et les mots-clefs utilisés), j'ai utilisé l'entretien semi-dirigé, qui permet une plus grande souplesse que l'entretien directif. Cela offre une plus grande liberté aux répondantes de discuter et de mettre en avant des problématiques qui les touchent peut-être plus, que je n'aurai pas forcément identifiées dans ma grille d'entretien au préalable. Ce qui s'est avéré positif et fructueux pour ma recherche. Afin de comprendre les différentes manifestations de l'antiféminisme dans les différents partis d'extrême gauche, j'ai interrogé huit femmes, durant l'été 2017. Le nombre d'entrevues a été préalablement fixé comme raisonnable afin d'atteindre le seuil de saturation des données, ce qui a été le cas puisque les résultats obtenus lors des entrevues étaient récurrents. Pour interroger les quatre politiciennes actives, j'ai auparavant sélectionné, au niveau cantonal et communal des cantons de Vaud et Genève (ces cantons étant les plus progressistes de suisse-romande avec un bassin de partis d'extrême gauche plus étoffés), toutes les politiciennes élues. Ma recherche a abouti à identifier seize femmes, que j'ai contactées par courriel (les adresses étant publiques sur les sites internet des partis en question) pour leur demander de participer à ma recherche. Compte tenu du petit nombre de femmes élues, je n'ai pas eu à établir de critères de sélection. Seules quatre d'entre elles ont répondu à ma demande par

l'affirmative. Étant donné le manque de répondantes, j'ai par la suite cherché à contacter des femmes féministes militantes dans les partis d'extrême gauche à Lausanne et Genève. Mon réseau amical et professionnel (voir 1.3.3 pour des précisions au sujet des risques de biais) s'inscrivant dans cet environnement, je n'ai pas eu de problèmes à trouver des féministes militantes motivées par mon projet. Cette technique de recrutement est la méthode communément appelée « l'effet boule de neige » (Poupart *et al.*, 1998). Ce procédé consiste à utiliser le réseau d'une première répondante, qui va par la suite recruter de son côté d'autres répondantes, et ainsi de suite. C'est de cette manière que j'ai pu contacter la dernière militante que je n'ai pas pu rencontrer en personne. Je lui ai donc transmis la grille d'entrevue par courriel afin qu'elle puisse répondre à mes questions. Puisque la forme de l'entrevue a été différente que pour les autres répondantes, le matériel récolté a été plus restreint, sans pour autant être inutile.

Les entretiens ont duré environ 90 minutes et ont été enregistrés (avec leur autorisation), afin que la retranscription me soit plus aisée, avant de procéder à l'analyse du verbatim. Les lieux desdits entretiens ont été déterminés avec chacune d'entre elles selon leur préférence et leur convenance. Il était important pour moi dans ma démarche féministe que les femmes se sentent à l'aise et en sécurité, c'est pourquoi je leur ai laissé le choix du lieu de rencontre. Certaines ont préféré que je me déplace à leur domicile, d'autres dans des lieux publics (cafés, bars) ou, à deux reprises, elles se sont déplacées chez moi.

Je me suis attachée à interroger des femmes, afin d'être cohérente dans ma démarche féministe. Il était important pour moi de donner la parole aux femmes et de valoriser leur expérience face à l'antiféminisme. Comme l'indique un ouvrage de méthodologie féministe, au sujet des entretiens avec des femmes, par une femme chercheuse :

Une retombée pour les participantes à la recherche est la capacité de parler d'elles-mêmes en toute liberté et confiance [...] dans un contexte de moindre hiérarchie, voire de découvrir des dimensions de leurs expériences de vie encore inexplorées jusqu'au moment de la recherche [...] Qui plus est, ces liens de proximité permettent de reconnaître la validité des

expériences des femmes comme source de connaissance. (Ollivier et Tremblay, 2008, p. 49).

Je suis partie du principe qu'elles s'identifiaient comme féministes, parce que les partis dans lesquelles elles s'inscrivaient se réclamaient du féminisme, dans leurs plateformes officielles. Les entretiens ont été menés en français, même s'il y a plusieurs langues parlées en Suisse. Je n'ai pas tenu compte, dans ma sélection, de leur origine, de leur religion, de leur race, de leur âge, de leur orientation sexuelle, de leur statut socio-économique ni de leur classe sociale. Seul le critère d'appartenance à un parti politique d'extrême gauche était important pour les besoins de ma recherche. Les militantes ont accepté de me rencontrer généralement par curiosité et par solidarité, tandis que les motivations des élues n'ont pas toujours été exprimées ou claires. Ma grille d'entretien comptait dix questions, divisées en trois thématiques soit : les questions préliminaires (les questions dites « brise-glace »), le féminisme et la coalition (l'ensemble des partis d'extrême gauche suisse-romande qui forment une coalition), ainsi que la question de réserve sur les groupes d'hommes violents. La grille pour les élues et celle pour les militantes ne changeait que très peu, si non dans la formulation des questions (usage du « vous » ou du « tu »). J'ai volontairement cherché à éviter les questions trop directes sur l'antiféminisme dès le départ de mes entretiens, de crainte que les politiciennes et les militantes ne se crispent, car les pousser à critiquer le parti auquel elles étaient affiliées pouvait entraîner de la méfiance envers moi-même en tant que chercheuse, bloquer la démarche scientifique et le lien de confiance que j'ai cherché à créer. C'est pourquoi des questions plus vagues et plus générales sur le parcours de ces femmes en politique ont été choisies dans la première partie de mes entrevues, avec des phrases d'entame telles que « Quand avez-vous commencer à militer/faire de la politique ? ».

Dans la deuxième partie, des questions plus précises sur le féminisme au sein de leur parti étaient posées. Il m'était difficile, lors de la conception de ma grille d'entrevue,

de savoir quel était le lien qu'elles entretenaient avec leur parti et quel était le degré de liberté qu'elles auraient à me parler de l'antiféminisme au sein de celui-ci. J'ai alors choisi de ne pas traiter des questions antiféministes directement, mais d'aborder le sujet en utilisant les formes de discours relatifs à l'antiféminisme et les thèmes qu'il traite, soit : la hiérarchisation des luttes, les groupes d'hommes violents, la crise de la masculinité etc. Une des questions cependant a traité d'antiféminisme à gauche. Mais, toujours au risque qu'elles ne se rétractent, j'ai abordé la question sous l'angle du Québec, car il m'apparaissait évident que poser la question de manière détournée permettait de délier les langues. La dernière partie était une question de réserve sur les groupes d'entraide aux hommes violents. Cette question m'a permis de cerner les rapports qu'elles entretenaient avec les institutions et les groupements d'hommes, et d'observer un éventuel discours de crise de la masculinité.

Les avantages relatifs au fait que mes entretiens ont été menés auprès de politiciennes et de militantes ont été que j'ai pu comparer les différentes visions et positions féministes (institutionnel versus radical) des répondantes. Cela m'a permis également de voir si la « discipline de parti » (bien que cette dernière ne soit pas très présente au Conseil national en particulier) [Lloren, 2013, p. 151]) pouvait, éventuellement, contraindre certaines élues à taire des réalités au profit d'un discours plus « vendeur » politiquement. L'anonymat a facilité une prise de parole plus ouverte, lors des entretiens. Ces dernières ont été mes informatrices et mes observatrices quant aux dynamiques de leur parti et également des autres, mais aussi de leurs propres attitudes par rapport au féminisme et à l'antiféminisme.

### 1.3.2 Épistémologie et point de vue situé

Les chercheur.euses des disciplines des sciences dites « molles » se sont pendant des années attachés à atteindre « l'Objectivité » dans leurs travaux scientifiques. Cette dernière a cependant des limites et c'est dans les années 1970 que certaines féministes anglo-saxonnes dont Donna Haraway et Sandra Harding, ont développé le concept de « théorie du point de vue situé », en démontrant que l'aspect politique des études féministes est important et nécessaire dans la production de savoirs :

Yet feminist researchers were identifying how the conceptual frameworks of the disciplines and of public policy never achieved the desired political and cultural neutrality that their scientific methods and related administrative procedures had been claimed to promise [...] All too often these interests and concerns were not only not women's but worse, counter to women's needs and desires. (Harding, 2009).

Cette théorie s'inscrit en porte-à-faux avec la vision traditionnelle du savoir qui valorise l'objectivité de la recherche qui produit la science. La théorie du *stand point* permet une critique des débats scientifiques, politiques et philosophiques contemporains puisqu'elle remet en question les méthodes et donc, par extension, le savoir scientifique. Grâce à la théorie du point de vue situé, on a pu observer que certaines recherches, de par leur prétention à la neutralité, peuvent facilement devenir complices de l'hétérosexisme, de l'androcentrisme et donc, des pensées dominantes. En effet :

Pour les adeptes de la recherche féministe, l'expérience vécue et le quotidien qui forment ce sens commun sont essentiels pour bien comprendre la réalité féminine, c'est pourquoi les critères scientifiques que sont la distanciation, l'objectivité et la neutralité risquent, [...], de perpétuer le silence des femmes, de contribuer à leur oppression et de nier leur perception de la réalité. (Poupart Groulx *et al.*, 1998, p. 187).

Le *standpoint* devient un moyen d'*empowerment* des groupes marginalisés et opprimés en valorisant leurs expériences et leurs points de vue pour mettre de l'avant une *conscience d'opposition (oppositional consciousness)* à la pensée dominante (Harding, 2009). Il s'agit alors de transformer une source d'oppression (le sexisme par exemple) en une forme de connaissance et donc, en une potentielle libération. Deux champs

censés être étudiés séparément, tels que la recherche et la stratégie politique (entendre ici, l'activisme), sont alors considérés comme intrinsèquement perméables et liés l'un à l'autre. En effet, « un des principes qui se trouve au cœur de la recherche féministe est la volonté exprimée par la ou les auteure(s) de contribuer par son (leur) travail au changement social. En d'autres mots, la recherche féministe se préoccupe d'allier théorie et pratique, de les combiner plutôt que de les polariser. » (Ollivier et Tremblay, 2008, p. 37-38). C'est notamment la raison pour laquelle j'ai décidé de valoriser mon expérience de femme et de féministe avec l'antiféminisme dans les milieux d'extrême gauche en Suisse (notamment à l'université ou dans les sphères personnelles, familiales et intimes) afin de poser ma question de recherche : Peut-on identifier de l'antiféminisme quand on ne connaît pas les tenants et aboutissants d'un tel mouvement ? Car il semble que l'antiféminisme ne soit pas tangible (en relation avec mon expérience), tant qu'il n'est pas identifié comme tel. Mon point de vue situé en tant que victime de l'antiféminisme me permet donc de remettre en question l'appréhension des femmes interrogées face à l'antiféminisme, puisque la totalité de ces dernières n'ont jamais entendu parler de ce mouvement social et que j'ai identifié des expressions d'antiféminisme dans ce qu'elles me racontent de leurs expériences ou dans leurs propres propos (une répondante sur huit). Comme le disait Sandra G. Harding, les savoirs situés sont une entreprise politique qui requiert de s'organiser collectivement afin de « see beneath the ideological surface of social relations that we all come to accept as natural. And it requires political organization to do that work because the perceived naturalness of the dominant group's power depends upon obscuring how social relations actually work » (Harding, 2009, p. 195). Les savoirs situés permettent ainsi de dénaturaliser l'ordre établi et de mettre en avant, ce qui paraît évident. Dans le cas de ma recherche, cela explique (en partie mais je reviendrai sur les autres aspects dans mon dernier chapitre), pourquoi la plupart des femmes que j'ai interrogées, qu'elles soient politiciennes ou militantes, n'identifient pas d'antiféminisme. De par leur position dans les rapports de sexe et de genre,

l'intériorisation des normes sexistes, misogynes et donc antiféministes, fonctionne de manière à ce que leur expérience face à l'antiféminisme ne permette pas de l'identifier ou de le nommer. Pour résumer, si elles ne mettent pas de mots sur leur expérience face à l'antiféminisme, c'est en partie parce que la domination (misogynie, sexisme) a été naturalisée dans le but de perpétuer les rapports inégalitaires entre les sexes.

### 1.3.3 Biais, considérations éthiques et grille d'analyse

Un des biais auquel j'ai été confrontée a été la désirabilité sociale : « Les individus peuvent répondre à un questionnaire ou à un entretien de façon à donner une image favorable d'eux-mêmes » (Guimond, 2010, p. 31). J'ai pu observer et sentir à plusieurs reprises lors de mes entretiens, avec les femmes militantes essentiellement, une forme de désirabilité sociale certainement due à nos valeurs communes, soit les enjeux féministes, mais aussi peut-être en lien avec la proximité partagée en termes d'âge ou de parcours de vie (scolarité, réseau social etc.). Cette connivence que je partageais avec ces femmes m'a forcée à analyser de manière encore plus systématique leurs discours, et la manière dont l'entrevue se déroulait. Puisque nos valeurs étaient les mêmes et que nous défendions les mêmes idées, j'ai dû porter une grande attention à ne pas travestir leurs discours lors de l'entrevue, en évacuant des questions qui auraient pu me sembler évidentes, mais aussi lors de l'analyse en omettant inconsciemment de me distancier de leurs discours. Une grande attention a été portée à cet enjeu, bien qu'il me soit impossible de garantir l'absolue systématisme de ma démarche compréhensive.

## CHAPITRE II

### RÉSULTATS

Dans ce chapitre, je vais exposer les résultats que j'ai obtenus lors de mes entrevues. Tout d'abord, je vais détailler le contexte de recherche pour ensuite présenter une synthèse de mes résultats pour enfin, analyser de manière détaillée ces derniers. Dans mon analyse du verbatim, je présente mes résultats en deux grandes catégories, soit le sexisme et l'antiféminisme. Dans la première catégorie, je fais ressortir, à l'aide de ma grille d'entretien et des outils développés par Manon Tremblay et Réjean Pelletier, plusieurs manifestations de sexisme que m'ont révélés les huit femmes des partis d'extrême gauches interrogées. Je les ai regroupés en différents sous-ensembles, soit : la prise de parole, les remarques sur le corps des femmes, la séduction et les blagues sexistes, la division sexuelle du travail et les autres manifestations de sexisme que je n'ai pas pu recouper dans les sous-ensembles mentionnés préalablement. Dans la deuxième catégorie, soit celle de l'antiféminisme, j'ai adapté les formes de distorsion de l'antiféminisme, proposées par Francine Descarries et présentées dans mon chapitre méthodologique à mes résultats pour en retirer cinq grandes tendances : le mythe de l'égalité-déjà-là et le post-féminisme, l'exagération, le négativisme, l'Occident versus l'Autre et, enfin, la hiérarchisation des luttes.

#### 2.1 Contexte de recherche

Le paysage d'extrême gauche en Suisse romande, plus spécifiquement dans les cantons de Genève et Vaud recoupe plusieurs partis pour former une coalition nommée : Ensemble à Gauche (EàG) qui est présente tant au niveau municipal (législatif et exécutif) que cantonal (législatif). Dans le cas de Genève, elle est composée de SolidaritéS, du Parti suisse du Travail, du DAL (défense des aîné.e.s, des locataires, du logement et du social), des Indépendants de gauche, du parti communiste genevois (PCG), de l'Action de citoyen-ne-s et Travailleurs-euses en Lutte (ACTE) et de la Gauche alternative. Pour le canton de Vaud, la coalition comprend SolidaritéS, les Indépendants, Décroissance Alternative, le POP et Gauche en Mouvement.

Quant à l'influence et à la place de l'extrême gauche en suisse romande, celle-ci est à relativiser si on la compare à l'aile politique de droite. En effet, à l'été 2017, au niveau législatif, Ensemble à gauche compte 11 membre.sse.s sur 100 au Conseil communal de Lausanne<sup>40</sup>, et 8 sur 80 au Conseil municipal de la ville de Genève<sup>41</sup>. Au niveau exécutif, la municipalité de la ville de Lausanne compte 1 élu d'Ensemble à Gauche sur 7 au total<sup>42</sup>, et 1 sur 5 de la coalition au Conseil administratif de la ville de Genève<sup>43</sup>.

---

<sup>40</sup> Ville de Lausanne. *Liste des membres du Conseil communal*. En ligne. <<https://www.lausanne.ch/officiel/conseil-communal>>. Consulté le 16 novembre 2017.

<sup>41</sup> Ville de Genève. *Membres et partis*. En ligne. <<https://www.ville-geneve.ch/conseil-municipal/presentation-membres/membres-partis/parti>>. Consulté le 16 novembre 2017.

<sup>42</sup> Ville de Lausanne. *Composition de la municipalité*. En ligne. <<https://www.lausanne.ch/officiel/municipalite/composition.html>>. Consulté le 16 novembre 2017.

<sup>43</sup> Ville de Genève. *Présentation des membres du Conseil administratif*. En ligne. <http://www.ville-geneve.ch/conseil-administratif/membres-conseil-administratif/>>. Consulté le 16 novembre 2017.

Le Grand Conseil vaudois compte 5 élus d'Ensemble à Gauche<sup>44</sup> pour 150 député.e.s, et 8 sur 100 au Grand Conseil genevois<sup>45</sup>.

La place des femmes dans la coalition Ensemble à Gauche est quant à elle, plus significative. En effet, comme nous l'avons vu au début de ce travail, à la législature du canton de Genève, EàG compte 3 femmes sur un total de 8 élu.e.s. À la ville, elles sont 5 sur 8. Dans le canton de Vaud, la coalition n'affiche aucune femme au parlement, bien qu'elle y occupe 5 sièges. Au niveau communal, à Lausanne, elles sont 4 sur 11. C'est donc dans ce bassin que j'ai décidé de sélectionner mes répondantes politiciennes. Quant aux militantes, elles sont issues en majorité du même parti, ce qui a facilité le recrutement.

Situés plus à gauche que le Parti socialiste, qui se bat pour une Suisse « sociale, ouverte et écologique<sup>46</sup> », les partis de la coalition Ensemble à gauche de Genève et Vaud luttent pour « une société plus démocratique et égalitaire sur la base de valeurs socialistes, féministes et écologistes<sup>47</sup> ». Cependant, il est difficile de définir les valeurs de la coalition. En effet, comme son nom l'indique, elle comprend plusieurs partis qui, bien qu'ils se situent « à gauche de la gauche », ne partagent pas tous les mêmes priorités, ni les mêmes stratégies. À titre d'exemple, on peut évoquer la problématique du port du voile par des musulmanes. En effet, pour une femme interrogée, l'extrême gauche doit s'y opposer, alors qu'une autre est convaincue que tous les partis d'extrême

---

<sup>44</sup> Grand Conseil Vaud. *Liste des membres du Grand Conseil par groupe politique*. En ligne. <<https://www.vd.ch/toutes-les-autorites/grand-conseil/depute-e-s/par-ordre-alphabetique/par-groupe-politique/#party-264610>>. Consulté le 16 novembre 2017.

<sup>45</sup> Grand Conseil Genève. *Député.e.s.* En ligne. <<http://ge.ch/grandconseil/gc/deputes/partis/eag>>. Consulté le 16 novembre 2017. Consulté le 16 novembre 2017.

<sup>46</sup> Parti socialiste suisse. *Nous sommes le PS*. En ligne. <<https://www.sp-ps.ch/fr/parti/nous-sommes-le-ps>>. Consulté le 20 novembre 2017.

<sup>47</sup> Ensemble à gauche Genève. *À propos*. En ligne. <<https://eag-ge.ch/apropos/>>. Consulté le 20 novembre 2017.

gauche sont pour le droit des musulmanes, tandis qu'une troisième avance que l'extrême gauche n'est pas islamophobe car elle est en faveur du port du voile :

A1 : Ah ! ben il y a le port du voile, parce qu'eux [SolidaritéS] sont pour le port du voile et cette conne de Maria Pérez<sup>48</sup> qui s'est mis un voile au conseil municipal de la ville de Genève pour faire la maligne, c'est complètement stupide ! ça c'est clair que oui ! Alors oui je dirai que Sandrine Salerno<sup>49</sup>, qui quand elle était maire était pour le port du voile dans l'administration, nous on était contre ! Là on est d'accord, oui si ça c'est un sujet féministe, on est totalement contre ! *Et selon vous pourquoi cela pose problème avec SolidaritéS ?* Ah ! cela pose problème parce qu'ils sont délibérément islamo-gauchistes quoi. Sous couvert d'internationalisme ils font complètement une critique systématique de tout ce qu'on est, notre civilisation occidentale on a tous les torts, on a tous les défauts de la création, tout ce qui vient d'ailleurs est bien meilleur, c'est ça. *Une espèce de relativisme absolu ?* Absolument. Je ne défends pas les valeurs chrétiennes, je défends les valeurs républicaines, on a quand même la chance d'avoir eu l'ère des Lumières que j'appelle, on a eu des philosophes c'est notre civilisation occidentale on a pas à en avoir honte dans ce qu'elle a de meilleur, elle a de très mauvais côtés mais elle en a de très bons, que je considère comme très bons, c'est d'avoir mis les religions à leur place, je n'ai pas l'intention de régresser. Je ne veux pas finir ma vie en burqa, y a rien à faire. *Et à SolidaritéS, même que ce sont des hommes, ils ne sont pas du tout de cet avis-là ?* Non ils trouvent que c'est très bien que les femmes soient voilées si ça leur fait plaisir, c'est une question de liberté, ils ne se rendent pas compte de ce qu'il y a derrière quoi. *C'est quoi selon vous justement ?* C'est la liberté religieuse poussée soi-disant à l'extrême, c'est Trudeau quoi, c'est ce qu'on appelle les arrangements raisonnables qui sont poussés à l'extrême jusqu'à avoir des tribunaux islamiques, je veux dire et pourquoi ? C'est parce que c'est une sorte de haine de notre civilisation, à la base c'est ça, c'est toutes nos lois sont pourries, notre civilisation est pourrie donc tout ce qui vient d'ailleurs c'est mieux. Les frères Ramadan, les Frères musulmans tout ça c'est parfait, c'est bien, il faut les accueillir, il y en a un qui est membre de SolidaritéS si ce

---

<sup>48</sup> Maria Pérez est actuellement conseillère municipale à la ville de Genève sous la bannière de la coalition Ensemble à Gauche

<sup>49</sup> Sandrine Salerno est actuellement mairesse de Genève sous la bannière du parti socialiste, réélue à trois reprises depuis 2007.

n'est pas deux d'ailleurs. Donc voilà c'est comme ça, pour nous c'est inacceptable, donc euh, on ne transige pas là-dessus.

Voilà donc une proposition très clairement présentée contre le port du voile par les musulmanes. Or, les deux prochaines citations indiquent qu'il n'y a pas de consensus à ce sujet, chez nos répondantes :

A2 : Ce serait pas une question d'âge mais peut-être plus une position sur l'échiquier politique, il me semble quand même qu'à l'extrême gauche on est tous plus ou moins d'accord là-dessus quoi, que la question n'est pas là, de nouveau être féministe c'est que la femme puisse faire ce qu'elle veut donc si elle est religieuse et qu'elle veut mettre son voile elle le met, au même titre que une personne catholique veut mettre sa croix et puis que c'est en tout cas pas à nous de dire aux femmes comment s'habiller et le féminisme c'est : "Si tu veux pas porter le voile, tu as le droit de pas porter le voile".

B4 : Maintenant, que l'antiféminisme soit plus à gauche qu'à droite j'ai du mal à le comprendre et puis cela dépend où l'on se situe sur l'échiquier politique. L'UDC prétendra être féministe car contre le voile, mais ce n'est pas féministe, c'est juste islamophobe.

C'est donc dans ce contexte d' « entente relative » entre les partis d'extrême gauche, que j'ai procédé à l'analyse du verbatim, afin de révéler dans un premier temps, le sexisme et, dans un second temps, l'antiféminisme. Ces deux enjeux sont présents dans chacun des partis de la coalition et se présentant sous différentes formes.

## 2.2 Analyse détaillée

### 2.2.1 La politique : une affaire d'hommes

La politique suisse a, dès son origine, exclu les femmes. Comme on l'a vu en introduction ce n'est que très tardivement que les Suissesses ont obtenu le droit de vote, et la Suisse se positionne en dessous du seuil critique européen, qui est de 30% de femmes au Parlement avec ses 28,6%<sup>50</sup> de femmes au Parlement. Malgré ces faits, une femme interrogée sur les huit a nié l'existence du sexisme (et de la misogynie) en politique. Lorsque je lui ai demandé s'il existait de la misogynie en politique, elle a répondu : « non je ne crois pas, plus maintenant en tout cas ». En guise de démonstration, elle a donné l'exemple du parti libéral radical, qui compte « quand même » une élue dans ses rangs. Il suffit donc qu'une femme soit élue pour que la misogynie disparaisse, selon cette politicienne. Cette dernière a aussi tenu des propos antiféministes et sexistes lors de l'entretien, mais j'y reviendrai plus tard dans mon analyse. À l'inverse des hommes, pour qui une culture politique est porteuse de valeurs conflictuelles mais toujours respectueuses, les femmes, seraient plus enclines à entretenir la bonne entente et être empreintes de souplesse (Tremblay et Pelletier, 1995, p. 74). Pas étonnant, donc, que plusieurs d'entre elles ne se sentent pas légitimes à faire de la politique. J'ai pu observer ce sentiment d'illégitimité dans le discours des femmes que j'ai interrogées, généralement chez les militantes. Ce sentiment prend différentes formes, mais c'est surtout par rapport aux hommes qu'elles se sentent inférieures, comme dans cet extrait :

B3 : Et puis ce bureau [la partie où est décidé ce qui sera discuté lors de la prochaine AG et la mise en œuvre des décisions prises lors des AG] en ce moment il n'est pas paritaire et du coup, ce problème a été soulevé en disant, ben voilà, peut-être qu'il y aurait des femmes qui auraient envie de participer à ce bureau, enfin bref, voilà la discussion continue un petit peu et puis ce type lève la main pour dire que lui il est prêt à le faire. Alors qu'il vient d'arriver, déjà que pour nous femmes c'est déjà difficile de se

---

<sup>50</sup> Centre de liaison des associations féminines genevoises. *La représentation des femmes en politique. Données et historique pour la Suisse*. En ligne. <<http://www.clafg.ch/la-representation-des-femmes-en-politique-donnees-et-historique-pour-la-suisse/>>. Consulté le 16 novembre 2017.

proposer pour ce type de responsabilité même après plusieurs années et ce type il débarque et il dit tout de suite qu'il est dispo, alors que nous on se sent toujours un peu illégitimes.

Ici, B3 fait référence à la division sexuelle du travail politique quand elle parle de sentiment d'illégitimité. Une autre militante affirme que l'ensemble des militantes « essaie de faire attention notamment sur la prise de parole en public, on [les femmes] essaie de se forcer à chaque fois, mais c'est extrêmement compliqué », avant de rajouter que « les femmes dans ce parti elles sont arrivées plus tard [...] donc elles sont moins expérimentées, elles se sentent moins légitimes ». D'un point de vue plus personnel, elle dira également : « Je m'y sens bien [au sein du parti], mais des fois tout à coup, tu te souviens que tu dois te battre un petit peu plus ». Ce qui est sous-entendu ici, c'est que les hommes ont moins besoin de faire d'efforts pour se sentir à l'aise au sein du parti que les femmes. Contrairement aux femmes, les hommes dans les partis d'extrême gauche ne remettent apparemment pas en question leur place au sein du parti, et de la politique plus généralement. On pourrait faire le lien avec ce que définit Françoise Gaspard, sociologue féministe française, dans son chapitre intitulé « L'antiféminisme en politique », dans le livre de Christine Bard *Un siècle d'antiféminisme*, comme étant « l'homosocialité politique masculine », qu'elle définit comme suit :

Toute femme qui fait de la politique fait simultanément l'expérience de *l'homosocialité politique masculine*. Elle éprouve, un jour ou l'autre, le sentiment d'être une intruse dans un microcosme dont elle découvre que les codes lui échappent et les usages la marginalisent. Elle est là, participe assidûment aux réunions, mais découvre que des décisions – et non des moindres – se prennent sans elle. (Gaspard, 2011, p. 341).

Le discours des femmes que j'ai interrogées soulève un malaise que l'on pourrait expliquer par *l'homosocialité politique masculine*, ce qui, de prime abord, peut paraître troublant lorsque l'on étudie des partis d'extrême gauche, mais qui correspond aux résultats obtenus dans les recherches sur les femmes en politique. En effet, une militante rencontrée, B2, s'inflige « beaucoup, beaucoup, beaucoup d'autocritique » et

confie qu'elle ne se « sent pas assez intelligente », mais elle est « sûre que la moitié des militants mecs qui ont lu moins que nous, ils ne le ressentent pas du tout. » Elle explique que lors de l'entrée au parti, hommes et femmes ne semblent pas subir la même évaluation : « le nouveau militant qui arrive il y a cinq mois, on le trouve trop cool et on est prêt à le mettre en avant et puis alors la meuf par contre... ». Cela dit, les femmes ont su se constituer un espace où les rapports semblent plus équilibrés, en particulier dans un groupe spécifique aux questions féministes dans le parti : « au début il y avait pas mal de mecs et puis avec le temps ça s'est écrémé et puis maintenant il n'en reste vraiment que deux qui sont ultra, enfin sont vraiment au taquet quoi. Ils ont bien compris quand ils devaient parler, quand ils ne devaient pas parler. D'ailleurs ils n'ont pas de problème de légitimité. »

Dans ces différents exemples, on voit que faire de la politique et se sentir appartenir à ce milieu n'est pas appréhendé de la même manière que l'on soit une femme ou un homme. Ce constat est exprimé essentiellement pour les militantes que j'ai interrogées. Comme l'une d'entre elles l'a soulevé :

B3 : Je pense que c'est une question de charge familiale. Tout d'un coup on va se retrouver au foyer et puis les femmes qui ont bagage académique sont plus légitimes de discuter de politique. Et puis, ben, les femmes qui n'ont pas ce bagage là... et ouais, je pense que c'est vraiment une question que les femmes partent du principe qu'elles n'ont pas à parler politique en fait, et qu'elles sont reléguées, ben voilà, au domestique.

Selon cette dernière, le fait d'être une femme qui n'a pas fait d'études universitaires est une barrière au travers du chemin de celles qui souhaiteraient se lancer en politique (une partie traite de cette problématique dans la section au sujet des autres enjeux). Le fait que ce soit des militantes qui ont soulevé le sentiment d'illégitimité n'est pas un hasard. En effet, les quatre politiciennes jouissaient toutes d'un capital social plutôt élevé. En effet, l'hypothèse selon laquelle la classe sociale dont les femmes sont issues impacte positivement ou négativement le sentiment de légitimité à évoluer dans un milieu politisé, se voit confirmée par la littérature (Tremblay et Pelletier, 1995).

D'ailleurs, ce ne sont pas n'importe quelles femmes qui se lancent en politique. En effet : « la théorie de la contre-socialisation suggère ainsi que les femmes activement engagées en politique ont connu des expériences de socialisation inhabituelles (par exemple un modèle politique féminin chez la mère) qui leur ont permis de dépasser les normes culturelles proscrivant leur participation à la vie politique. » (Tremblay et Pelletier, 1995, p. 16). Cette tendance a été observée dans plusieurs de mes entretiens : les politiciennes étaient issues de milieux sociaux plutôt aisés, avec une forte conscience politique dès le plus jeune âge. Selon la chercheuse Lucie Bargel, chercheuse au CESSP (centre européen de sociologie et de science politique), la famille, les expériences de représentations ou la vie communautaire, sont des lieux de socialisation centraux pour l'engagement militant (Bargel, 2013, p. 513). Cependant, je n'ai malheureusement pas pu étudier en profondeur les parcours de vie des militantes que j'ai interrogées, ce qui ferait l'objet d'un travail conséquent et néanmoins intéressant, de plus, mon échantillon était trop restreint pour extrapoler au sujet de l'influence de tel ou tel type d'environnement familial.

### 2.2.2 Rapports sexistes

Comme cela a été discuté précédemment, Manon Tremblay et Réjean Pelletier ont constaté que les rapports entre les hommes et les femmes en politique sont soit du partenariat, soit paternalistes, soit sexistes (Tremblay et Pelletier, 1995, p. 125). La majorité des rapports que j'ai pu analyser dans les entretiens étaient sexistes. La présence du sexisme en politique, n'est pas, cela dit, reconnu par toutes les répondantes,

bien qu'il soit dénoncé par certaines politiciennes suisses<sup>51</sup>(selon ce que révèle l'analyse de discours des médias à laquelle j'ai procédé, voir 1.3.1). J'ai donc identifié six grandes tendances sexistes dans le discours des femmes que j'ai interrogées soit, la prise de parole, les remarques sur le physique, la séduction, les blagues, la division sexuelle des tâches ainsi que d'autres tendances qui sont ressorties mais que je n'ai pu regrouper ni recouper dans une catégorie cohérente.

---

<sup>51</sup> Notamment au travers de plusieurs articles de médias suisses tels que :

Conti, Julie. (2017, 18 octobre). Propos grossiers et main sur le genou, les politiciennes suisses décrivent le sexisme ambiant. *Le Temps*. Récupéré de <https://www.letemps.ch/suisse/propos-grossiers-main-genou-politiciennes-suisse-decrivent-sexisme-ambiant>

Revello, Sylvia. (2016, 10 mai). Maria Bernasconi. En Suisse, le machisme s'exerce de manière plus sournoise. *Le Temps*. Récupéré de <https://www.letemps.ch/suisse/maria-bernasconi-suisse-machisme-sexerce-maniere-plus-sournoise>

Riat, Géraldine. (2016, 22 novembre). Les femmes au Parlement suisse, témoignage de Lisa Mazzone. *Trouble obsessionnel politique*. Récupéré de <http://topolitique.ch/dev/2016/11/22/les-femmes-au-parlement-suisse-temoignage-de-lisa-mazzone/>

Talos, Christine. (2016, 17 octobre). Les élus préfèrent parler du loup que des femmes. *24 heures*. Récupéré de <https://www.24heures.ch/suisse/politique/Les-elus-preferent-parler-du-loup-que-des-femmes/story/29400271>

Quiquerez, Florent. (2016, 17 octobre). Sexisme sous la coupole ? Quatre élues témoignent. *Tribune de Genève*. Récupéré de <https://www.tdg.ch/suisse/Sexisme-sous-la-Coupole-Quatre-elues-temoignent/story/20534459>

Moulin, Marc. (2017, 30 novembre). Au Grand Conseil, le sexisme est une réalité pour les élues. *Tribune de Genève*. Récupéré de <https://www.tdg.ch/geneve/actu-genevoise/grand-conseil-sexisme-realite-elues/story/16947325>

Quiquerez, Florent. (2017, 14 octobre). Les femmes PS critiquent le machisme de leur parti. *Tribune de Genève*. Récupéré de <https://www.tdg.ch/suisse/femmes-ps-critiquent-machisme-parti/story/27202488>

Auteur.e inconnu.e. (2013, 17 octobre). Ils leur donnent du "ma petite dame". *Le Matin*. Récupéré de <https://www.lematin.ch/suisse/Le-sexisme-regne-sous-la-coupole/story/29831592>

Auteur.e inconnu.e. (2016, 23 février). Tous machos en fin de campagne. *Le Matin*. Récupéré de <http://www.lematin.newsnetz.ch/suisse/machos-fin-campagne/story/12264717?track>

Tombez, Valentin, Richard, Alexandra, Tybalt Félix. (2017, 13 septembre). Machiste le Valais ? Sur cinq élus au Grand Conseil, un seul est une femme. *RTS Info*. Récupéré de <https://www.rts.ch/info/suisse/8915836-machiste-le-valais-sur-cinq-elus-au-grand-conseil-un-seul-est-une-femme.html>

## Prise de parole

Des journalistes de *L'actualité* au Québec se sont penché.e.s sur les mots et la quantité de mots produits par les élu.e.s à l'Assemblée québécoise. Entre mai 2014 et juin 2016, les hommes parlent 33% plus souvent que les femmes et leurs prises de parole sont 40% plus longues que celles des femmes. Quant aux nombres de mots : « une élue prononce en moyenne 185 mots au cours d'une séance de l'Assemblée nationale, et un homme, 245. Autrement dit : « 29 hommes seulement auraient suffi pour tenir des propos équivalant à ceux de l'ensemble des 38 femmes qui ont siégé ces deux dernières années<sup>52</sup> ». À gauche, pour le parti Québec solidaire, les femmes et les hommes interviennent autant, tandis qu'au Parti libéral, à droite de l'échiquier politique, les hommes monopolisent 89% des interventions. En Suisse aussi, la prise de parole semble dominée par les hommes. En effet, pour l'une des femmes rencontrées, la monopolisation de la parole par des hommes est problématique et sexiste. En effet, selon B1 : « Des cas concrets du sexisme en fait, je peux dire qu'on a eu tellement de choses directes, (...) ils parlent trop fort, ils parlent trop longtemps... ça existe et c'est sexiste. » Le même constat a été posé par une répondante :

B4 : On est encore dans des groupes où les réunions sont menées par les mêmes personnes, des hommes forcément. Faut également faire un travail sur soi. On est forcément modelé par la société dans laquelle on vit. On vit dans une société patriarcale, les mecs sont forcément influencés par ce modèle, bien qu'ils soient à gauche. Faut pas rêver, les mecs cis de gauche reproduisent les mêmes comportements que les autres mecs comme le *mansplaining*, (interrompre, prendre tout l'espace).

---

<sup>52</sup> Shiab, Naël. (2016, 2 août). L'Assemblée nationale est sexiste et en voici la preuve. *L'actualité*. Récupéré de <http://lactualite.com/politique/2016/08/02/deputees/>

La prise de parole est en lien direct avec le sentiment d'appartenance et de légitimité. En effet, les auteures Anne-Marie Gingras, Chantal Maillé et Evelyne Tardy affirment, dans leur ouvrage collectif *Sexes et militantisme* qui présente une analyse des règles du jeu au sein des organisations militantes, que : « prendre souvent la parole témoigne d'un degré élevé d'intégration à la structure ; cela suppose que l'on ait assimilé les règles de procédures, acquis une certaine connaissance des dossiers et développé un fort sentiment de compétence, de confiance en soi. » (Gingras *et al.*, 1989, p. 141). Ce n'est alors pas un hasard si les militantes que j'ai interrogées font ressortir un sentiment de malaise, à la fois dans la prise de parole publique, mais également dans la légitimité de l'exercice du militantisme.

En ce qui concerne la prise de parole, j'ai relevé des attitudes sexistes dans tous les partis étudiés. Le fait que la prise de parole soit inégalement répartie a été clairement critiquée par l'une des femmes interrogées :

B4 : Je vais donc peut-être être injuste mais les assemblées dans lesquelles je me suis rendue étaient particulièrement inégales en termes de prise de parole. Une seule femme a pris la parole, une femme âgée.

Les membre.sse.s de SolidaritéS sont cependant conscient.e.s de la problématique liée à la prise de parole et elles ont mis en place une alternation du tour de parole entre les hommes et les femmes lors des assemblées. Cependant, cela ne signifie pas pour autant que les enjeux reliés à cette problématique s'effacent :

A4 : Alors, c'est plus insidieux. Une des manières c'est justement de limiter les interventions, de ne pas écouter au moment où une femme intervient, du tout à coup, se mettre à parler avec le voisin pendant ce temps-là, des choses comme ça.

Il est important de noter que ce n'est pas au sein de tous les partis que j'ai étudiés, que des stratégies de limitation de la prise de parole de la part des hommes, ont été mises

en place. Les effets directs de cette absence ont été soulevés par une politicienne, mais à propos d'un autre parti :

A1 : Quand on voit leur prise de parole mais les coups qu'ils m'ont faits, pendant deux ans, on me disait : " Toi tu traites tel sujet", alors je préparais mon truc etc... et puis vraiment, moi, je vais dire que je n'ai pas de complexes, j'étais timide quand j'étais jeune, mais plus maintenant. Donc, je prépare mon truc et puis ils appuient sur le bouton et ils me bouffent tout mon temps de parole, ils traitent le sujet que j'ai préparé, et c'est systématique, un an, deux ans, maintenant la guerre est ouverte, donc c'est la guerre de celui qui appuie sur le bouton avant l'autre, donc voilà.

Il est intéressant de noter au travers de ces différents exemples que c'est seulement dans le parti SolidaritéS, où les enjeux liés à la prise de parole ont été abordés, que les militantes et les politiciennes ont été en mesure d'exprimer des critiques plus générales en lien avec la thématique. À ma question : *Quelle est la politique et la stratégie des militant.e.s et/ou des politicien.ne.s pour mettre en œuvre les principes féministes (temps de parole / non-mixité / partage des tâches / quotas / recrutement/ associations de femmes) ?*, les politiciennes abordaient directement l'aspect de la représentation des femmes dans leur parti ou les stratégies de recrutement ainsi que le sujet des quotas. Il est intéressant de noter que seules les politiciennes insistent sur les quotas en politique. Ce qui est pertinent puisque, historiquement, ce sont les féministes institutionnelles (après les militantes) qui ont porté la question des quotas en politique. Par exemple :

A1 : Rien de particulier, on respecte les femmes, enfin chez nous, puisqu'on fait une nouvelle liste pour les prochaines élections, on fait une liste qui s'appellera "la liste pour X" qui sera une liste un peu genre les Insoumis quoi, c'est-à-dire qui sera vraiment républicaine quoi, assez large, mais je veux dire, les femmes qui se présentent, ce sera toujours en fonction de ce qu'elles représentent, quelle est leur notoriété, quelles sont leurs capacités de travail... Mais je ne suis pas d'accord de faire des quotas, de faire du forcing et puis aller supplier les femmes d'accepter, il y en a plein qu'on supplie elles disent : "Non, moi je veux m'occuper de mes petits-enfants, je ne veux pas !" Quand on ne veut pas on ne veut pas. Le travail doit se faire en amont mais pas un niveau des listes parce que comme les gens n'ont pas envie, ça ne sert à rien.

Pour cette politicienne, les quotas sont inutiles car trop peu de femmes ont la volonté de se lancer en politique.

A3 : Ouais, alors je pense qu'il y a une volonté assez forte euh, d'avoir moitié moitié sur les listes par exemple, alors je ne suis pas sûre qu'on y soit arrivés parce que c'est pas toujours évident d'y arriver mais il y a une vraie volonté à ce niveau -là. Maintenant par exemple, la volonté n'a pas été par exemple jusqu'à mettre les femmes en tête de liste. On sait que les têtes de listes passent mieux. On n'a pas mis les femmes en tête de liste puisqu'on utilise le principe d'une sorte entre guillemets de "prime au sortant" donc si vous aviez déjà été élu vous êtes en haut de liste, enfin dans la première liste et ensuite par ordre alphabétique, en tirant au sort la première lettre parce que sans ça évidemment ce sont toujours ceux qui s'appellent A, B, C qui sont en tête. Mais on pourrait dire, ben cette année, on met les femmes, ça, je ne l'ai jamais entendu. Je ne l'ai jamais proposé à vrai dire, euh, mais qu'il y ait une volonté c'est certain, et dans des élections à l'exécutif, c'est-à-dire à la municipalité ou au niveau cantonal au Conseil d'États, il y a toujours eu cette volonté qu'il y ait la présence des femmes et pas seulement d'hommes quoi, j'ai envie de dire. C'est un peu le B.a.-ba hein, euh, mais je pense qu'il y a une assez forte volonté à ce niveau-là, tout à fait.

Ici on voit que la politicienne interrogée reconnaît qu'il y aurait des gestes à poser pour tendre vers plus d'égalité. Cependant, le parti ne met rien en place, bien qu'elle insiste sur « la volonté » du parti.

#### Remarque sur le corps des femmes

Claudine Esseiva (politicienne élue au Parti libéral radical du canton de Berne) l'a récemment avoué dans un quotidien suisse : « des avances, j'en ai eu de conseillers nationaux mais aussi de sénateurs [...]. Les remarques sur les tenues vestimentaires, les commentaires sur le fait d'être en couple ou la garde des enfants. C'est en

permanence que les femmes en politique doivent se justifier<sup>53</sup>. » À l'image de cette politicienne, les remarques sur le corps des femmes ont aussi été discutées dans mes entretiens, qu'elles aient été exprimées par des hommes, mais aussi de la part des femmes interrogées elles-mêmes, ce qui soulève un point important : les femmes aussi reproduisent des rapports de domination. En l'occurrence, ici on voit que les normes sexistes ambiantes, sont intériorisées :

A1 : Je précise que la dame en question, et moi j'adore ça, est physiquement extrêmement provocante. Alors elle peut parler du harcèlement de rue en disant que c'est inadmissible en ayant un décolleté d'enfer, de la petite dentelle, et une mini-jupe jusque-là et ça passe. Mais ça fait réagir : "Non mais elle exagère, elle fait de la provocation", j'ai entendu des gens autour de moi dire ça.

Les commentaires sur l'aspect physique et l'habillement font partie des nombreuses manifestations du sexisme en politique et c'est ce qu'ont noté dans leur livre Manon Tremblay et Réjean Pelletier. Pour ces chercheur.e.s, l'apparence physique n'est pas abordée de la même manière par les politiciennes que par les politiciens justement parce qu'elles évoluent dans un milieu masculin. En effet, puisque celles-ci sont confrontées à un monde dont les valeurs et les règles ont été écrites par les hommes, elles sont obligées « de s'adapter et se conformer à un univers pensé et construit par et pour les hommes, tout en respectant les représentations sociales liées à la féminité. » (Tremblay et Pelletier, 1995, p. 121).

Les médias, souvent considérés comme le quatrième pouvoir, renforcent les présupposés sexistes, non seulement au niveau quantitatif (on donne moins la parole

---

<sup>53</sup> Quiquerez, Florent. (2017, 17 octobre). Sexisme sous la Coupole ? Quatre élues témoignent. *La Tribune de Genève*. Récupéré de <https://www.tdg.ch/suisse/Sexisme-sous-la-Coupole-Quatre-elues-temoignent/story/20534459>

aux femmes, on couvre moins leur campagne [Tremblay, 2015, p. 104]), mais aussi parce que les commentaires sur le physique et l'habillement des politiciennes sont courants dans les médias. Puisque, les médias sont tributaires d'une vision dominante sexiste qui est reproduite par les journalistes et les rédactions (Coulomb-Gully, 2016, p. 41), on observe l'utilisation quasi systématique des prénoms des femmes politiciennes uniquement, ce qui a pour effet la décrédibilisation de leur candidature. De plus, l'aspect physique des femmes est sans arrêt mis de l'avant au détriment de leurs idées. Elles sont renvoyées à leur sexe, elles sont femmes avant d'être politiciennes. Ce phénomène est présent notamment dans le statut qu'on leur attribue. Il n'est pas rare qu'une politicienne soit d'abord et avant tout la « femme de » ou la « fille de » (Coulomb-Gully, 2016, p. 43). Les catégories dans lesquelles on les place, soit de *pasionara* (le rapport à l'émotion), *de muse* (la subordination), *d'égérie* (la subordination), *de vierge rouge* (négation du sexe) ou *de madone* (négation du sexe) sont autant de catégories les renvoyant à leur sexualité (ou à leur absence) ou à leur genre (Coulomb-Gully, 2016, p. 42).

C'est notamment ce qu'Erika Falk, directrice des programmes à l'*Israel Institute*, a observé dans son étude sur le traitement médiatique des personnalités d'Hillary Clinton et de Barak Obama, dans le contexte du questionnement de l'éventualité d'une présidence féminine. Elle a cherché à vérifier si l'on attribuait plus de traits émotifs à Hillary Clinton qu'à Barak Obama. Les émotions que la chercheuse a identifiées pouvaient être autant positives que négatives, par exemple : *alarmed*, *moved to wipe away tears*, *delighted*. Les résultats sont très parlants : Hillary Clinton a été décrite comme deux fois plus émotionnelle que son homologue masculin : « Women received twice as many emotional description per 10000 words as did the men<sup>54</sup>. » Le langage

---

<sup>54</sup> Falk, Erika. (2016). Dans Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques. *Madame*

des médias a donc un rôle à jouer dans la perpétuation du sexisme. Alors qu'un politicien va « faire preuve d'autorité », la politicienne va quant à elle être « autoritaire » ; s'il « fait preuve d'initiative », elle va être présentée comme « imprévisible » ou « incontrôlable ». Ce procédé lexical plus connu sous le nom de *dysimétrie verbale*, souligne inconsciemment la règle sexiste selon laquelle les femmes sont trop émotives, ou pas assez compétentes, pour faire de la politique (Coulomb-Gully, 2016, p. 44).

Les médias suisses entretiennent une forme de sexisme ordinaire et les politiciennes en font les frais. Lisa Mazzone (conseillère nationale chez les Verts) affirmait à propos des médias : « Ils ont une responsabilité lorsqu'ils dissertent sur leurs tenues et remettent systématiquement en cause le charisme des élues féminines. Elles sont tout autant légitimes que les hommes<sup>55</sup>. » Être jugée de par son apparence physique peut être une démotivation à la politique, comme l'une des élues interrogées l'explique :

A2 : Mettre sa tête sur des affiches, ça reste moins évident pour les femmes que pour les hommes parce qu'elles vont se prendre, en plus des remarques sur le programme, des remarques sur le physique, sur la coiffure, sur le décolleté, sur le sourire... J'ai une connaissance elle a eu comme remarque, de la part d'un journaliste, qu'elle n'avait pas un assez grand décolleté, j'te jure, c'est hallucinant, alors que ça, sur un homme... Donc voilà, ça reste plus compliqué pour les femmes. Et puis après on va se faire tagguer plus facilement une bite sur notre affiche. Des remarques sur le physique, jamais personne ne va aller dire de mon collègue : "il est beau" ou "il est moche".

---

*la présidente : les États-Unis sont-ils prêts ? UQÀM, Montréal, 12 octobre 2016. Montréal : BAnQ.*

<sup>55</sup> Quiquerez, Florent. (2017, 17 octobre). Sexisme sous la Coupole ? Quatre élues témoignent. *La Tribune de Genève*. Récupéré de <https://www.tdg.ch/suisse/Sexisme-sous-la-Coupole-Quatre-elues-temoignent/story/20534459>

Les femmes politiques en Suisse, même de gauche, doivent donc se conformer aux normes politiques dictées par et pour les hommes, tout en respectant les normes liées à la féminité, c'est-à-dire être souriante, bien maquillée ou habillée de manière féminine, comme l'avaient révélé des études sur le sujet dans d'autres pays (Tremblay et Pelletier, 1995, p. 121).

### Séduction et blagues sexistes

Selon Manon Tremblay et Réjean Pelletier, lorsque les politiciennes se font séduire ou sont les sujets ou les témoins de blagues sexistes, c'est systématiquement dans l'esprit de dénigrer la féminité et les femmes. De cette façon, les propos des politiciennes ne sont pas pris au sérieux, et leur légitimité à faire de la politique est remise en question (Tremblay et Pelletier, 1995, p. 112). Une des militantes que j'ai interrogées m'a confié que la séduction était une chose courante dans le parti :

B2 : Il n'y a pas de trucs trop bizarres au niveau sexuel, ou harcèlement... Bien évidemment il y a des trucs de séduction et tout, mais ça... je ne pense pas que mes camarades masculins soient parfaits hein, je ne pense pas qu'ils font autant attention quand ils sont dans d'autres milieux.

Le fait que cette dernière emploie l'expression « bien évidemment » dans sa phrase est surprenant. En effet, pourquoi est-ce que la séduction serait une chose « évidente » dans un milieu de prime abord non sexualisé ? Quant aux blagues sexistes, bien que le sujet n'ait pas été abordé directement dans mes questions, certaines militantes et politiciennes en ont rapportées. Une politicienne a expliqué que suite à la modification de la composition d'un groupe parlementaire (les membres de son parti qui siègent au Conseil Communal), avec pour conséquence une majorité féminine de politiciennes, le responsable a commencé à parler de « gynécée » pour qualifier le groupe, même si la répondante admet qu'il présentait cette remarque sur « un ton

effectivement humoristique ». La même politicienne m'a révélé d'autres blagues sexistes de la part d'un collègue de droite :

A3 : Il peut y avoir des maladroites, je ne sais pas si vous connaissez Chollet. Chollet, paysan de Rovéréaz, etc. UDC dans la grande tradition vaudoise des UDC paysans, monument de savoir cet homme, il a une culture incroyable et qui n'a pas été acquise à l'université, mais il a fait latin grec au gymnase, c'est drôle hein ? Lui de temps en temps, je vais dire une "connerie" mais c'est pas du tout une attaque, il va dire la grosse bêtise du paysan de droite, j'entends, je sais pas : "Les femmes, elles aiment qu'on leur parle gentiment". Tu te dis : "t'es con" mais bon, c'est pas, euh, ni vulgaire, ni des attaques personnelles, jamais.

A3 : Il y a peut-être de temps en temps un gag, qui n'est pas peut-être pas du meilleur goût, allez, ou du reste la personne, l'homme qui le fait, pourrait se faire remettre un petit peu en place, mais tout aussi gentiment qu'il l'a dit.

Pour une militante, les blagues sexistes s'associent au racisme :

B1 : En fait, ce serait un peu difficile d'expliquer, mais ce qui me touche plus c'est des remarques, y compris des blagues, qui touchent à la fois à mon statut de femme, donc les blagues qui sont à la fois sexistes et racistes.

Dans ce commentaire ci-dessus, la militante interrogée soulève deux problématiques en lien à la fois avec sa nationalité et avec son genre. Elle est doublement victime de blagues et elle se situe alors au croisement entre deux systèmes d'oppression, soit le racisme et le sexisme. D'ailleurs, une des militantes a dénoncé la « blanchitude » de son parti :

*Êtes-vous représentatifs dans ton parti ?*

B3 : Il y a que des blancs. Non, il y a deux personnes racisées ouais, un peu plus. Disons qu'il y a deux femmes noires et deux femmes d'Afrique du Nord et puis au niveau des hommes... ouais, ils sont tous blancs. C'est aussi un de nos buts de cette année dans notre groupe de travail, c'est aussi de discuter de ces questions-là. De pourquoi il n'y a pas plus de personnes racisées dans le groupe.

Enfin, l'humour sexiste renforce, une fois encore, la confrérie masculine qui régit la politique. Le fait que certaines femmes participent aux blagues, ou les trouvent drôles, peut s'expliquer, selon Manon Tremblay et Réjean Pelletier par une *stratégie de survie* (Tremblay et Pelletier, 1995, p. 113). En effet, selon les chercheurs, sourire à des histoires ou à des blagues sexistes peut être une manière de se fondre dans un univers typiquement masculin. Selon Christine Bard : « Rien ne pousse les femmes à se montrer philogynes [à aimer les femmes]. Leur mépris du féminin n'est parfois qu'un simple "réflexe de survie", surtout quand elles se risquent dans des domaines masculins où leur assimilation passe par l'intégration des normes sexistes du milieu. » (Bard, 2011, p. 24). En effet, les femmes s'accommodent du patriarcat et adhèrent aux normes patriarcales tout en acceptant les rôles genrés qui les désavantagent et les infériorisent. Cela dans le but de maximiser leur pouvoir et leurs opportunités. En d'autres mots, c'est une stratégie individualiste de protection qui cherche à manœuvrer dans le système à son avantage, bien qu'elle ne le change pas (Kandiyoti, 2016). C'est d'ailleurs dans le même ordre d'idées que les auteures qui ont travaillé sur l'antiféminisme chez les femmes ou les femmes de droite expliquent pourquoi elles se désolidarisent du féminisme.

### Division sexuelle du travail

La division sexuelle des tâches est un élément de la matrice hétérosexuelle. La matrice hétérosexuelle qui a été un concept élaboré par la philosophe américaine Judith Butler et repris par Louise Brossard, théoricienne féministe, désigne : « cette grille d'intelligibilité culturelle qui naturalise les corps, les genres et les désirs. » (Brossard, 2004, p. 75). Deux aspects sont inhérents à la matrice hétérosexuelle. Le premier est celui de la *binarité de la société*, qui repose sur une séparation asymétrique et antagoniste des hommes et des femmes. Dans cette binarité, qui repose sur la division

selon le sexe biologique, la cohérence entre la performativité de genre, le désir du sexe opposé et le sexe biologique, excluent toute forme de sexualité qui différerait de l'hétérosexualité. Le deuxième aspect, qui s'additionne à la binarité sociale, est le *mythe de la complémentarité des sexes*, qui voudrait que l'on soit attiré *de facto* par le sexe opposé.

Cela étant dit, la division sexuelle du travail reflète la séparation forcée entre la sphère publique, historiquement réservée aux hommes, et la sphère privée ou domestique, occupée par les femmes. Cela étant, la division sexuelle du travail traduit un rapport de pouvoir (Kergoat, 2001 ; Mathieu, 2014) modulé historiquement et socialement. La division sexuelle de la société est fondée sur des arguments essentialistes, qui renvoient, par exemple, les femmes à des rôles sociaux sexués, essentialisés, dans la sphère privée, car elles seraient « naturellement » faites pour le travail du *care*. L'essentialisme est une idée qui veut que les hommes et les femmes soient différents par « essence », c'est-à-dire par « nature ». Cette conception, au contraire de ce que cherche à véhiculer le féminisme, est largement répandue, car « elle permet d'évacuer les raisons sociales, culturelles et politiques des inégalités entre les sexes, forcément plus complexes à cerner. » (Cossette, 2012, p. 25).

Quant aux milieux d'extrême gauche et plus particulièrement dans les groupements militants, la conception du travail reste genrée et celle du travail militant d'autant plus. Nombreux.euses sont les auteur.e.s qui se sont penché.e.s sur la problématique de la division sexuelle du travail militant, mais je me suis attardée à l'ouvrage collectif de Patricia Roux et Olivier Filleule *Le sexe du militantisme*, pour analyser les propos des militantes interrogées.

En effet, la division sexuée et sexuelle des tâches est l'aspect sexiste qui est le plus dénoncé dans les entretiens. J'ai pu observer que les tâches traditionnellement, dites

« féminines », telles que le secrétariat ou celles liées au domestique étaient désertées par les hommes et que celles-ci étaient alors dévalorisées. L'une des répondantes dénonce la division genrée du travail militant lors de plusieurs événements. L'un de ceux-ci, qui consistait à comptabiliser des signatures, a révélé que les hommes ne s'étaient pas proposés pour effectuer ce « travail de merde » et qu'il a fallu intervenir pour leur dire « Bon ben, les hommes, vous pouvez vous inscrire aussi ! » Une des militantes dénonçait :

B3 : Et puis toujours ce travail de petite main, où tu n'es pas du tout mise en avant, pas du tout valorisée, c'est quasi tout le temps des femmes qui le font [...] Quand on doit préparer la salle, sortir des chaises et tout ça c'est assez égal. Par contre, ben c'est vrai que c'est plus facilement des femmes que des hommes qui vont faire du travail politique un peu merdique.

B3 : Typiquement, moi je n'étais pas là hein, mais une militante m'a raconté qu'après une manif elle a invité des gens à manger chez elle et son mec qui faisait aussi partie du parti entre dans la cuisine et fait : « Mais vous avez remarqué là ? » Pis oui, six meufs dans la cuisine, et puis les mecs en train de discuter dans le salon.

Une autre répondante soulève que les tâches sont une « problématique » puisque les femmes s'occupent toujours de celles qui sont « moins valorisées », comme par exemple « si on doit distribuer des tracts, chercher des signatures, compter des signatures, nettoyer les locaux » et qu'il faut « assez souvent en parler ». Elle rajoute également :

B1 : C'est surtout ne pas dévaloriser les compétences de femmes d'une manière inconsciente tandis que d'une manière consciente je pense tout le monde fait un effort pour changer ça mais de manière inconsciente ça sort tout le temps. Si t'es pas une femme tu peux pas le remarquer et si t'es pas une femme féministe d'autant plus.

Les extraits ci-dessus font tous allusion au travail invisible, gratuit et non reconnu. Lucie Bargel, traite du travail militant, dans son article « Socialisation politique ». Selon elle « l'attention portée à la division sexuée du travail militant permet de repérer une répartition des pratiques quotidiennes entre les tâches « masculines », c'est-à-dire à

la fois majoritairement pratiquées par des hommes et ajustées à leurs supposées qualités naturelles, valorisées– écrire des tracts, coller des affiches la nuit, etc.– et les tâches “féminines”, invisibilisées – écouter attentivement en réunion, prendre en charge les repas, etc.– y compris dans les mouvements progressistes. » (Bargel, 2013, p. 476). Dans les extraits ci-dessus, on voit que les tâches de nettoyage, le travail de « petites mains » comme l’une d’entre elles le nomme sont exécutés par les femmes et que lorsque la division des tâches n’est pas « si genrée », c’est-à-dire dans les cas où cela n’est pas flagrant, les militantes doivent néanmoins intervenir, soit en relevant l’attitude problématique, soit en la dénonçant. Patricia Roux et Olivier Filleule ont développé le concept d’*appropriation collective* du travail des militantes, pour exprimer l’enjeu de la division des tâches (entre les hommes et les femmes), ainsi que leur hiérarchisation (les tâches masculines ayant plus de valeur que les tâches féminines). Cependant, ce principe de division n’est pas réservé aux groupes mixtes. En effet, que ce soit dans les groupes séparatistes féministes (non-mixtes) ou dans les mouvements gais, on observe à la fois la séparation des tâches et leur hiérarchisation (Filleule et Roux, 2009, p. 53). La charge mentale<sup>56</sup> des tâches parentales et domestiques incombe encore aujourd’hui essentiellement aux femmes ce qui a été soulevé par plusieurs répondantes. L’une d’elle, A3, faisait écho à son propre vécu : « Moi j’ai mon fils qui téléphonait au boulot il y avait une secrétaire qu’il connaissait du reste et il disait : “il faut dire à maman qu’elle m’amène mon costume de bain parce que j’ai piscine”. Pis c’était pour ma pomme de rentrer à la maison vite vite, de prendre le costume de bain, de le lui amener », avant d’ajouter qu’elle avait « ressenti ça extrêmement fort ». La répondante dénonçait aussi les heures des réunions politiques qui se tiennent généralement à 16h00 ou 18h00 en disant que « ce sont les pires heures pour les parents » et « que ce n’est

---

<sup>56</sup> Le concept a été à l’origine développé par Monique Haicault dans son article « La gestion ordinaire de la vie en deux » publié dans l’ouvrage *La Sociologie du travail* en 1984.

pas du tout pratique » car « quand on a des enfants, c'est compliqué ». Une autre politicienne critiquait également les horaires de réunions politiques et la division sexuelle du travail dans le cadre privé, qui a pour résultat que les hommes seulement peuvent se libérer pour être présents lors des événements organisés par le parti. Une d'entre elles ajoutait également :

A2 : On se bat pour un meilleur accompagnement des femmes, pour qu'elles aient plus de temps, pour changer les mentalités aussi hein, voilà, la charge mentale de l'appartement c'est toujours la femme qui l'a. Voilà de nouveau le soir il faut aller à la réunion il faut penser entre deux à aller faire des courses, voilà, c'est plus souvent encore la femme qui fait ça donc elle a moins de temps pour venir à des réunions, pour venir s'engager.

Pour la répondante ci-dessus, le fait que les femmes ne s'impliquent pas d'avantage en politique est directement lié à la charge mentale, qui bloque les femmes dans leurs élans politiques. Une autre expliquait ceci :

A1 : Parce que moi j'ai vu, on a voulu payer la *babysitter* d'une femme, je me souviens qui était vraiment... son mari n'était pas là, il était à l'étranger, elle avait beaucoup d'enfants et pas beaucoup d'argent. Elle demandait à ce que l'on vote le remboursement des *babysitter*. Ils ont refusé mais après, ils ont voté un voyage d'études de trois jours en Grèce, ils ont voté l'hôtel pour les conjoints ! Donc c'est le genre de trucs qui me met hors de moi, j'veux dire, on doit permettre aux femmes de faire de la politique si elles en ont envie et rembourser les gardes d'enfants pour ceux qui n'ont pas de solutions correctes, pourquoi pas.

Ces quelques extraits font tous référence à la recherche sur l'engagement politique d'Elvita Alvarez et Lorena Parini, que j'ai présenté plus haut. Les hommes quant à eux, disposent de plus de temps et de ressources (financières et relationnelles). En effet, le modèle du *male breadwinner* étant prédominant en Suisse (Kuehni *et al.*, 2013), il entraîne une forme de dépendance financière des femmes face à leur mari (dans les relations hétérosexuelles), alors que les femmes gagnent moins d'argent que les hommes. De plus, le travail domestique non rémunéré étant assuré par les femmes, les hommes ont alors plus de temps et de disponibilité pour mousser leur future carrière

politique, par la mise en réseau par exemple. Ce qui a un impact sur le renouvellement des mandats politiques. En effet, selon Manon Tremblay et Réjean Pelletier, lorsque le renouvellement des mandats est infini, il dessert les femmes car « les députés et les députées qui sollicitent un nouveau mandat jouissent d'un avantage certain sur leur adversaire et, qu'au demeurant, peu d'élues et élus abandonnent volontairement leur siège pour des raisons de santé ou autre, conjoncture qui a pour effet de ralentir considérablement le rythme des nouvelles entrées dans les assemblées électives, où les femmes ont traditionnellement été absentes. » (Tremblay et Pelletier, 1995, p. 41).

#### Autres manifestations de sexisme

D'autres formes de sexisme sont apparues dans mes entretiens sans que je ne puisse les recouper avec la littérature ou avec le reste du matériel d'entrevue. L'une d'entre elles se présentait sous la forme de l'appropriation des sujets féminins de la part des hommes du parti, lorsque les médias se saisissaient de la question :

A2 : Tout de suite il y a eu un comité contre ce projet [augmenter l'âge de la retraite des femmes], on était que des femmes, on était 5-6 femmes, toujours les mêmes pendant 2 ans, on a bossé que nous et puis là maintenant qu'arrive à la votation, et bien il y a beaucoup plus de monde qui vient c'est normal, mais c'est beaucoup plus des hommes, et maintenant tout-à-coup c'est les hommes qui ont pris le *lead* et c'est eux qui commandent un peu tout, quoi. Pis ça c'est flagrant, c'était un sujet féminin donc ça n'intéressait pas les hommes et puis tout un coup, maintenant que ça intéresse tout le monde, ils veulent prendre la place.

Dans certaines entrevues, les répondantes déploraient avoir subi ou constaté un certain paternalisme :

B2 : Genre, tu es ma sœur mais je vais t'expliquer comment faire des choses que tu sais déjà faire. Il y a ce côté "on est tous de la même famille", "je te protège un petit peu", c'est un peu chiant des fois tu vois, pis surtout

ben c'est des figures assez proéminentes c'est pas des militants, c'est des figures proéminentes qui sont des figures de pouvoir.

Quant à la compétence des femmes en politique, on retient deux tendances dans la littérature qui sont en rapport direct avec l'âge. En effet, il apparaît qu'une jeune femme qui fait de la politique est directement associée à la sexualité, tandis qu'une femme plus âgée serait plus respectée, car elle représente l'image de la mère. Dans l'un des entretiens, une répondante témoigne de son expérience et insiste sur l'effet de l'âge :

A3 : Je ne peux pas dire que je sens ça le [patriarcat] dans le groupe [groupe parlementaire au sein du même organe], pas du tout, et puis il y a d'autres phénomènes comme je vous disais, comme le phénomène de l'âge, je pense que ma parole, enfin je trouve que ma parole est extrêmement respectée, pourquoi, mais parce que les gens de X sont des petits jeunes ! Je les ai vus naître certains, donc c'est assez drôle ! Et je les ai toujours trouvés extrêmement respectueux, je dirai de ma personne, mais parce que j'ai un certain âge. Ils sont polis, ils sont gentils et polis et puis j'ai toujours trouvé qu'ils étaient très respectueux et tout alors, mais je ne peux dire, en aucun manière que j'ai entendu des remarques vis-à-vis des femmes plus jeunes. Il y a peut-être de temps en temps un gag, qui n'est peut-être pas du meilleur goût allez, ou du reste la personne, l'homme qui le fait, pourrait se faire remettre un petit peu en place mais, tout aussi gentiment qu'il l'a dit, je dirai.

Cette politicienne affirme que son âge est une caractéristique qui impose le respect de la part de ses collègues puisqu'elle « les a vu naître ».

### 2.2.3 Antiféminisme ordinaire

Lorsque j'ai à plusieurs reprises parlé d'antiféminisme dans mes entrevues, le phénomène en tant que mouvement contre le féminisme était compris mais ses manifestations ne l'étaient pas. À plusieurs reprises des militantes et des élues ont cité

des actes antiféministes, mais sans les identifier comme tel. L'antiféminisme a été souvent confondu avec du sexisme comme par exemple ici :

*On peut s'entendre sur le fait que l'antiféminisme est une posture plus à droite politiquement. Absolument. Cependant, au Québec on parle beaucoup d'antiféminisme de gauche. A4 : Ah oui ? Qu'en pensez-vous ? L'avez-vous observé dans votre parti ou au sein de la coalition ? A4 : Comme quelque chose qui augmenterait ? Parce que ça a toujours existé, disons au début c'était terrible, on se faisait mal voir. Il y a toujours eu. Est-ce que par rapport aux femmes on réagit différemment, des fois on discrédite, ou alors on parle de l'aspect physique... La confrontation souvent se passe manière je dirai insidieuse. Au niveau de la gauche ? Oui, disons il y a des, c'est ce que je dis, il y a des aspects sexistes pour ce qui est à l'intérieur du mouvement et de la gauche, ça justement c'est assez évident que les discriminations existent. Mais on peut essayer de travailler dessus pour la diminuer mais je n'ai pas observé que ce soit en augmentation au niveau de la gauche.*

On voit dans cet extrait que la politicienne dénonce des actes sexistes, mais pas forcément de l'antiféminisme en tant que tel, bien que le sexisme fasse partie de l'antiféminisme. Comme le dit Francine Descarries : « l'antiféminisme de nos jours se découvre sous de multiples facettes et ne peut être caractérisé ni comme une chose savamment orchestrée ou concertée, ni comme une conspiration généralisée ou légitimée dans les discours officiels, il n'en est pas moins pernicieux et se confond avec le sexisme. » (Descarries, 2005, p. 143). Sa proximité avec le sexisme le rend, dans le cas de l'antiféminisme *ordinaire*, transparent. C'est là une des raisons pour lesquelles chercher à étudier l'antiféminisme dans des communautés qui se réclament de l'égalité des sexes entre les hommes et les femmes est difficile, contrairement à l'idéologie d'extrême droite qui, comme on l'a vu en introduction, « représente bien la forme la plus virulente d'antiféminisme, intégrant les éléments les plus sexistes de notre culture pour promouvoir sa vision hiérarchisée des rapports entre les sexes. » (Bard, 2011, p. 28). De plus, le fait que l'antiféminisme ne s'articule pas sans le sexisme, expliquerait que les dénonciations de sexisme soient apparues en majorité, puisque celui-ci est plus évident à identifier/repérer. Finalement, la difficulté d'isoler « sexisme »

d'« antiféminisme » relève de l'« ordinarité » de l'antiféminisme. En effet, c'est bien l'« ordinarité » de l'antiféminisme qui fait en sorte que son identification soit difficile, car il passe inaperçu dans une société patriarcale, au même titre que le sexisme « ordinaire » peine à être reconnu pour du sexisme, tant il est subtil, sous-jacent, incorporé. Afin d'analyser les propos antiféministes exprimés lors de mes entretiens, j'utilise les catégories de Francine Descarries qu'elle développe dans son texte *L'antiféminisme ordinaire*. Comme mentionné dans mon chapitre sur la méthodologie, j'utilise ses catégories d'antiféminisme ordinaire car j'ai constaté que le visage que prend l'antiféminisme, dans les partis d'extrême gauche ne relève pas d'un antiféminisme direct, mais il est souvent latent et plutôt discret. J'ai donc regroupé les différentes manifestations d'antiféminisme sous cinq catégories, qui sont l'égalité-déjà-là et post-féminisme, l'exagération, le négativisme, l'Occident versus l'Autre, et la hiérarchisation des luttes. J'ai également développé ma propre typologie des figures de l'antiféminisme chez les femmes d'extrême gauche (voir chapitre discussion).

#### L'égalité-déjà-là et post-féminisme

« L'égalité-déjà-là » est une *distorsion*, selon le terme de Francine Descarries, et c'est la plus « préjudiciable ». Affirmer que l'égalité entre les hommes et les femmes est atteinte, sous-entend que les luttes féministes sont désuètes, qu'il n'est plus nécessaire de se battre, que le mouvement féministe n'a plus de raison d'exister (en Occident), et que les ressources attribuées aux femmes ont été largement utilisées (implicitement, au détriment des hommes). Le mythe de l'égalité-déjà-là a été abordé à deux reprises par l'une de mes répondantes. Cette dernière a été la seule à sous-entendre que le féminisme n'avait plus ou dans certain cas, pas lieu d'être, lorsqu'elle dit notamment n'avoir jamais été exploitée en tant que femme :

A1 : L'égalité il me semble de nos jours, que l'égalité hommes femmes en Occident elle doit crever les yeux, quoi ! Il y a des résultats scolaires qui sont aussi bons, je ne vois pas pourquoi le problème devrait encore se poser !

A1 : Il y en a qui croient qu'il faut encore se battre alors que... moi, je veux dire, je n'ai jamais eu dans ma vie professionnelle, en tout cas, l'impression d'être exploitée parce que j'étais une femme.

Ici il est insinué que le féminisme est désuet, que l'on n'a pas besoin d'un mouvement collectif pour l'égalité et qu'il suffit de se battre pour que les femmes soient les égales des hommes. Cette réaction est d'autant plus étonnante que l'on peut s'attendre, de la part d'une politicienne d'extrême gauche, à ce qu'elle défende des valeurs féministes. J'ai pu observer très clairement l'intériorisation de la misogynie chez cette femmes interrogée, qui d'ailleurs a insisté pour que l'on ne l'identifie pas comme féministe :

A1 : Moi je ne suis pas féministe, je suis une femme, je trouve que quand on est une femme, on se sert [dans le sens de ne pas se laisser faire]. Je ne sais pas pourquoi par hasard, j'ai lu hier dans un magazine dont j'ai oublié le nom [Nouvelles Questions Féministes], qui disait que ça lui avait toujours paru évident d'être l'égale des hommes, et moi c'est un peu pareil quoi, donc je me sers et ils sont ahuris que je me défende et que je me serve et que je ne me laisse pas faire, ils sont ahuris. Je trouve que les femmes doivent prendre leur place, on ne commence pas par se laisser faire pis après aller pleurnicher, on se sert. Avec des gens comme ça on se sert. On dit, je suis désolée je suis ton égale je prends ma place. Je dis ça mais on m'a quand même piqué toutes mes commissions, donc euh, ce que je veux dire c'est que je me sens comme un mec à qui on aurait piqué toutes les commissions.

Ici, la politicienne mentionne le fait que les femmes ne devraient pas se laisser faire et qu'elles devraient simplement se battre un peu plus. Ce qui est sous-entendu, c'est que les inégalités systémiques entre les hommes et les femmes n'existent pas et que les femmes qui ne « réussissent » pas dans la vie politique (ou ailleurs), sont en échec, car elles ne se sont pas assez donné les moyens de réussir (cela fait écho au post-féminisme). Le problème avec ce type de pensée est qu'on efface complètement les

rapports de pouvoir entre les sexes et on renvoie la problématique des inégalités entre les hommes et les femmes à un niveau individuel :

A1 : Mais les gens qui se croient féministes... Voyez, moi je ne me sens pas féministe, je me sens juste égale quoi !

Ici, la politicienne interrogée cherche à se distancier du féminisme. Cela fait écho, encore une fois, à la thèse selon laquelle les inégalités entre les sexes sont inexistantes. En effet, il n'y aurait pas besoin du féminisme si les femmes étaient l'égal des hommes et c'est que si semble être vrai pour cette femme. Quant au postféminisme, bien qu'il se réapproprie quelques idées du féminisme, il propose des idées en opposition avec les revendications des mouvements des femmes. En effet, les mouvements féministes se sont de tous les temps opposés à l'objectivisation du corps des femmes et à la chosification de la « féminité ». La « nouvelle vague » féministe ou le post-féminisme, cherche dorénavant non plus à combattre l'appropriation du corps des femmes, mais à la promulguer, à la mettre de l'avant, comme marque de combat féministe. Se plier aux diktats de la beauté est pour le post-féminisme, celui qui permet tout, même d'être *sexy* (toujours selon les préférences masculines, ce qui est en soi une démarche hétéronormative). La présence du post-féminisme est tout particulièrement tangible à travers la culture *mainstream*, ce discours étant médiatisé et popularisé au point d'être présenté comme le féminisme dominant. J'ai pu observer dans les entretiens, les différentes postures féministes face à ce nouveau « féminisme », représenté par Beyoncé :

B1 : Beyoncé on est tous d'accord c'est pas une extra féministe qui est pas féministe du tout mais elle a fait une sorte de promotion de discours féministe dans les masses dont elle a sensibilisé les gens et les filles surtout des jeunes filles à ce genre de questions, du coup, pourquoi pas l'utiliser comme une image. Et du coup ça on voit clairement. Et en plus les femmes racisées voilà. Et du coup il y a les plus jeunes qui sont plutôt d'accord de le faire et qui trouvent ça cool et tout et qu'il y a une autre génération des femmes qui disent : "Non faut pas déconner".

B2 : Euh moi je sens un fossé générationnel parce que par exemple on a deux militantes qui ont dix ans de plus que moi à peine, elles ont la petite quarantaine euh, c'est pas qu'elles n'ont pas la même vision du féminisme que moi, quoique le seul *fight* qu'on a au sein de notre groupe féministe ce n'est pas la prostitution c'est pas le travail du sexe, c'est pas la question des personnes trans, c'est pas la question du port du voile, c'est Beyoncé quoi.

On voit dans ces réponses que le post-féminisme a trouvé sa place à l'extrême gauche, du moins en la personnalité de Beyoncé, ce qui d'ailleurs fait débat au sein du parti concerné. Le postféminisme propose une vision dont les prémisses fondamentales œuvrent à dépolitiser la condition des femmes (pour caricaturer : je décide de m'habiller de manière *sexy* et de correspondre aux attentes patriarcales, mais c'est mon choix, je suis la personne qui a décidé de le faire, personne ne m'a forcée, donc c'est féministe, et je suis féministe). C'est en ça qu'il peut être qualifié d'antiféministe puisque, pour reprendre l'exemple de Beyoncé et de son rapport au corps, la lutte politique est totalement évacuée. En effet : « L'hyperféminité aurait donc pour fonction d'éloigner la "menace" féministe et de nourrir l'imposition hétérosexuelle. Insister sur les différences entre femmes et hommes et convaincre que l'égalité est atteinte, c'est empêcher la remise en question de l'ordre patriarcal qui constitue pourtant un des piliers de notre société. » (Rüesch, 2010, p. 29).

### L'exagération

Certain.e.s antiféministes peuvent se dire féministes en ne faisant que dénoncer les excès des féministes (Bard, 2011, p. 23), ce que j'ai pu observer dans les entretiens :

*On peut s'entendre sur le fait que l'antiféminisme est une posture plus à droite politiquement. Cependant, au Québec on parle beaucoup d'antiféminisme de gauche. Qu'en pensez-vous ? L'avez-vous observé dans votre parti ou au sein de la coalition ?*

A2 : Non pas forcément de l'antiféminisme, mais ils ne perçoivent pas forcément à quel point c'est important et puis certains détails de langage ils ne remarquent pas forcément les conséquences que ça a. Ça ouais, c'est quelque chose qu'il faut être très impliqué dans le mouvement féministe pour remarquer et puis que beaucoup de gens remarquent pas et du coup beaucoup de gens ne comprennent et pensent qu'on va trop loin : "ouais mais là-dessus vous exagérez un peu non ?" Non, ça reste vrai, ça reste juste que cette façon de parler. Le langage épïcène, plein de gens trouvent ça moche, moi je trouve ça moche aussi, hein, quand je lis un journal, c'est moche. Mais pourquoi c'est important ? "Ouais mais bon, c'est pas très joli", ouais, d'accord, mais c'est quand même très important. Et puis, ouais, voilà, c'est moche mais c'est quand même important que dans l'écrit la femme ait la même place que l'homme, c'est vachement marquant et puis c'est des détails comme ça : "Ouais mais là-dessus, vous allez quand même un peu loin, vous ne pensez pas... ?"

Christine Bard a développé la thèse selon laquelle le simple fait de dénoncer les excès féministes représente une attitude antiféministe, ou relève de l'antiféminisme. Ici, des membres d'un parti d'extrême gauche, officiellement féministe, considèrent que les féministes vont « quand même un peu loin » dans la féminisation du langage, ce qui est une manière de délégitimer le féminisme en soulignant ses soi-disant excès.

### Négativisme

Le négativisme est la forme la plus « aboutie » de distorsion et de désinformation au sujet du féminisme, en « présuppos(ant) aussi la symétrie des problèmes éprouvés par les femmes et les hommes dans la société actuelle, comme si les problèmes de ces dernières résultaient de la même discrimination systémique » (Descarries, 2005, p. 144), ce qui fait écho aux dires de John Goetelen sur l'étude canadienne sur les violences faites aux hommes. Lors de mes entretiens, j'ai cherché à voir ce que les femmes pensaient des groupes d'entraide pour hommes violents, car c'est un bon exemple de négativisme dans le sens où dans certains cas, on part du principe que les

femmes violentées et les hommes violents sont les deux des « victimes ». Les deux sexes souffriraient de stéréotypes de genre qui les pousseraient soit à être violentées soit à être violents. C'est selon cette logique que sont apparus (en Europe et aux États-Unis) ces groupes d'entraide. Car pourquoi les femmes auraient-elles accès à des ressources suite à des violences conjugales, alors que les hommes ne pourraient pas eux aussi se faire aider (toujours dans l'optique que les hommes aussi sont des victimes du système d'oppression de genre). Selon le psychologue québécois Rudolf Rausch, les intervenant.e.s, les psychologues et aidant.e.s qui travaillent auprès des hommes violents ont traditionnellement (et c'est le cas en Suisse [Dufresne, 2002, p. 40]) tendance à ne pas analyser la violence des hommes comme un rapport de pouvoir entre les sexes, mais plutôt comme un symptôme d'un problème sous-jacent par exemple, un manque de communication entre les partenaires (Dufresne, 2002, p. 34). En outre, et c'est ce qu'avait déjà observé la chercheuse féministe Lise Letarte dans son étude sur le discours thérapeutique pour les hommes violents, il « ressort de ces interventions un portrait de la violence où l'agresseur et son autre, la victime, sont *sans sexe* (ni homme, ni femme, autant homme que femme) et *sans pouvoir* autre que sur eux-mêmes et où la violence n'est qu'un moyen, parmi tant d'autres, mais celui-là répréhensible, un moyen d'obtenir ce qu'on désire, mais un moyen neutre, hors du champ des rapports de sexe et des rapports de pouvoir qui les sous-tendent. » (Letarte, 1998, p. 119). Ainsi, considérer les problèmes de violence comme des symptômes sous-jacents relatifs à une autre cause, a pour effet, dans un premier temps, de banaliser la violence puisqu'elle est présentée comme découlant d'un problème, et non pas comme un problème *en soi*. Dans un second temps, les tactiques discursives utilisées par les intervenant.e.s vont généralement amener l'homme violent à se rapprocher de ses émotions. Cette approche psycho-médicale peut lui offrir des techniques qui peuvent « l'aider à devenir *plus raffiné* dans son abus de pouvoir, dans ses moyens d'exercer un contrôle sur sa conjointe. » (Dufresne, 2002, p. 35). Le chercheur et militant Martin Dufresne, ajoute également qu'il faut être prudent dans la validation des émotions des hommes violents, car cela peut être compris comme une justification de leur violence. Le soutien social

que ces hommes reçoivent peut aussi se transformer en une augmentation de la violence verbale et psychologique. En effet, le risque est alors grand, qu'ils développent des discours du genre « Moi aussi j'ai des droits ! » (Dufresne, 2002, p. 36).

Toutes les femmes interrogées n'ont pas vu le problème latent à ces types d'intervention, mais deux d'entre elles ont relevé les limites et le danger potentiel de telles organisations :

B4 : Si cela existe et que cela permet de changer le comportement de ces hommes, pourquoi pas. En revanche, ce qui est prioritaire est la protection des femmes en relation avec les violences machistes. Mettre en place des programmes d'éducation d'abord, un système juridique adapté aux besoins spécifiques de la violence de genre, former les médecins, les infirmières et les profs à ces problématiques, posséder des places d'accueil pour les femmes avant de mettre en place des groupes d'entraide pour hommes violents. Je ne suis pas contre mais la priorité politique n'est pas celle-là.

Ici, cette politicienne met un point d'honneur à prioriser les besoins des femmes victimes de violence, tout en reconnaissant la nécessité d'aider et d'outiller les hommes violents.

B2 : Les pouvoirs publics donnent plus de subventions aux organisations qui prennent en compte la question des hommes là-dedans et qui parlent des violences domestiques et des violences envers les femmes et qui tout d'un coup, pour avoir un financement X ou Y, sont obligés d'ouvrir, par exemple, dans un même local pour femmes battues, un groupe d'entraide pour hommes violents. Qui ont effectivement besoin d'aide, j'en suis absolument persuadée, enfin je pense que c'est bien mais de nouveau ça parle de : c'est quoi la priorité politique, est-ce que c'est vraiment la bonne solution, qui est-ce qui dirige ces groupes d'entraides, qu'est-ce qu'on a comme vérification politique là-dessus [...] Ben c'est surtout dangereux dans une société qui n'est pas féministe quoi. C'est assez glauque, pis surtout c'est du désinvestissement de ressources c'est le truc que j'ai le plus de mal à...

Comme la politicienne citée ci-dessus, elle rappelle que la priorité politique est d'aider les femmes en situation de violence, et qu'il est essentiel d'encadrer les groupes d'entraide pour hommes violents, afin d'éviter toute forme de déviance. Malgré le fait que la plupart des femmes que j'ai interrogées n'aie pas identifié le danger potentiel de ce type de formation, toutes s'accordaient pour dire que la violence faite aux femmes était systémique et devait être combattue. Cependant, l'une d'entre elles ne partageait pas cette opinion, et elle allait même à contre-courant des réflexions des autres femmes interrogées. En effet, elle affirmait :

A1 : Mais bon encore une fois si on n'a pas de ressources, si on est dépendant économiquement faut quand même voir tous les cas hein, mais moi je sais que si j'aurai reçu une claque je serai déjà partie en courant avec mes enfants sous les bras, donc euh, je suis toujours étonnée par ces phénomènes aussi de femmes qui restent.

Dans cette citation, la politicienne interrogée affirme que si cela lui arrivait à elle, elle aurait les ressources pour fuir le foyer. C'est ignorer (bien qu'elle mentionne tout de même la dépendance économique) l'aspect systémique et les différentes formes des violences faites envers les femmes, tout en entretenant l'idée, qu'il suffit de vouloir pour pouvoir. Cela ressemble à la banalisation des violences faites aux femmes, que Louise Brossard décrit dans son texte « Le discours masculiniste sur les violences faites aux femmes : une entreprise de banalisation de la domination masculine. » Elle cherche à démontrer que les discours masculinistes banalisent les violences faites aux femmes, violences qui servent à s'approprier les femmes de manière collective. Dans un premier temps, elle décrit une théorie de la symétrie de la violence qui nie la hiérarchie sexuée. En effet, les différences biologiques permettent aux masculinistes de justifier la violence faite aux femmes car celle-ci s'inscrirait dans la « nature ». Les hommes seraient naturellement violents, en cause ; les hormones et l'évolution (Brossard, 2008, p. 96). Les différences comportementales permettent également de légitimer les violences faites aux femmes, car les hommes seraient socialisés à exprimer leurs émotions différemment que les femmes. Car, si celles-ci expriment leur frustration à

travers le besoin de communiquer, les hommes eux, ne peuvent pas se contenir et ont tendance à « exploser », n'étant pas capables de maîtriser leur colère (Brossard, 2008, p. 99). L'argument de la souffrance est également souvent cité et il a pour conséquence de culpabiliser les femmes et de déculpabiliser les hommes. On va avancer que les hommes souffrent autant que les femmes, parce que ceux-ci sont victimes de traumatismes infantiles qui découlent de divorces demandés par leur mère (Brossard, 2008, p. 101). Quant aux femmes victimes de violence, elles auraient de quoi culpabiliser, car elles seraient incapables de « décoder » les signaux de frustration de leurs maris, pourtant annonciateurs d'excès de colère et de violence (Brossard, 2008, p. 102).

Dans un deuxième temps, la violence faite aux femmes est banalisée. En effet, les masculinistes trouvent que la définition de la violence est trop large et qu'il faudrait « une tolérance plus grande relativement aux actes violents mineurs » et « inviter les juges à éviter de donner “systématiquement” une condamnation pour les cas de harcèlement ou de menace de mort » (Brossard, 2008, p. 103), légitimant certaines formes de violence et les associant généralement à des actes de folie. Les masculinistes ont également la tendance à accuser les femmes victimes de violences de mentir afin « d'améliorer leur position : soit pour obtenir la garde des enfants, soit pour s'accaparer des biens communs. » (Brossard, 2008, p. 107).

Pour rappel, en Suisse, entre 2009 et 2016, les femmes décédées des suites de violence conjugale était 7 fois plus nombreuses que les hommes<sup>57</sup>. Les refuges pour femmes

---

<sup>57</sup> Office fédérale de la statistique. *Homicides enregistrés par la police 2009-2016. Dans la sphère domestique et hors de la sphère domestique.* En ligne. <<https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/criminalite-droit-penal/police/violence-domestique.assetdetail.4262025.html>>. Consulté le 26 avril 2018.

sont au nombre de 18 pour 299 lits dans tout le pays, dont 5 sont localisés en suisse romande<sup>58</sup>. Selon une étude récente, les organisations masculines en Suisse sont au nombre de 103, dont 58% (Ben Salah *et al.*, 2015, p. 114) de ces mêmes organisations peuvent être considérées comme masculinistes c'est-à-dire qu'elles « vont de l'opposition frontale au renversement du discours d'organisations féministes ou autres institutions officielles garantes de la réalisation de l'égalité entre les sexes. » (Ben Salah *et al.*, 2015, p. 114). Le fait que seules deux des femmes que j'ai interrogées perçoivent le danger potentiel de ces formations peut être inquiétant, quand on sait que ce type d'organisation représente la majorité des organisations masculines en Suisse, dont Männer.ch, organisation faîtière pour les hommes, fait partie (Ben Salah *et al.*, 2015, p. 17).

### L'Occident versus l'Autre

L'antiféminisme ordinaire peut s'appuyer sur une « lecture réductrice et abusive des phénomènes. L'égalité entre les femmes et les hommes y est alors conçue comme une affaire privée. » (Descarries, 2005, p. 145). Ceci est très efficace dans les sociétés où l'égalité entre les hommes et les femmes est inscrite dans la loi. Mais surtout si on compare nos sociétés occidentales aux sociétés non-occidentales, il arrive que les luttes féministes collectives soient remises en question. Ce que j'ai pu observer lorsque AI affirme, comme on l'a vu plus haut, que « l'égalité hommes femmes en Occident doit crever les yeux. » Cette politicienne met « l'Occident » en opposition avec « le reste

---

<sup>58</sup> Violences que faire ? Adresses utiles. En ligne.  
<<https://www.violencequefaire.ch/fr/victimes/adresses-utiles>>. Consulté le 26 avril 2018.

du monde », pour démontrer que l'égalité entre les hommes et les femmes est atteinte et qu'il n'y a pas de quoi se plaindre. C'est ce qu'ont remarqué les chercheuses Patricia Roux, Lavina Gianettoni et Céline Perrin dans leur article intitulé « L'instrumentalisation du genre : une nouvelle forme de racisme et de sexisme. » Lors d'une analyse des différents médias suisses, les auteures ont relevé que la façon dont on parlait des étrangers les renvoyait à leur manière de traiter les femmes de manière sexiste. Elles ont nommé ce phénomène : *le sexisme extraordinaire*, puisqu'il appartiendrait exclusivement aux étrangers et est souvent plus visible que le *sexisme ordinaire* qui touche aussi la majorité nationale, mais qu'elle refuse de considérer. On laisse croire, en mettant en exergue le sexisme des étrangers, que la société suisse (outre les étrangers qui y habitent) est égalitaire (on tombe alors dans du sexisme ordinaire). L'égalité des sexes devient alors l'argument d'une double discrimination, c'est-à-dire à la fois des étrangers et des femmes. Dans une étude statistique et au travers de questionnaires, les auteures ont remarqué que « moins une personne reconnaît le sexisme en Suisse, plus elle attribue un sexisme fort aux pays du Sud. » (Roux *et al.*, 2007, p. 97) :

On peut en effet ne pas haïr “les étrangers”, ne pas les rejeter ouvertement et même entretenir des relations de proximité avec certain.e.s d'entre elles et eux (en raison de quoi on ne se considère pas raciste), et *conjointement* percevoir les différences culturelles comme une frontière infranchissable et un obstacle à l'intégration. Or, en donnant ce statut-là aux différences, on s'abstient d'interroger la conception que l'on a de l'intégration, ainsi que les pratiques et les valeurs investies par la culture occidentale, toujours présumée supérieure. C'est cette présomption de supériorité, associée à l'idée que les modes de vie des un.e.s et de autres sont incompatibles, qui fait la spécificité du racisme différentialiste. (Roux *et al.*, 2007, p. 99).

L'ethnicisation du sexisme est un processus d'altérisation, invisibilisant des rapports inégalitaires et favorisant la stigmatisation et la discrimination des minorités donc des groupes dominés.

## Hiérarchisation des luttes

On a vu que l'antiféminisme peut se traduire par une volonté de hiérarchiser les luttes, qui consiste à accorder une priorité à une autre lutte que celle des féministes, par exemple l'anticapitalisme. Cette attitude a été observée par Thanh-Huyen Ballmer-Cao, professeure honoraire au département de science politique et relations internationales à l'Université de Genève. Dans son livre intitulé *Changement social et rapports entre hommes et femmes : la question de l'égalité en Suisse*, consacré à savoir pourquoi et comment le PNR 35<sup>59</sup> a pu être éliminé puis récupéré par le Conseil fédéral, elle a expliqué que c'était à cause d'une hiérarchisation des luttes. Elle a trouvé que « comme la discipline (le féminisme) souffre de faiblesses structurelles, il est facile de l'écarter pour des raisons apparemment exemptes de tout sexisme, telles que la préoccupation pour la recherche dite fondamentale, le souci d'autonomie par rapport au politique, etc. » (Ballmer-Cao, 2000, p. 13). Or ce qui est vrai pour des membres des partis d'extrême gauche se retrouve également chez des participantes à mon enquête. À plusieurs reprises j'ai pu observer que des féministes avaient un discours marxiste priorisant, pour schématiser, la lutte anticapitaliste qui, une fois gagnée,

---

<sup>59</sup> Programme national de recherche "Femmes, droit et société - Voies vers l'égalité" qui : « poursuivait parallèlement trois objectifs : Le premier était d'explicitier les différents modèles d'égalité qui étaient à la base de la politique de promotion des femmes. Le deuxième objectif consistait à déceler les problèmes et les obstacles auxquels se heurtait la mise en œuvre de la politique d'égalité entre les sexes. Le troisième but du programme était de clarifier les voies d'action disponibles et possibles vers la concrétisation de l'égalité des droits et des chances entre hommes et femmes. » (<http://www.snf.ch/fr/pointrecherche/programmes-nationaux-de-recherche/pnr35-femmes-droit-et-societe-voies-vers-legalite/Pages/default.aspx>).

mènera à la suppression des classes sociales et donc du patriarcat. C'est donc une forme de hiérarchisation des luttes ; la lutte anticapitaliste avant la lutte féministe :

B2 : De ce que j'ai entendu, ils ont des féministes historiques chez eux hein, des femmes qui ont, je ne sais pas, peut-être vingt ou trente ans d'années d'expérience militante derrière elles, mais moi j'ai l'impression de voir des propositions un peu ouvriéristes du type "quand le capitalisme tombera, le patriarcat ça va tomber aussi".

B4 : Certains vieux et moins vieux pensent encore que la lutte pour l'égalité entre femmes et hommes est une question subsidiaire à la lutte contre le capitalisme. L'anticapitalisme n'est pas forcément féministe et le féminisme n'est pas forcément anticapitaliste. Enfin, cela dépend de ce que l'on met dedans. Ce qui est certain, c'est que la seule lutte contre le capitalisme n'est absolument pas féministe et peut même être misogyne.

Mais également dans l'extrait ci-dessous :

B1 : Donc il y avait cette idée de faire ce comité et si je me trompe pas, il y avait une sorte de tract ou quelque chose où c'était rédigé par les jeunes femmes féministes du parti X qui ont entre autres dit : "On se bat pour le droit des femmes de toutes les classes" ou quelque chose comme ça. Et du coup ça a provoqué un grand débat, apparemment, car je n'étais pas là, enfin c'était un conflit ou une incompréhension, un débat autour de : "Est-ce que c'est une bonne stratégie politique de dire qu'on se bat pour les droits des femmes de toutes les classes ?" Parce qu'on est quand même, on se bat pas pour toutes les classes, on défend clairement une classe particulière, les travailleurs, les travailleurs à 99%. Et du coup, je pense qu'il y avait autour de ça, une sorte de... de la part des femmes plus âgées qui sont dans le mouvement depuis bien longtemps et qui ont un autre regard, c'était de dire que c'était un faux pas et une fausse stratégie politique de dire ce genre de choses et c'est inacceptable. Et c'était aussi de mettre l'accent de manière un peu implicite sur le fait que c'est quand même dommage que les luttes identitaires effacent un peu l'analyse de classe et il faut avoir plus conscience de ça.

Dans cette citation, on peut voir qu'au-delà du clivage générationnel que soulève cette militante, apparaît une hiérarchisation des luttes. En effet, elle rapporte que les jeunes féministes du parti en question sont réticentes à affirmer se battre pour toutes les femmes de toutes les classes sociales (incluant la classe dominante). Selon cette

répondante toujours, « les femmes plus âgées », continuent d'appliquer une analyse de classe marxiste en évacuant l'analyse féministe des rapports sociaux. Cette dernière rapportait également :

B1 : Pour moi, c'est un débat interne aussi parce que je me rends compte que nous, les jeunes militants et moi personnellement je m'engage beaucoup plus dans les activités qui concernent les questions identitaires, c'est-à-dire l'identité de genre, l'identité nationale aussi, l'identité ouais, surtout ces deux identités qui prend beaucoup de place, et c'est bien, mais c'est que je m'intéresse moins à des questions de classe, à des questions économiques, à des questions de fonctionnement international parce que les luttes identitaires c'est plus cool, c'est plus joyeux, tu peux aller à des *Prides*, tu peux faire des trucs et ça me plaît. Mais voilà, c'est un débat interne parce que tu te rends compte de ça et historiquement je pense qu'on se situe à une période de transition là où il y avait pas du tout le débat autour de ça et il y a une sorte d'explosion où tu peux pas juste le cacher et dire que ça existe pas si il y a tellement de gens qui mènent leur lutte en brandissant disons les drapeaux identitaires en mettant en avant leur identité de genre, nationale ou quoi que ce soit, ben il faut avoir la conscience de ça, il faut essayer de mener la lutte avec eux et d'avoir le sentiment de se rendre compte qu'est-ce qui parle à ces gens quoi.

Ici encore, l'analyse de classe apparaît prioritaire pour certaines tandis que pour « nous les jeunes militantes », les rapports de sexe et la lutte féministe prennent plus de place.

Une autre militante disait ceci :

B2 : Moi, je sens un fossé générationnel parce que, par exemple on a deux militantes qui ont dix ans de plus que moi à peine, elles ont la petite quarantaine euh, c'est pas qu'elles n'ont pas la même visions du féminisme que moi, quoique le seul *fight* qu'on a au sein de notre groupe féministe ce n'est pas la prostitution c'est pas le travail du sexe, c'est pas la question des personnes trans, c'est pas la question du port du voile c'est Beyoncé quoi. C'est là que ça pêche, c'est là que ça bloque [rires]. Donc là elles n'ont pas totalement la même éducation féministe que moi mais en soi on arrive toujours à trouver des actions. Après par exemple à Genève il y a toujours cette question et c'est là que je vois peut-être la différence entre la question du mouvement des femmes et la question du féminisme au sein du mouvement social c'est-à-dire est-ce que le féminisme a le droit à sa propre lutte ou est-ce qu'il doit s'intégrer dans le parti enfaite et ça c'est plutôt Genevois mais par exemple à Neuchâtel ben c'est une très vieille

féministe qui a beaucoup d'expérience mais qui est extrêmement, c'est comme si elle se mettait à jour régulièrement, pas forcément théoriquement mais dans les faits. Donc non moi je ne sens pas trop le clash avec les vieilles, enfin plus âgées même si des fois il y a des petits trucs un peu, ben tu sens que ce n'est pas des féministes tumblr quoi. Par exemple elles tiennent, à raison parfois, à la ligne anticapitaliste. Et puis elles sont un peu méfiantes par rapport à la notion de privilège.

Cette militante met de l'avant le conflit relatif à la différence entre mouvement des femmes et féminisme au sein du mouvement social. Pour Francine Descarries, une distinction entre les deux à des fins heuristiques est nécessaire :

[...] le premier terme désigne un vaste ensemble de discours et de pratiques, variables dans le temps et l'espace, dont la finalité est l'amélioration de la situation socio-économique et politique des femmes et la redéfinition de leur rôle dans la société sans que ne soient nécessairement remis en cause les mécanismes fondateurs de la vision sociale des sexes. Par comparaison, l'appellation mouvement féministe renvoie à un ensemble plus restreint de discours et de pratiques qui donnent priorité à la lutte des femmes et pose comme finalité l'abolition, du moins la transformation en profondeur, de l'ordre patriarcal et de son pouvoir régulateur. Le mouvement féministe est donc, selon ces définitions, une composante importante et dynamique du mouvement des femmes québécois, mais il n'en constitue pas la totalité. (Descarries, 2005, p.125-136).

Cela fait écho à la hiérarchisation des luttes puisque dans le cas du mouvement des femmes, la lutte est conceptualisée et comprise hors des autres mouvements de libération. Alors que dans le cas du féminisme au sein du mouvement social, se pose la question de l'intégration des luttes féministes dans un parti politique, qui peut tenir d'autres lignes prioritaires, comme la lutte anticapitaliste. Bien que la plupart des répondantes voient une corrélation entre génération féministe et hiérarchisation des luttes, il m'apparaît difficile d'en faire autant car mon échantillon n'est pas assez significatif pour pouvoir distinguer des cohortes d'âge.

Finalement, les attitudes et les discours antiféministes que j'ai identifiées relèvent tous d'un « féminisme de façade ». Cette forme d'antiféminisme est la plus pernicieuse car elle est la moins repérable. C'est-à-dire que l'on va se revendiquer du féminisme, en surface. Cette militante remarque notamment un désintérêt de la part des hommes face aux enjeux des luttes féministes :

B3 : Je ne pense pas qu'il y ait de l'antiféminisme, je pense que c'est un mot un peu trop fort pour décrire ce qu'il peut se passer, mais c'est clair qu'il y a cet aspect où ce n'est pas une lutte prioritaire, je pense pour beaucoup, bien qu'ils le prétendent, mais en réalité je ne pense pas vraiment.

À plusieurs reprises, sans que je ne pose de questions spécifiques à ce sujet, militantes et politiciennes m'ont avoué qu'elles s'étaient senties instrumentalisées, en tant que femme dans certains cas, et comme féministe dans d'autres. Autrement dit, il y a une tendance dans l'extrême gauche suisse romande, à utiliser les femmes en tant que femmes ainsi que les féministes afin de se « donner bonne conscience », c'est-à-dire se déculpabiliser d'éventuelles attaques sexistes en invoquant la présence des femmes et des féministes dans le parti. Dans les extraits ci-dessous on trouve un exemple de féminisme de façade. Les hommes du parti en question prétendent faire du féminisme un enjeu central et une lutte prioritaire, alors qu'en réalité ce n'est pas du tout le cas :

B3 : Et puis les hommes dans le parti, enfin la plupart se disent féministes, la plupart ont une culture féministe, connaissent les auteur.e.s, ont lu des textes et je ne pense pas que le féminisme qu'on défend dans notre groupe de travail et sur lequel on discute, soit très mystérieux pour les hommes de notre parti. La lutte féministe n'est pas prioritaire ? Alors je pense qu'elle n'est pas prioritaire... ils prétendent qu'elle l'est mais je ne pense pas. Pis après quand même on a eu plein de cafés politiques sur le féminisme où il y a eu plein d'hommes présents, je pense qu'ils essaient quand même de... comment dire... de garder la face un petit peu pis d'être à notre hauteur aussi sur ces questions, enfin, pas forcément pour les bonnes raisons. Je pense que par rapport aux hommes moyens, ils se disent très féministes ce qui est sans doute vrai, mais ils ne vont pas plus loin en fait...

B3 : Enfin des fois on a l'impression d'être un peu prétexte comme ça et je pense que B2 en parlera mieux que moi parce qu'elle le ressent plus que

moi et qu'elle a plus de responsabilités aussi. Mais... qu'on est un peu le prétexte pour justifier une lutte féministe : "Voyez on a des femmes sur nos listes". Et puis après quand, je ne sais pas, il y a des élections et puis finalement c'est que des hommes qui sont élus ils sont un peu là : "Youpi, youpi !" Jusqu'à ce qu'il y ait une femme qui dise : "Ouais mais on n'est toujours pas..." "Ah ouais c'est vrai".

Ici, B3 dit que les féministes du parti se sentent des « prétextes », c'est-à-dire que pour que le parti soit reconnu et perçu par l'électorat comme un parti féministe, il est essentiel pour lui de compter des femmes en son sein. Cela fait référence aux travaux de Sarah Childs qui affirmait que « First, and in respect of the dynamics of the Intra-Party Democracy, parties, are, in addition to reacting to general changes in the 'political market', also responding to a perception of electoral benefits related to capturing the votes of women (and young people)—a prize that might be won if parties, through IPD, attract more members and, most importantly, increase the number of candidates, from these groups. » (Childs, 2013, p. 19). Il est important pour le parti de « paraître » féministe en proposant des femmes lors des élections, même si la structure et les attitudes à l'intérieur du parti ne font pas écho aux valeurs féministes. Une des politiciennes reconnaît volontiers que sa présence au sein du parti est due à son genre puisque « quand on m'a demandé de venir au bureau on m'a dit que bon moi j'étais une femme et on avait besoin d'une femme ». Elle rajoute également que son engagement en politique est perçu « d'une manière différente » pour cette raison. Pour une militante, le féminisme devient une « mode » pour la bonne image du parti :

B2 : Oui il y a justement ce truc un peu, de surtout quand t'es un parti de gauche un peu jeune et un peu universitaire et un peu cool, à quel point le féminisme ça commence à devenir une sorte de coche à... ça permet tellement d'attirer des jeunes militantes, parce que mes camarades ne sont pas cons, ils voient très bien que le mouvement féministe est en train de redécoller en Suisse, et ils savent très bien que plus on sera féministes, plus on sera vu en tant que féministe. Par exemple, on réfléchit beaucoup à qui porte les banderoles dans les manifs. D'un côté c'est très bien parce que c'est important de montrer aux autres femmes que t'es une meuf et que tu

peux porter la banderole tu vois ? Mais en même temps c'est aussi de la comm' quoi, ça a aussi la question de l'image que le parti veut se donner.

On l'a vu ci-dessus, l'antiféminisme est présent dans les partis d'extrême gauche en suisse-romande et sous différentes formes. Que ce soit le mythe de l'égalité-déjà-là, l'exagération, le négativisme, l'Occident versus l'Autre ou la hiérarchisation des luttes, toutes ces catégories relevant de l'antiféminisme ordinaire, ont été retrouvées dans le verbatim des militantes et des politiciennes, sans pour autant le nommer comme tel. À l'instar de Caroline Dayer qui dénonçait l'antiféminisme sans l'identifier, comme on a pu le voir en introduction de ce travail : « Il existe aussi un véritable stigmatisme féministe, une forme de discrédit porté sur les personnes qui défendent l'égalité et sa mise en œuvre : cela passe par le rire, l'incompréhension, le mépris, voire le rejet<sup>60</sup> », la réalité de l'antiféminisme est présente, mais sa reconnaissance et sa compréhension sont absentes. En plus de ces aspects, deux autres phénomènes ont été discutés dans mes entretiens. L'alliance entre les femmes féministes ou au contraire le manque de lien de sororité, mais aussi le clivage « bon » et « mauvais » féminisme.

#### 2.2.4 Autres enjeux soulevés par les répondantes

##### Alliance entre les femmes

---

<sup>60</sup> Dubouloz, Catherine. (2017, 16 octobre). Caroline Dayer : « Trop souvent en Suisse, actes et propos sexistes sont banalisés et minimisés ». *Le Temps*. Récupéré de <https://www.letemps.ch/suisse/caroline-dayer-souvent-suisse-actes-propos-sexistes-banalises-minimises>

Un autre élément est également ressorti des entretiens, c'est le lien de sororité ou son absence dans certains cas, entre femmes du parti ou, comme ici, entre politiciennes de tous bords confondus :

A3 : Il y a eu une connivence absolue entre les femmes. En plus le dépôt du postulat [c'est une proposition de projet législatif, ici sur le genre et le développement] s'accompagnait de références bibliographiques qu'il suffisait d'aller un tout petit peu chercher, on trouvait 2-3 articles qui posaient la question. Et puis il y avait surtout une dame de l'UDC, donc le parti le plus à droite hein, le parti de Blocher<sup>61</sup> quoi, qui d'une manière générale est une vieille réac, qui n'est jamais d'accord ! Et là, elle a voté avec nous. Alors là, j'ai été super étonnée. C'est joli ! donc je dirai que d'une manière générale, c'est toujours une question avancée par la gauche [le féminisme], absolument certainement. Les femmes de droite peuvent avoir, néanmoins une sensibilité individuelle plus ou moins forte. Moi je connais des femmes de droite qui sont vraiment des féministes. Je n'ai pas l'ombre d'un doute là-dessus. Et qui voteront toujours les choses qui peuvent avoir un lien avec les questions de genre, la protection des femmes, etc.

Elle rajoutait également ceci à propos du féminisme qui se retrouve aussi à droite :

A3 : Alors je pense qu'il y a quand même la réalité des choses pour ces femmes-là [de droite], j'entends, elles ont fait des doubles journées de travail, elles ont eu éventuellement (bon, c'est un milieu où ça ne se passe pas trop), mais elles ont eu éventuellement des salaires différents de ceux des hommes, elles ont entendu toute leur vie des histoires autour de la situation des femmes et en fonction de ça ben voilà, au bout d'un moment, il y a quand même eu une sensibilité qui se... *Est-ce que c'est à un niveau plus individuel ?* Ah, je ne sais pas si elles théorisent beaucoup, ça il faudrait aller leur demander mais euh, en tout cas qu'elles ont une sensibilité là-dessus, j'en suis sûre. Il y a vraiment de la part des hommes une forme d'incompréhension. Quand on dit les théories genre, ils ne comprennent pas de quoi on cause.

---

<sup>61</sup> Christoph Blocher est un homme politique suisse qui a été élu conseiller fédéral de 2004 à 2007 et qui est connu pour ses positions très conservatrices, notamment en matière d'immigration.

C'est intéressant de voir ici, que cette politicienne féministe utilise « théories genre<sup>62</sup> », expression qui est historiquement plutôt utilisée pour délégitimer le féminisme et les questions relatives au genre. Cette alliance entre femmes politiques fait écho au travail d'Anouck Lloren sur le genre au parlement suisse, discuté plus haut, et dont les résultats « montrent que les députées sont, en moyenne, davantage unies que leurs homologues masculins lors des votes finaux concernant les projets de loi qui relèvent des intérêts des femmes [...] Le genre semble exercer un impact principalement sur les femmes issues des rangs de droite (UDC, PDC, PLR) qui manifestent un comportement de vote relativement hétérogène lorsque les intérêts féministes sont en jeu. » (Lloren, 2013, p. 165).

Tandis que ma répondante a relevé une forme d'alliance entre les femmes, peu importe leur affiliation politique, la chercheuse a, pour sa part – et comme décrit précédemment – décelé un manque d'unité de la part des femmes au-delà de l'affiliation partisane. Le niveau politique (c'est-à-dire communal, cantonal, fédéral) aurait-il une importance sur « le lien féministe » que peuvent entretenir les politiciennes ? En d'autres termes, est-ce que le rabat des femmes de droite vers la gauche lorsqu'il s'agit de questions féministes est déterminé en fonction du niveau politique ? Lequel cas s'expliquerait par la pression des votant.e.s (qui ont accès aux décisions de chaque politicien.ne.s) ou peut-être encore par la promiscuité des politicien.ne.s entre eux, qui est peut-être plus évidente dans des « bas » niveaux politiques ? À l'inverse, on voit que le lien entre

---

<sup>62</sup> En 2014 en France, *La Manif pour tous* a dénoncé la « théorie du genre » dans l'enseignement, ce qui a créé une vague médiatique autour du terme « théorie », notamment en Suisse. Pour les activistes de ce groupe, l'idéologie du genre est « d'essence révolutionnaire », « totalitaire », « augmente les troubles de l'enfant », « participe à la paupérisation sociale » et est « obscurantiste ». La Manif Pour Tous. *Sexe ou genre* En ligne. <<http://www.lamanifpourtous.fr/sexe-ou-genre/>>. Consulté le 22 mars 2018.

femmes féministes militantes d'un même parti n'est pas toujours présent, comme l'atteste l'une des militantes interrogées :

B1 : C'est des questions pour moi très difficiles à répondre, c'est aussi que du côté des femmes ce serait bien d'avoir plus de confiance et plus de rapports, plus d'ouverture en fait entre nous, entre les femmes parce que dans mon cas même, entre les femmes, je ne me sens pas, même si c'est une réunion non-mixte, je ne me sens pas à 100% à l'aise, ni convaincue de dire ce que je veux. Et là, c'est aussi un travail à faire, c'est d'essayer de trouver des rapports plus de sororité. *Donc ça te manque, même dans ce groupe de travail ?* oui et non, parce qu'en même temps je me rends compte que c'est un mouvement c'est pas ma famille, ni mes amis, enfin on a des rapports amicaux et tout, mais il ne faut pas non plus devenir une secte où on connaît tout sur tout le monde, ça c'est une frontière qui est très très floue qui n'est pas évidente pour tout le monde. Comment essayer de maintenir quelque chose qui serait pas trop, qui ne va pas tomber dans les extrémités en fait. Mais aussi je pense que dans mon cas, c'est pas seulement le rapport entre les femmes, bien sûr qu'on a une oppression en commun c'est le fait qu'on est femme, mais chaque femme est soumise à toutes sortes de différents rapports et expériences avec les autres qui sont liés à d'autres types d'oppressions. Disons dans mon cas je ne me sens pas tout-à-fait à l'aise pas parce que je suis une femme, mais par exemple parce que je suis migrante et pas de langue maternelle française, donc c'est ça là où je me sens pas égale avec d'autres femmes dans le mouvement.

Ici deux aspects sont importants. Le premier aspect est l'espace dans lequel les militantes doivent évoluer et les limites qu'il impose. C'est-à-dire qu'il est difficile, pour B1, de définir les contours précis autour des relations qu'elle entretient avec les militantes de son parti. Ceci a un effet sur les relations interpersonnelles, car elle dit ne pas se sentir à l'aise avec les femmes militantes qu'elle côtoie. Ce qui est surprenant, car on pourrait s'attendre à ce que des femmes féministes radicales s'épaulent et se sentent en sécurité en non-mixité, ce qui n'est visiblement pas le cas.

Le féminisme académique ou le « bon » féminisme

C'est peut-être parce que, selon certaines répondantes, le féminisme d'aujourd'hui s'acquiert à l'université et donc qu'il est intellectuel, que cette militante a avancé qu'elle était « sûre qu'il y a d'autres femmes qui connaissent beaucoup plus que moi genre vraiment vraiment, parce qu'elles s'y intéressent [au féminisme] et elles lisent plus des livres sur ça, elles en discutent plus », bien qu'elle ajoute ensuite que « c'est quelque chose [le féminisme] que comme pratique c'est très présent dans ma vie et dans mon analyse de ce qu'il se passe autour de moi. » Finalement, selon cette militante, il y aurait une « bonne » et une « mauvaise » manière d'être féministe et que la « bonne féministe » était celle qui s'était beaucoup instruite sur le sujet (sous-entendu : à l'université). Ce schème de pensée dévalorise le vécu et les expériences des femmes sensibles aux questions féministes, puisque ce n'est pas « suffisant » pour être féministe (alors que le féminisme ne s'acquiert pas exclusivement à l'université). Le même sentiment d'illégitimité face au féminisme universitaire est aussi exprimé dans l'extrait ci-dessous :

B2 : Alors moi j'ai fait des sciences sociales à l'uni donc j'avais pas mal de bases sociologiques mais je suis devenue féministe en parallèle. Moi je suis vraiment une féministe tumblr, genre j'ai commencé, j'ai fait toute mon éducation féministe en lisant des blogs quoi. Et c'est après, enfin c'est assez récent du coup, que j'ai commencé à lire des essais ou des communications scientifiques sur la question. Hum, donc oui je suis une universitaire, j'ai une manière de l'aborder universitaire mais c'est comme si mes sources ne l'étaient pas. D'ailleurs, ça a été assez bizarre au début parce que justement je me retrouvais face à, ben justement, aux deux militantes un peu plus âgées dont je te parlais, ben c'est deux profs à l'uni. Qui ne sont pas spécialisées dans les questions de genre mais qui sont quand même des femmes qui maîtrisent le sujet, qui parlent bien, enfin tu vois.

On voit qu'ici, elle valorise le féminisme universitaire, qu'elle se sent inférieure à celles qui ont acquis leur savoir de manière académique, ce qu'une politicienne interrogée semblait confirmer en disant que « SolidaritéS est un parti où il y a beaucoup de jeunes, c'est un parti un peu, d'intellectuels universitaires, etc. Et ça, il y a peut-être plus de

jeunes et donc peut-être, un féminisme un peu plus poussé. » B3 se dit quant à elle, « sensible à ces questions de classicisme », et elle mettait de l'avant le problème d' « intellectualisme » du parti en question lorsqu'il s'agit par exemple du « langage accessible à tous à toutes celles et ceux qui n'ont pas forcément de formation politique » ou encore des « formations souvent décrites comme pas assez accessibles, pour les personnes qui n'ont justement pas l'habitude de lire des textes académiques. » Cette militante, remarque que cette image de parti très universitaire entre « en résonance [elle voulait dire contradiction] avec la défense des travailleurs travailleuses, des ouvriers et des ouvrières. » À propos de « l'intellectualisme » du féminisme actuel, une politicienne expliquait ceci :

A3 : Je dirai par contre que les théories, la vague je ne sais pas laquelle c'est mais les théories qui ont été développées notamment par le biais des études genre... Allez je dirais ces 20 dernières années, à peu près, peut-être un peu plus enfaite. Je ne pense pas que c'est connu de tout le monde [à gauche], non je ne pense pas. *Est-ce un manque d'intérêt ?* C'est un manque d'intérêt et c'est aussi que ces études-là étaient extrêmement, d'un intellectualisme absolu, bien plus grand que le féminisme politique hein... bon on peut théoriser un moment mais c'est concret pour beaucoup de femmes. Les théories genre bon ben voilà... je pense que tout le monde ne lit pas ... [Nouvelles Questions Féministes] Il faut s'accrocher un petit peu hein, j'entends, il y a quand même eu un développement de théories qui étaient vraiment très très très intellectuelles et qui certes, touchaient d'une manière la vie des gens, la vie des femmes mais d'une manière quand même très éloignée de leur quotidien et qui demandait en plus en termes de compréhension, des outils que tout le monde n'a pas ! [...] Alors je dois encore avoir le numéro un, voilà mais bon au bout d'un moment moi j'ai dit stop, il y a des trucs qui m'intéressent mais vraiment pas du tout, ça me prend la tête ! Par contre, j'ai fait sur ces questions-là, c'est vrai que j'ai fait campagne, sur l'assurance maternité quant à la votation, sur le droit à l'avortement sur etc. c'est des choses où je me suis bougée personnellement en m'engageant. C'est vrai que sur un plan intellectuel, ben voilà. J'ai laissé les universitaires s'occuper de ça, tant mieux !

A3 : Si on devait avoir un débat, moi je serais contre les interdictions, euh, mais je ne suis pas pour le voile, voilà, mais je n'ai pas vraiment creusé le sujet, j'ai vu parce que de temps en temps quand je suis en France je lis

*Libération* et que j'écoute les infos françaises. Non et puis je sais bien qu'en France il y a un monstre débat y compris au sein de la gauche là, autour, et qu'il y a maintenant quasi des déchirements sur ces questions-là. Mais alors ici, alors peut-être dans les milieux intellectuels, sûrement, peut-être je ne sais pas... J'en ai causé avec personne, par contre dans des milieux plus simples j'ai envie de dire, j'en ai jamais entendu parler !

Pour cette politicienne, le féminisme actuel n'est pas un féminisme de classe, comme le féminisme de « deuxième vague » qui s'est battu pour le droit à l'avortement et à la contraception (deux thèmes phares du féminisme de la « deuxième vague » qui interpellait les femmes hétérosexuelles sexuellement actives, indépendamment de leur statut social), mais un féminisme « intellectuel » qui n'est pas accessible à tout le monde et qui serait réservé à une « élite » provenant de l'université.

## CHAPITRE III

### DISCUSSION

Comme on a pu l'observer précédemment dans l'analyse, le sexisme et l'antiféminisme sont deux formes d'oppression auxquelles les femmes que j'ai interrogées ont fait face. Bien que le sexisme ait été clairement identifié par mes répondantes, l'antiféminisme, quant à lui, n'a pas été nommé par ces dernières. Une des limites les plus importantes à laquelle je me suis heurtée a été que mon cadre théorique se soit fondé sur des concepts développés par des auteur.e.s québécois.e.s., dans un contexte politique québécois. En effet, j'ai entamé ma recherche avec l'idée de ne pas aborder l'antiféminisme dans mes entrevues de manière trop directe afin d'éviter que les répondantes ne se ferment. Or, leur demander si elles avaient expérimenté de l'antiféminisme dans leur parti pouvait être délicat, car je prenais le risque qu'elles choisissent de protéger leur parti ou leur collègues et camarades. Cela étant dit, je portais du principe (et c'est une des limites auxquelles je n'avais pas pensé rencontrer) qu'elles connaissaient les tenants et aboutissants de l'antiféminisme. Or, en réalité, aucune d'entre elles n'avait entendu parler d'antiféminisme auparavant, et encore moins de sa présence à l'extrême gauche. L'une d'elle notamment a été surprise que l'antiféminisme dans les partis d'extrême gauche soit une réalité observée et étudiée :

B2 : Moi, j'ai de la peine à imaginer, c'est bizarre hein parce que pourtant j'arrive tout-à-fait à imaginer un mouvement d'extrême droite devenir de plus en plus puissant, mais un mouvement masculiniste uniquement masculiniste, j'ai de la peine après je pense que c'est... Les deux ne sont pas forcément liés... Il y a des masculinistes qui ne sont pas d'extrême droite ? *Oui*. [Là, j'explique l'histoire de l'antiféminisme depuis les groupes proféministes des années 1970.] Je ne pensais pas que c'était possible. Contrairement à d'autres partis de gauche qui se prépareraient sur le durcissement sur la loi de l'asile ou des politiques d'austérité, mais

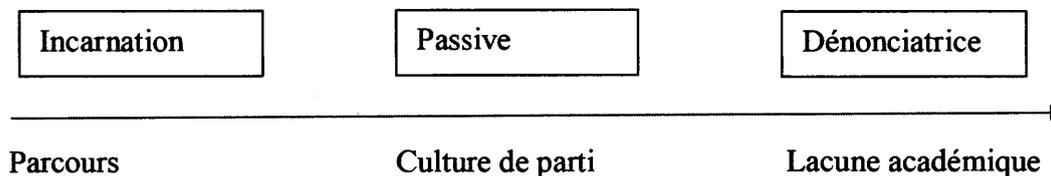
apparemment on a pas réfléchi que tout un coup on pourrait avoir un mouvement masculiniste organisé au sein de notre parti. Après on essaie de mettre des limites, enfin dans notre charte on essaie de mettre des limites aux comportements...

Dans ce dernier chapitre, je vais offrir quelques pistes d'explication à l'apparente absence d'antiféminisme dans les partis d'extrême gauche suisse-romands ou, plus précisément, je vais identifier les raisons qui font que les femmes interrogées ne le voient pas, malgré sa présence. Pour ce faire, j'ai procédé à une analyse systématique des verbatim afin d'identifier quelles étaient les caractéristiques spécifiques à chacune des femmes interrogées. J'ai notamment observé le parcours de ces femmes quant à l'éducation et aux affiliations politiques, leur inscription dans leur parti et son influence sur elles qui se répercutaient la plupart du temps, sur leurs attitudes face à l'antiféminisme. Les résultats obtenus se recoupaient et c'est de cette manière que j'ai pu identifier, en premier lieu, trois figures-types des femmes en politique suisse romande d'extrême gauche face à l'antiféminisme et, en deuxième lieu, répondre à mon questionnement de départ grâce aux caractéristiques spécifiques de chaque figure-type.

### 3.1 Figures-Types

Dans mes entrevues, mes répondantes avaient différents rapports à l'antiféminisme. Afin de donner sens à ces disparités, j'ai imaginé un continuum des différents degrés et des différentes attitudes vis-à-vis de l'antiféminisme dans les partis d'extrême gauche. À l'image du schéma ci-dessous :

Figures-types :



Le continuum en question a été établi de manière à ce que l'on trouve trois types de relations entre les militantes ainsi que les politiciennes et les discours et attitudes antiféministes, allant de la figure de la femme qui incarne l'antiféminisme, pour aller vers celle qui le dénonce, en passant par celle qui adopte une attitude passive face à l'antiféminisme.

### 3.1.1 La figure de l'incarnation

La première figure-type est celle de l'incarnation, que l'on pourrait classer dans la catégorie antiféministe, puisque les discours et les attitudes antiféministes à l'extrême gauche suisse-romande font partie de son schème de pensée et d'expression. Elle est caractérisée par des affiliations idéologiques de gauche républicaine et se revendique des idéaux des Lumières et la laïcité. Bien que la figure de l'incarnation s'inscrive dans un parti politique d'extrême gauche qui défend des valeurs féministes, elle insiste pour ne pas être catégorisée comme telle, quand elle affirme « moi je ne me sens pas féministe, je me sens juste égale » ou encore « je ne suis pas féministe, je suis une femme », et tient des propos antiféministes. Cette dernière a tenu des propos qui appartiennent à plusieurs thèmes phares antiféministes, soit ; l'égalité-déjà-là en affirmant que « l'égalité doit crever les yeux », mais elle a également eu des paroles que l'on pourrait qualifier de racistes et sexistes à certains égards, lorsqu'elle parlait du voile :

A1 : Je ne défends pas les valeurs chrétiennes je défends les valeurs républicaines, on a quand même la chance d'avoir eu l'ère des Lumières que j'appelle, on a eu des philosophes c'est notre civilisation occidentale on a pas à en avoir honte dans ce qu'elle a de meilleur, elle a de très mauvais côtés mais elle en a de très bons, que je considère comme très bons, c'est d'avoir mis les religions à leur place, je n'ai pas l'intention de régresser. Je ne veux pas finir ma vie en burqa, y a rien à faire.

Ce discours fait échos à celui que véhicule l'extrême droite en Suisse. À titre d'exemple, on peut nommer l'initiative « contre l'immigration de masse », acceptée à 50,3%<sup>63</sup> par le peuple suisse, ou encore l'initiative « contre la construction de minarets », acceptée le 29 novembre 2009 par 57,5%<sup>64</sup> des Suisse.sse.s. De plus, l'étiquette « féministe » est connotée péjorativement et c'est aussi une forme d'antiféminisme identifiée par Francine Descarries, soit la caricature. En effet, les images stéréotypées négatives des féministes « mal-baisées » ou qui « détestent les hommes » sont d'autant plus utiles à l'antiféminisme qu'elles font en sorte que plusieurs femmes hésitent, voire refusent, de s'identifier au mouvement féministe, de peur d'être stigmatisées. En effet, les auteur.e.s Joan K. Buschman et Silvio Lenart, dans une recherche sur la représentation du féminisme chez les jeunes collégiennes étasuniennes entre 18 et 22 ans, ont remarqué que le féminisme était connoté très négativement chez ces jeunes femmes. Dans leur questionnaire, les chercheur.e.s nous indiquent que les représentations sont plus nuancées, et plus positives, envers les féministes lorsque le terme « mouvement des femmes » plutôt que « féminisme » est employé. Les auteur.e.s retiennent alors que : « Any research which seeks to determine support for feminism must be sensitive to issues surrounding the use of the terms

---

<sup>63</sup> RTS Info. (2018, 24 mai). « L'initiative contre l'immigration de masse est devenue superflue ». *RTS Info*. Récupéré de <https://www.rts.ch/info/suisse/8371740--l-initiative-contre-l-immigration-de-masse-est-devenue-superflue.html>

<sup>64</sup> RTS Info. (2010, 28 juin). Les suisses interdisent les minarets. *RTS Info*. Récupéré de <https://www.rts.ch/info/suisse/1071606-les-suissees-interdisent-les-minarets.html>

“feminism” and “women’s movement” » (Buschman et Lenart, 1996, p. 62). Aussi, la chercheuse Zoé Rüesch a remarqué que même auprès de femmes enclines à défendre l’égalité des sexes, se réclamer du féminisme était appréhendé de manière négative. Elle s’est d’ailleurs appuyée sur les écrits de Christine Bard pour relever certains stéréotypes liés au féminisme qui empêcheraient les femmes de s’en réclamer. Le premier stéréotype est lié à l’orientation sexuelle des féministes (les féministes sont des lesbiennes), le deuxième au statut civil des féministes (elles sont seules parce qu’elles haïssent les hommes) et le dernier fait passer les féministes pour des extrémistes (féminazies, tueuses de bébés). Ces trois stéréotypes non mutuellement exclusifs, encouragent les femmes à craindre le féminisme et à le décrier. De plus, s’obstiner à défendre les droits des femmes devient désuet dans un contexte social (en Suisse ou ailleurs) où le message latent véhiculé par les médias et par la culture populaire, est que l’égalité est atteinte (je fais référence ici au discours du post-féminisme de l’égalité-déjà-là). Les femmes ont donc plusieurs intérêts à ne pas adopter la posture féministe, puisque cette dernière est garante d’un certain rejet de la part de la société. Pas étonnant que la figure-type de l’incarnation donc, mette un point d’honneur à ne pas être qualifiée de féministe. Cela signifie que le discours antiféministe a été suffisamment efficace pour qu’elle refuse de s’identifier au mouvement féministe, résultat d’une société suisse patriarcale qui véhicule des valeurs antiféministes, et normalise ses discours, jusque dans les milieux de gauche.

### 3.1.2 La figure passive

La figure-type passive se situe au centre du continuum des attitudes antiféministes. En effet, celle-ci subit des comportements antiféministes sans que ceux-ci ne lui apparaissent comme problématiques, à l’image de cette répondante :

A2 : Vraiment le combat féministe il est vraiment ancré chez tous les gens en tout cas chez ceux de chez nous après pas au même niveau pis après il y a des gens comme je disais, qui ne remarqueront que peu de choses : “Ah mais là-dessus t'es sûre, c'est un détail !” Mais le fait que les femmes ont les mêmes droits que les hommes, enfin ont une place moins importante que les hommes dans la société et puis qu'elles ont le droit à la même, ça c'est quelque chose qui est ancré. Personne ne va oser venir remettre ça en question en tout cas au sein du parti.

On voit ici qu'elle commence par affirmer que les luttes féministes ont traversé son parti, et que le combat y est ancré, pour ensuite décrire la forme antiféministe qu'est l'exagération (« c'est un détail ») et finalement, ajouter que la place des femmes dans son parti est acquise. La figure passive n'incarne pas l'antiféminisme, mais ne le dénonce pas non plus. Les caractéristiques spécifiques à cette figure-type tiennent du fait qu'elle appartient à une gauche (et à un parti) de tradition syndicale. C'est-à-dire que la culture du parti duquel elle est issue est traditionnellement tournée vers la défense des travailleur.se.s, et une réflexion structurée autour des classes sociales, et de ce fait, l'agenda politique n'est pas tourné prioritairement vers les enjeux de genre. Ceci fait écho à la recherche de Vanessa Monney, Olivier Fillieule et Martine Avanza sur la féminisation du syndicat suisse Unia. Les auteur.e.s, s'ils se félicitaient de l'augmentation du nombre de femmes aux sein de ce syndicat (bien que plusieurs conséquences néfastes pour les femmes apparaissent conjointement à leur propension), dénonçaient l'ambiance et l'aspect androcentré des syndicats (Monney *et al.*, 2013, p. 22). De plus, la figure-type appartient à un groupement féministe en dehors de son parti, où les enjeux de la crise de la masculinité sont discutés et dénoncés. Cependant lorsqu'elle parle de son parti, elle affirme que les discours de la crise de la masculinité n'existent pas :

*Tu n'as pas eu l'impression d'une émergence de crise de masculinité ?*

A2 : Au sein du parti non, c'est vraiment ancré que la femme... que la société patriarcale, ça c'est des choses qui ne sont absolument pas remises en question, mais dans les milieux féministes, oui on discute de ça, mais c'est un discours qui est vachement dangereux, quoi !

### 3.1.3 La figure dénonciatrice

La figure dénonciatrice est celle qui se retrouve à l'extrême opposé de la figure de l'incarnation, sur le continuum du rapport à l'antiféminisme. Cette figure-type n'incarne pas l'antiféminisme, mais voit certains problèmes dans son parti, en lien avec l'antiféminisme. Elle est capable de relever certains comportements antiféministes, comme la hiérarchisation des luttes ou l'exagération, en les dénonçant. Cette figure-type est représentée en grande majorité par les militantes que j'ai interrogées, qui sont sensibles au sexisme dans leur parti, et mettent un point d'honneur à le combattre. Cette figure-type est la seule qui a témoigné de l'inquiétude au sujet des regroupements d'hommes violents. En effet, le risque de victimisation des hommes violents et la nécessité de mettre la priorité sur les besoins des femmes en situation de violence, ont été discutés par la figure dénonciatrice, contrairement aux autres figures-types, ce qui démontre une plus grande sensibilité aux potentielles dérives antiféministes. Les caractéristiques spécifiques de cette figure relèvent du fait que cette dernière relève de l'antiféminisme ordinaire dans son parti, et le dénonce (tout comme le sexisme d'ailleurs et c'est suite à cela que des groupes spécifiques féministes non-mixtes se sont créés), mais ne voit cependant pas l'aspect structurel et systématique du phénomène (et ne le nomme donc pas). On peut soupçonner que la principale raison qui ferait que la figure dénonciatrice ne nomme pas l'antiféminisme est parce qu'elle n'y a pas été sensibilisée, ne l'a pas étudié. En d'autres termes, la façon dont elle a intégré le féminisme ne comprenait pas cette composante, puisque la déconstruction des rapports sociaux de sexe s'est généralement faite dans des milieux académiques de gauche pour ces militantes. C'est notamment le cas à l'Université de Lausanne dans les facultés de sciences sociales ou politique, où le féminisme est enseigné. En effet, la quasi-totalité des femmes appartenant à la figure dénonciatrice ont suivi un parcours universitaire en

sciences sociales, essentiellement à l'Université de Lausanne, où aucun cours ne porte sur les antiféminismes (en témoigne la liste des enseignements 2017 et 2018 au niveau du Bachelor de l'Unil<sup>65</sup>) et ne permet pas une prise de conscience par rapport à ce phénomène. À titre de comparaison, c'est en 2005-2006<sup>66</sup> au Québec, que les réactions masculinistes ont été documentées et c'est seulement à la session d'hiver 2010 que le premier cours « Féminisme et antiféminisme » a été offert à l'Université du Québec à Montréal et ce grâce à l'appui de l'IREF. Il a fait, par la suite, partie des cours officiels dès la session d'automne 2016 (jusque-là, c'était un cours « libre », proposé par Francis Dupuis-Déri). Le cours « Féminisme et antiféminisme » est, depuis, l'un des cours les plus populaires du département du science politique de l'UQÀM et de l'IREF. Le fait qu'il n'apparaisse « seulement » en 2010 à l'université au Québec, et qu'il soit encore absent des listes de cours offerts à l'Université de Lausanne, laisse supposer un certain « retard » dans les milieux académiques suisses-romands face à l'antiféminisme, ce qui fait notamment, l'originalité de cette recherche.

Enfin, on voit que bien que malgré que ces figures-types appartiennent toutes à l'extrême gauche, les rapports à l'antiféminisme qu'elles entretiennent, peuvent varier selon les critères susnommés. Enfin, l'idée du continuum permet d'envisager des mouvements et des évolutions dans l'attitude que l'on peut adopter face à l'antiféminisme. De plus, le continuum démontre que les réactions, qu'elles soient dénonciatrices, passives ou incarnées, ne restent pas figées, mais qu'elles peuvent

---

<sup>65</sup> Université de Lausanne. *Centre en études genre*. En ligne. <<https://www.unil.ch/ceg/home/menuinst/formations/enseignements-2017-2018/bachelor.html>>. Consulté le 25 mai 2018.

<sup>66</sup> Rouillier, Henri. (2018, 3 mai). Attentat masculiniste de Toronto : « Les femmes disent maintenant qu'elles ont peur ». *L'Obs*. Récupéré de <https://www.nouvelobs.com/rue89/notre-epoque/20180502.OBS6049/attentat-masculiniste-de-toronto-les-femmes-disent-maintenant-qu-elles-ont-peur.html>

changer avec le temps et avec une étude approfondie du phénomène, notamment. Aussi, l'avantage de cette catégorisation sur un continuum, est qu'elle favorise une compréhension nuancée des différentes postures qu'il est possible d'adopter face à l'antiféminisme.

## CONCLUSION

L'antiféminisme dans les partis d'extrême gauche en suisse-romande, je l'ai démontrée dans le chapitre 2, notamment en mobilisant la grille d'analyse de Christine Bard, se présente de différentes manières. Premièrement, c'est un antiféminisme ordinaire qui est présent dans les partis d'extrême gauche, contrairement à l'antiféminisme exprimé par les personnalités antiféministes dans les médias, qui ne l'expriment pas de manière subtile ou cachée. Deuxièmement, il se décline de cinq manières différentes, soit en présupposant que l'égalité est atteinte, que les féministes vont trop loin (exagération), que les hommes sont autant victimes de violence que les femmes (négativisme), que les suissesses sont mieux loties que les femmes des pays orientaux (Occident versus l'Autre), ou encore que la lutte capitaliste est prioritaire face aux autres luttes (hiérarchisation des luttes). Toutes relèvent d'un féminisme de façade (intégrer le féminisme ou des femmes, ou des féministes dans le parti pour paraître féministe). Au travers ces constats, je me suis demandée pourquoi les femmes que j'ai interrogées n'étaient pas en mesure de nommer l'antiféminisme comme tel, bien que plusieurs d'entre elles aient constaté sa présence.

J'ai donc croisé mes résultats et suis parvenue à relever trois figures-types, que j'ai positionnées sur un continuum de l'antiféminisme, chez les femmes des partis d'extrême gauche. La première figure-type est celle de l'incarnation. Celle-ci se caractérise par des affiliations idéologiques de gauche républicaine qui ne laisse pas beaucoup de place aux questions féministes. Une des raisons principales qui expliquerait pourquoi cette figure ne voit pas l'antiféminisme serait parce qu'elle l'incarne. La deuxième figure-type représente la figure neutre (ou passive), c'est-à-dire qu'elle observe des comportements antiféministes, mais ne les dénonce pas, car ces derniers ne lui semblent pas problématiques. Pour celle-ci, on peut supposer qu'il n'est pas possible de voir l'antiféminisme dans son parti à cause de son affiliation partisane

politique, qui est traditionnellement syndicale et donc, ne fait pas des enjeux féministes, sa priorité. La dernière figure-type est la figure dénonciatrice, qui perçoit certaines attitudes antiféministes et qui est capable d'en déceler certains aspects problématiques. Cependant, une des raisons qui expliquerait pourquoi cette dernière figure n'est pas en mesure de nommer l'antiféminisme serait qu'elle ne l'aurait pas, entre autres, étudiée à l'université (sans oublier que les médias en Suisse en parlent très peu). Ces trois figures-types ne sont bien évidemment pas représentatives de la réalité complexe des partis d'extrême gauche en suisse romande, mais permettent d'avoir un portrait des dynamiques dans des partis qui peuvent, de prime abord, ne pas être perçus comme porteurs d'un discours ou d'attitudes antiféministes.

Au-delà des raisons plus individuelles à la non identification de l'antiféminisme, il est important de rappeler que l'antiféminisme (non seulement à gauche et à l'extrême gauche) en Suisse n'est pas autant virulent que l'antiféminisme au Québec. On peut attribuer ce contraste au fait que les mouvements féministes ont une plus grande ampleur au Québec qu'en Suisse. En effet, selon la théorie des mouvements et des contre mouvements :

Un contremouvement a plus de chances de naître du succès (avéré ou possible) du mouvement initial, car ce succès offre un "événement critique" cristallisant une réaction (par exemple, pour les "provie", la légalisation de l'avortement), mais aussi parce qu'il témoigne de l'ouverture de la structure des opportunités politiques, notamment de la division des élites. (Sommier, 2009, p. 155).

À titre comparatif, le féminisme est plus développé au Québec qu'en Suisse, à la fois dans sa forme institutionnalisée et autonome (Revillard, 2008, p. 702), ce qui peut expliquer que le contre-mouvement est plus virulent au Québec qu'en Suisse et en partie pourquoi, il est difficile pour les femmes interrogées de le nommer. En Suisse, l'antiféminisme n'est pas abordé d'un point de vue savant, dans les cours en études féministes, comparativement au Québec. En effet, en Suisse, ce n'est que dans les années 2000 que les premiers cours en Études Genre sont offerts au niveau de la licence

(baccalauréat) dans quelques universités (Roux, 2002, p. 15). En comparaison, l'Institut Simone de Beauvoir de l'Université Concordia s'est créé en 1978 afin de dispenser des cours interdisciplinaires sur les *Women's Studies*<sup>67</sup>. Succédant au Groupe interdisciplinaire d'enseignement et de recherche sur les femmes (GIERF), mis sur pied par les premières professeures féministes à l'UQÀM dès 1976, l'Institut de recherche en études féministes sera créé en 1990, afin de promouvoir la recherche féministe au travers de l'interdisciplinarité<sup>68</sup>. On peut se demander d'ailleurs s'il ne suffirait pas que les médias se saisissent de la question afin que l'antiféminisme devienne un phénomène identifiable, pour qu'en parallèle, la communauté académique suisse romande commence alors, à penser le phénomène de l'antiféminisme comme un problème structurel et systémique, et en fasse alors, un sujet d'étude à part entière.

À la lumière de ce travail, il serait alors intéressant d'explorer d'autres dispositifs à mettre en place afin d'anticiper, de minimiser ou d'éviter la propagation de discours antiféministes, non pas seulement dans la société suisse de manière générale, mais notamment dans les milieux d'extrême gauche, a priori porteurs de valeurs féministes et défenseurs de discours en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes.

---

<sup>67</sup> Université Concordia. *History*. En ligne. <<http://www.concordia.ca/artsci/sdbi/about/history.html>>. Consulté le 23 février 2018.

<sup>68</sup> Institut de recherche en études féministes. *À propos de l'Iref, présentation*. En ligne. <<http://iref.uqam.ca/a-propos-de-liref/presentation.html>>. Consulté le 29 mars 2018.

## ANNEXE A

## COURRIEL DE PRISE DE CONTACT AUPRÈS DES 16 POLITIENNES

Madame X,

Originaire de Suisse et ayant obtenu un Bachelor à l'Université de Lausanne en sciences sociales en 2015, je suis actuellement candidate au master en science politique à l'Université de Québec à Montréal (UQÀM) sous la direction de Monsieur Francis Dupuis-Déri. Je travaille sur les femmes en politique suisse. Plus précisément je m'intéresse à votre parti et à la place des femmes et du féminisme en son sein.

Je serais vraiment intéressée à vous rencontrer afin de réaliser un entretien (libre à vous de ne pas répondre à certaines questions), ce qui devrait prendre environ 90 minutes dans un lieu que vous serez libre de choisir. Idéalement un lieu calme à cause des exigences en lien avec l'enregistrement audio et préférablement dans la région lausannoise ou genevoise puisque je me déplace en transports publics.

Je serai en Suisse durant les mois de juillet août afin de recueillir le matériel nécessaire à mon mémoire et vous invite alors, si mon projet vous intéresse et si vous avez le temps, à me donner vos disponibilités pour que nous puissions nous rencontrer.

Conformément aux normes de l'UQÀM, je vous présenterai au début de notre rencontre un formulaire de consentement approuvé par le Comité d'éthique en recherche sur les êtres humains, expliquant à la fois l'objectif de la recherche, mes responsabilités en tant que chercheuse et vos droites, en tant que répondante.

Je reste bien entendu à votre disposition dans le cas où vous auriez des questions relatives à ma requête et vous transmets également les coordonnées de ma direction de recherche pour d'éventuelles précisions :

Direction de recherche

Francis Dupuis-Déri

Professeur permanent au département de Sciences Politiques

Dans l'attente de votre réponse que j'espère positive, je vous prie d'agréer mes cordiales salutations.

Adélaïde Joris

## ANNEXE B

## PROTOCOLE D'ENTREVUE POUR LES MILITANTES

1.1 Quand avez-vous commencé à militer et pour quelles raisons ?

1.2 Pourquoi avoir choisi de militer dans ce parti plutôt qu'un autre ?

**Féminisme et militantisme**

2.1 Comment se passe la cohabitation entre militant.e.s et élu.e.s ?

2.2 Existe-t-il selon vous, un parti plus féministe qu'un autre au sein de la coalition Ensemble à gauche et pourquoi ? Et existe-il un parti moins féministe qu'un autre et pourquoi ?

2.3 Quelle est la politique et la stratégie des militant.e.s du parti pour mettre en œuvre les principes féministes (temps de parole/ non-mixité/ partage des tâches) ?

2.4 On peut s'entendre sur le fait que l'antiféminisme est une posture plus à droite politiquement. Cependant, au Québec, on parle beaucoup d'antiféminisme de gauche, qu'en pensez-vous ? L'avez-vous observé et discuté ?

2.5 Y-a-t-il des débats par rapport aux droits des femmes ou au féminisme entre les militant.e.s ? (Si oui, entre vous, avez-vous des tactiques pour réagir à des expressions d'antiféminisme ?)

2.6 Quelle est votre expérience en tant que femme et féministe militante dans le parti auquel vous êtes affiliée ? Échangez-vous à ce propos avec d'autres féministes militantes ?

2.7 Est-ce que le concept de crise de la masculinité est déjà apparu dans des discussions avec des hommes/femmes du parti auquel vous vous affilié ?

Question de réserve

3.1 Que pensez-vous des groupes d'entraide pour les hommes violents ?

## ANNEXE C

## PROTOCOLE D'ENTREVUE POUR LES POLITICIENNES

1.1 Quand avez-vous commencé à faire de la politique et pour quelles raisons ?

1.2 Pourquoi avoir choisi ce parti plutôt qu'un autre ?

Féminisme et militantisme

2.1 Comment se passe la cohabitation de plusieurs extrêmes gauches au sein de la coalition Ensemble à gauche ?

2.2 Existe-t-il selon vous, un parti plus féministe qu'un autre au sein de la coalition Ensemble à gauche et pourquoi ? Et existe-il un parti moins féministe qu'un autre et pourquoi ?

2.3 Quelle est la politique et la stratégie du parti pour arriver à une représentation paritaire des hommes et des femmes (quotas / recrutement / associations de femmes) ?

2.4 On peut s'entendre sur le fait que l'antiféminisme est une posture plus à droite politiquement. Cependant, au Québec, on parle beaucoup d'antiféminisme de gauche qu'en pensez-vous ? L'avez-vous observé/discuté au sein du parti ou de la coalition ?

2.5 Y-a-t-il des débats par rapport aux droits des femmes ou au féminisme dans la coalition ? (Si oui, entre vous, avez-vous des tactiques pour réagir à des expressions d'antiféminisme ?)

2.6 Quelle est votre expérience en tant que femme et féministe militante dans la coalition Ensemble à gauche ? Échangez-vous à ce propos avec vos collègues féminines ?

2.7 Est-ce que le concept de crise de la masculinité est déjà apparu dans des discussions avec des hommes/femmes de votre parti ?

Question de réserve

3.1 Que pensez-vous des groupes d'entraide pour les hommes violents ?

## ANNEXE D

## FORMULAIRE DE CONSENTEMENT

Titre du projet de recherche

Les femmes et le féminisme dans les partis de gauche en Suisse

Étudiante-chercheure  
Adélaïde Joris  
Maîtrise en Sciences Politiques

[joris.adelaide@courriel.uqam.ca](mailto:joris.adelaide@courriel.uqam.ca)

Direction de recherche  
Francis Dupuis-Déri  
Professeur permanent au département de  
Sciences Politiques

[dupuis-deri.francis@uqam.ca](mailto:dupuis-deri.francis@uqam.ca)

Préambule

Nous vous demandons de participer à un projet de recherche qui implique des entretiens audio semi-directifs. Avant d'accepter de participer à ce projet de recherche, veuillez prendre le temps de comprendre et de considérer attentivement les renseignements qui suivent.

Ce formulaire de consentement vous explique le but de cette étude, les procédures, les avantages, les risques et inconvénients, de même que les personnes avec qui communiquer au besoin.

Si certains passages ne vous paraissent pas suffisamment compréhensibles, nous vous invitons à poser toutes les questions que vous jugerez utiles.

Description du travail de recherche

Le travail de mémoire en question, va porter sur les femmes et la politique suisse, le lien que ces dernières entretiennent avec leur parti et la place du féminisme dans les partis de gauche.

Après la rédaction du mémoire, il est possible que les résultats soient diffusés dans des articles scientifiques, dans des revues, dans des mémoires ou dans des thèses.

Nature et durée de votre participation

Ce qui vous est demandé est de répondre à huit questions sur des enjeux qui touchent les femmes en politique. L'entretien est enregistré et devrait durer environ 90 minutes dans un endroit prédéfini lors de nos échanges.

Le matériel d'entrevue sera par la suite analysé et utilisé dans mon travail, le tout en garantissant l'anonymat le plus complet.

#### Avantages liés à la participation

Vous ne retirerez personnellement pas d'avantages à participer à cette étude. Toutefois, vous aurez contribué à l'avancement de la connaissance au sujet de la politique en Suisse et de la place des femmes en politique.

#### Risques liés à la participation

Aucun.

#### Confidentialité

Vos informations personnelles ne seront connues que des chercheurs et ne seront pas dévoilées lors de la diffusion des résultats. Les entrevues transcrites seront numérotées et seuls les chercheurs auront la liste des participants et du numéro qui leur aura été attribué. Les enregistrements seront détruits dès qu'ils auront été transcrits et tous les documents relatifs à votre entrevue seront conservés sous clef durant la durée de l'étude. L'ensemble des documents seront détruits cinq ans après la dernière communication scientifique.

#### Participation volontaire et retrait

Votre participation est entièrement libre et volontaire. Vous pouvez refuser d'y participer ou vous retirer en tout temps sans devoir justifier votre décision. Si vous décidez de vous retirer de l'étude, vous n'avez qu'à aviser Adélaïde Joris verbalement ; toutes les données vous concernant seront détruites.

#### Indemnité compensatoire

Aucune indemnité compensatoire n'est prévue.

#### Des questions sur le projet ?

Pour toute question additionnelle sur le projet et sur votre participation vous pouvez communiquer avec les responsables du projet : Francis Dupuis-Déri [dupuis-deri.francis@uqam.ca](mailto:dupuis-deri.francis@uqam.ca) ou moi-même Adélaïde Joris [joris.adelaide@courriel.uqam.ca](mailto:joris.adelaide@courriel.uqam.ca)

### Des questions sur vos droits ?

Le Comité d'éthique de la recherche pour les projets étudiants impliquant des êtres humains (CERPE) a approuvé le projet de recherche auquel vous allez participer. Pour des informations concernant les responsabilités de l'équipe de recherche au plan de l'éthique de la recherche avec des êtres humains ou pour formuler une plainte, vous pouvez contacter la coordination du CERPE : [cerpe2@uqam.ca](mailto:cerpe2@uqam.ca) ou François Laplante-Lévesque au 001-514-987-3000.

### Remerciements

Votre collaboration est essentielle à la réalisation de notre projet et l'équipe de recherche tient à vous en remercier.

### Consentement

Je déclare avoir lu et compris le présent projet, la nature et l'ampleur de ma participation, ainsi que les risques et les inconvénients auxquels je m'expose tels que présentés dans le présent formulaire. J'ai eu l'occasion de poser toutes les questions concernant les différents aspects de l'étude et de recevoir des réponses à ma satisfaction.

Je, soussigné(e), accepte volontairement de participer à cette étude. Je peux me retirer en tout temps sans préjudice d'aucune sorte. Je certifie qu'on m'a laissé le temps voulu pour prendre ma décision.

Une copie signée de ce formulaire d'information et de consentement doit m'être remise.

---

Prénom Nom

---

Signature

---

Date

### Engagement de la chercheuse

Je, soussigné(e) certifie

- (a) avoir expliqué au signataire les termes du présent formulaire ; (b) avoir répondu aux questions qu'il m'a posées à cet égard ;
- (c) lui avoir clairement indiqué qu'il reste, à tout moment, libre de mettre un terme à sa participation au projet de recherche décrit ci-dessus ;
- (d) que je lui remettrai une copie signée et datée du présent formulaire.

---

Prénom Nom

---

Signature

---

Date

## BIBLIOGRAPHIE

Monographie

Ballmer-Cao, Thanh-Huyen. (2000). *Changement social et rapports entre hommes et femmes : la question de l'égalité en Suisse*. Lausanne : Payot.

Bard, Christine. (2011). *Un siècle d'antiféminisme*. Paris : Fayard.

Ben Salah, Hakim, Deslauriers, Jean-Martin, Knüsel René. (2015). *Des hommes en mouvement Vers une reconfiguration des modèles masculins ? L'exemple de la Suisse*. Bern : Peter Lang.

Cossette, Louise. (2012). *Cerveau, hormones et sexe : des différences en question*. Montréal : Éditions du Remue-Ménage.

Coulomb-Gully, Marlène. (2016). *Femmes en politique, en finir avec les seconds rôles : de l'exclusion à la difficile conquête du pouvoir*. Paris : Éditions Belin.

De Dardel, Julie. (2007). *Révolution sexuelle et Mouvement de libération des femmes à Genève (1970-1977)*. Lausanne : Éditions Antipodes.

Firestone, Shulamith. (1972) *La dialectique du sexe : le dossier de la révolution féministe*. Paris : Éditions Stock.

Delphy, Christine. (2013). *L'ennemi principal*. Paris : Éditions Syllepse.

Dworkin, Andrea. (2012). *Les femmes de droite*. Montréal : Éditions du Remue-Ménage.

Fillieule, Olivier et Roux, Patricia. (2009). *Le sexe du militantisme*. Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.

Gingras, Anne-Marie, Maillé, Chantal et Tardy, Evelyne. (1989). *Sexes et*

*militantisme*. Montréal : Éditions du CIDIHCA.

Guimond, Serge. (2010). *Psychologie sociale*. Bruxelles : Éditions Mardaga

Harding, Sandra. G. (2009). *The feminist standpoint theory reader: intellectual and political controversies*. Londres : Publisher Routledge.

Mathieu, Nicole-Claude. (2014). *L'anatomie politique II : usage, dérégulation et résilience des femmes*. Paris : La Dispute.

Ollivier, Michel et Tremblay, Manon. (2008). *Questionnements féministes et méthodologie de la recherche*. Paris : L'Harmattan.

Poupart, Groulx, Mayer, Deslauriers, Laperrière et Pires. (1998). *La recherche qualitative : diversité des champs et des pratiques au Québec*. Montréal : Gaëtan Morin.

Tremblay, Manon. (2015). *100 questions sur les femmes et la politique*. Montréal : Éditions du Remue-Ménage.

Tremblay, Manon et Pelletier, Réjean. (1995). *Que font-elles en politique ?* Sainte-Foy, Québec, Canada : Presses de l'Université Laval.

Young, Lisa. (2008). *Feminists and party politics*. Vancouver: UBC Press.

### Thèse et mémoire

De Puy, Jacqueline. « L'intimité piégée pouvoir masculin et violences envers les femmes dans le couple ». Thèse de doctorat, Fribourg, Université de Fribourg, 2000, 192 pages.

Givord, Viviane. « Femmes et partis politique. Le cas des députées du Grand Conseil valaisan ». Mémoire de maîtrise, Genève, Université de Genève, 2013, 84 pages.

Letarte, Lise. « Quand la violence parle du sexe : analyse du discours thérapeutique

pour hommes violents ». Thèse de doctorat, Montréal, Institut de recherches et d'études féministes, 1998, 130 pages.

Rüesch, Zoé. « Être féministe aujourd'hui ? Représentations associées aux féministes et ambiguïtés de l'étiquette féministe ». Mémoire de maîtrise, Genève, Université de Genève, 2010, 109 pages.

### Articles de périodiques

Alvarez, Elvita et Parini, Lorena. « Engagement politique et genre : la part du sexe ». *Nouvelles questions féministes*, 24, 3 (2005), pages 106 à 121.

Bessette-Viens, Raphaëlle. « Mouvements féministes en Suisse francophone ». *FéminÉtudes*, 20, 1 (2015), pages 66 à 72.

Blais, Mélissa, Fortin-Pellerin, Laurence, Lampron, Ève-Marie, Pagé, Geneviève. « Pour éviter de se noyer dans la (troisième) vague : réflexions sur l'histoire et l'actualité du féminisme radical ». *Recherches féministes*, 20, 2 (2007), pages 141 à 162.

Buschman, Joan. K. et Lenart, Silvo. « I am not a feminist, but ... »: college women, feminism, and negative experiences. *Political Psychology*, 17, 1 (1996), pages 59-75.

Dean, Caroline. J. « Christine Bard (sous la dir. de), Un siècle d'antiféminisme ». *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, 11, (2000), pages 266 à 270.

Descarries, Francine. « L'antiféminisme "ordinaire" ». *Recherches féministes*, 18, 2 (2005), pages 137 à 151.

Descarries, Francine. « Le mouvement des femmes québécois : état des lieux ». *Cités*, 23, 3, (2005), pages 125 à 136.

Devreux, Anne-Marie et Lamoureux, Diane. « Les antiféminismes : une nébuleuse aux manifestations tangibles ». *Cahiers du Genre*, 52 (2012), pages 7 à 22.

Dufresne, Martin. « Face aux conjoints agresseurs ... : la danse avec l'ours ».

- Entretien avec le psychologue québécois Rudolf Rausch. *Nouvelles Questions Féministes*, 21, (2002), pages 28 à 46.
- Dupuis-Déri, Francis. (2013). « L'antiféminisme d'État ». *Lien social et Politiques*, 69 (2013), pages 163 à 180.
- Dupuis-Déri, Francis. « Le discours de la "crise de la masculinité" comme refus de l'égalité entre les sexes : histoire d'une rhétorique antiféministe ». *Cahiers du Genre*, 25, 2 (2012), pages 119 à 143.
- Duru-Bellat, Marie. « Filles et garçons à l'école, approches sociologiques et psychosociales ». *Revue française de pédagogie*, 109, (1994), pages 111 à 141.
- Fassin, Éric. « Résistance et réception : Judith Butler en France ». *La Revue Lacanienne*, 4 (2007), pages 15 à 20.
- Guindon, Geneviève. « Féminisme des années 1990 : opinions et perceptions de femmes de moins de trente ans ». *Reflets*, 3, 2 (1997), pages 201 à 123.
- Haicault, Monique. « La gestion ordinaire de la vie en deux ». *Sociologie du Travail*, 26, 3 (1984), pages 268 à 277.
- Harding, Sandra. « Rethinking standpoint epistemology: what is "strong objectivity"? » *The Centennial Review*, 36, 3 (1992), pages 437 à 470.
- Harding, Sandra. « Standpoint Theories: Productively Controversial ». *Hypatia*, 24, 4 (2009), pages 192 à 200.
- Henchoz, Caroline. « De l'humour féminin comme d'une compétence sociale pour gérer et contester les rapports de pouvoir et les inégalités dans le couple ». *Recherches féministes*, 25, 2 (2012), pages 83 à 102.
- Kandiyoti, Deniz. « Bargaining with patriarchy ». *Gender & Society*, 2, 3 (2016), pages 274 à 290.
- Kuehni, Morgane., Rosende, Magdanela et Schoeni, Céline. « Maintien en emploi et inégalités de sexe ». *Lien social et Politiques*, 69 (2013), pages 197 à 213.

Lloren, Anouck. « Le genre comme ressource politique au service de la citoyenneté sociale des femmes. Le cas du Parlement suisse ». *Cahiers du genre*, 55 (2013), pages 149 à 170.

Monney, Vanessa., Fillieule, Olivier et Avanza, Martina. « Les souffrances de la femme-quota ». *Travail, genre et sociétés*, 30 (2013), pages 33 à 51.

Revillard, Anne. « Quelle politique pour les femmes ? Une comparaison France-Québec ». *Revue internationale de politique comparée*, 15, 4 (2008), pages 687 à 704.

Rocheftort, Florence. « L'antiféminisme : un nouveau champ de recherche ». *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 57, 1 (1998), pages 146 à 147.

Roux, Patricia. « Questions féministes : des nouvelles de Suisse ». *Nouvelles questions féministes*, 21, 1 (2002), pages 4 à 17.

Roux, Patricia, Gianettoni, Lavinia et Perrin, Céline. « L'instrumentalisation du genre : une nouvelle forme de racisme et de sexisme ». *Nouvelles questions féministes*, 26, 2 (2007), 92-108.

Roux, Patricia, Perrin, Céline, Pannatier, Gaël et Cossy, Valérie. (2005). « Le militantisme n'échappe pas au patriarcat ». *Nouvelles questions féministes*, 24, 3 (2005), pages 4 à 16.

Wernli, Boris et Henchoz, Caroline. « Fin de l'union conjugale, genre et tâches ménagères en Suisse ». *POPULATION*, 66, 3-4 (2011), pages 727 à 754.

#### Article dans un dictionnaire

Bargel, Lucie. « Socialisation politique ». Dans *Dictionnaire genre & science politique. Concepts, objets, problèmes* sous la dir. de Catherine Achin et Laure Bereni, pages 468 à 480. Paris : Presses de Sciences Po, 2013.

Sommier, Isabelle. « Contre-mouvement ». Dans *Dictionnaire des mouvements*

*sociaux* sous la dir. de Olivier Fillieule et Lilian Mathieu, pages 154 à 160.  
Paris : Presses de Sciences Po, 2009.

### Chapitres

Brossard, Louise. « Le discours masculiniste sur les violences faites aux femmes : une entreprise de banalisation de la domination masculine ». Chap. Dans *Le mouvement masculiniste au Québec : l'antiféminisme démasqué*, sous la direction de Mélissa Blais et Francis Dupuis-Déri, pages 93 à 110. Montréal : Éditions du Remue-Ménage, 2008.

Sarah Childs. « Intra-Party Democracy: A Gendered Critique and a Feminist Agenda ». Chap. Dans *The Challenges of Intra-Party Democracy*, sous la direction de William P. Cross et Richard S. Katz, pages 1 à 30. Oxford : University Press, 2013.

Neveu, Éric. « Médias et protestation collective ». Chap. Dans *Penser les mouvements sociaux*, sous la direction d'Éric Agrikoliansky, pages 245 à 254. Paris : La Découverte, 2010.

Gaspard, Françoise. « L'antiféminisme en politique ». Chap. Dans *Un siècle d'antiféminisme*, sous la direction de Christine Bard, pages 339 à 354. Paris : Fayard, 2011.

### Chapitre d'un.e auteur.e dans son livre

Brossard, Louise. (2004). « La matrice hétérosexuelle ». Chap. dans *Trois perspectives lesbienne féministes articulant le sexe, la sexualité et les rapports sociaux de sexe : Rich, Wittig, Butler*, pages 75 à 78. « Cahier de l'IREF ». Montréal : IREF, 2004.

Dupuis-Déri, Francis. « Postféminisme et antiféminisme ». Chap. dans *Les antiféminismes : analyse d'un discours réactionnaire*, sous la direction de Diane Lamoureux et Francis Dupuis-Déri, pages 129 à 149. « Éditions du Remue-Ménage » : Montréal, 2015.

### Publication gouvernementale

Commission fédérale pour les questions féminines, Questions au féminin. *Sexisme dans les médias, l'espace public et au travail : quelle protection en Suisse ?* Rédigé par Lempen Karine. Genève. Université de Genève, 2013, pages 16 à 21.

### Conférence

Falk, Erika. (2016). Dans Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques. *Madame la présidente : les États-Unis sont-ils prêts ? UQAM, Montréal, 12 octobre 2016*. Montréal : BANQ.

### Article de journaux en ligne

ATS. (2017, 12 juin). La violence domestique a augmenté de 2% en 2016. *Le Temps*. Récupéré de <https://www.letemps.ch/suisse/violence-domestique-augmente-2-2016>

Auteur.e inconnu.e. (2013, 17 octobre). Ils leur donnent du “ma petite dame”. *Le Matin*. Récupéré de <https://www.lematin.ch/suisse/Le-sexisme-regne-sous-la-coupole/story/29831592>

Auteur.e inconnu.e. (2015, 22 septembre). Les femmes aux fourneaux, Charles Martel à Lampedusa. *Le Courrier*. Récupéré de <https://lecourrier.ch/2015/09/22/les-femmes-aux-fourneaux-charles-martel-a-lampedusa/>

Auteur.e. Inconnu.e. (octobre 2010). L'antiféminisme tient salon. *360° le magazine LGBT suisse*. Récupéré de <http://360.ch/suisse/8822-antifeminisme-tient-salon-zurich-8822-25/>

Auteur.e inconnu.e. (2011, 29 mars). Qui paie commande ou l'argent des partis politiques. *Le Temps*. Récupéré de <https://www.letemps.ch/suisse/paie-commande-largent-partis-politiques>

Auteur.e inconnu.e. (2016, 23 février). Tous machos en fin de campagne. *Le Matin*. Récupéré de <http://www.lematin.newsnetz.ch/suisse/machos-fin-campagne/story/12264717?track>

Briel, Patricia. (2007, 19 mars). UDC : Les femmes au foyer ! *Le Temps*. Récupéré de <https://www.letemps.ch/societe/udc-femmes-foyer>

Cart, Julien. (2013, 16 août). La politique d'égalité entre les sexes n'a pas besoin de Markus Theunert. *AgoraVox*. Récupéré de <https://www.agoravox.fr/actualites/politique/article/la-politique-d-egalite-entre-les-121245>

Conti, Julie. (2017, 18 octobre). Propos grossiers et mains sur le genou, les politiciennes suisses décrivent le sexisme ambiant. *Le Temps*. Récupéré de <https://www.letemps.ch/suisse/propos-grossiers-main-genou-politiciennes-suisse-decrivent-sexisme-ambiant>

Dubouloz, Catherine. (2017, 16 octobre). Caroline Dayer : « Trop souvent en Suisse, actes et propos sexistes sont banalisés et minimisés ». *Le Temps*. Récupéré de <https://www.letemps.ch/suisse/caroline-dayer-souvent-suisse-actes-propos-sexistes-banalises-minimises>

Goetlen John. (2017, 25 juin). Débat sexisme (fin) : Lausanne et Bruxelles, exemples pas fiables. *Les Blogs*. Récupéré de <http://hommelibre.blog.tdg.ch/archive/2017/06/25/debat-sexisme-fin-lausanne-et-bruxelles-exemples-pas%C2%A0fiables-284833.html>

Graber, Laurent. (2018, 12 février). Affaire Weinstein, le psy qui bouscule les victimes. Récupéré de <https://www.lematin.ch/suisse/psy-bouscule-victimes/story/24976663>

Köhler, Nora. (2012, 16 mars). L'égalité concerne aussi les hommes. *Solidarités, no 205*. Récupéré de <https://www.solidarites.ch/journal/d/article/5253>

Miso et Maso. (2017, 11 janvier). 2016, une année de backlash inquiétante. *Le Courrier*. Récupéré de <https://lecourrier.ch/2017/01/11/2016-une-annee-de-backlash-inquietante/>

Moulin, Marc. (2017, 30 novembre). Au Grand Conseil, le sexisme est une réalité pour les élues. *Tribune de Genève*. Récupéré de <https://www.tdg.ch/geneve/actu-genevoise/grand-conseil-sexisme-realite-elues/story/16947325>

Revello, Sylvia. (2016, 10 mai). Maria Bernasconi. En Suisse, le machisme s'exerce de manière plus sournoise. *Le Temps*. Récupéré de <https://www.letemps.ch/suisse/maria-bernasconi-suisse-machisme-sexerce-maniere-plus-sournoise>

Riat, Géraldine. (2016, 22 novembre). Les femmes au Parlement suisse, témoignage de Lisa Mazzone. *Trouble obsessionnel politique*. Récupéré de <http://topolitique.ch/dev/2016/11/22/les-femmes-au-parlement-suisse-temoignage-de-lisa-mazzone/>

Shiab, Naël. (2016, 2 août). L'Assemblée nationale est sexiste et en voici la preuve. *L'actualité*. Récupéré de <http://lactualite.com/politique/2016/08/02/deputees/>

Quiquerez, Florent. (2017, 14 octobre). Les femmes PS critiquent le machisme de leur parti. *Tribune de Genève*. Récupéré de <https://www.tdg.ch/suisse/femmes-ps-critiquent-machisme-parti/story/27202488>

Quiquerez, Florent. (2016, 17 octobre). Sexisme sous la coupole ? Quatre élues témoignent. *Tribune de Genève*. Récupéré de <https://www.tdg.ch/suisse/Sexisme-sous-la-Coupole-Quatre-elues-temoignent/story/20534459>

Rouillier, Henri. (2018, 3 mai). Attentat masculiniste de Toronto : « Les femmes disent maintenant qu'elles ont peur ». *L'Obs*. Récupéré de <https://www.nouvelobs.com/rue89/notre-epoque/20180502.OBS6049/attentat-masculiniste-de-toronto-les-femmes-disent-maintenant-qu-elles-ont-peur.html>

RTS Info. (2010, 28 juin). Les suisses interdisent les minarets. *RTS Info*. Récupéré de <https://www.rts.ch/info/suisse/1071606-les-suissees-interdisent-les-minarets.html>

RTS Info. (2018, 24 mai). « L'initiative contre l'immigration de masse est devenue superflue ». *RTS Info*. Récupéré de <https://www.rts.ch/info/suisse/8371740--l-initiative-contre-l-immigration-de-masse-est-devenue-superflue-.html>

Talos, Christine. (2016, 17 octobre). Les élus préfèrent parler du loup que des femmes. *24 heures*. Récupéré de <https://www.24heures.ch/suisse/politique/Les-elus-preferent-parler-du-loup-que-des-femmes/story/29400271>

Tombez, Valentin, Richard, Alexandra, Tybalt Félix. (2017, 13 septembre). Machiste le Valais ? Sur cinq élus au Grand Conseil, un seul est une femme. *RTS Info*. Récupéré de <https://www.rts.ch/info/suisse/8915836-machiste-le-valais-sur-cinq-elus-au-grand-conseil-un-seul-est-une-femme.html>

Turuban, Pauline. (2017, 24 juin). Non les hommes ne sont pas “autant victimes de violences conjugales que les femmes”. *RTS INFO*. Récupéré de <https://www.rts.ch/info/suisse/8724896-non-les-hommes-ne-sont-pas-autant-victimes-de-violences-conjugales-que-les-femmes-.html>

Valterio, Alain. (2015, 24 juillet). Merci de nous mettre en garde contre la psyrose. *Coop Coopération*. Récupéré de <http://www.cooperation.ch/23725328>

### Émissions de télévision

Infrarouge. (2014). *Alors monsieur Zemmour, c'était mieux avant ?* [Émission de télévision]. Suisse : Radiotélévision suisse-romande.

Infrarouge. (2017). *Soirée spéciale : Femmes= objets de convoitise sexuelle ?* [Émission de télévision]. Suisse : Radiotélévision suisse-romande.

Mise au point. (2006). *Éric Zemmour, auteur de l'ouvrage « Le premier sexe », est notre invité.* [Émission de télévision]. Suisse : Radiotélévision suisse-romande.

### Sites Web

Egalité.ch. *Buts*. En ligne. <<http://www.egalite.ch/bureaux-romands.html>>. Consulté le 10 novembre 2017.

Coordination romande des organisations paternelles. En ligne. <<http://www.crop.ch/crop-documents/crop-parentalite.html>>. Consulté le 30 mars 2018.

Centre de liaison des associations féminines genevoises. *La représentation des femmes en politique. Données et historique pour la Suisse*. En ligne. <<http://www.clafg.ch/la-representation-des-femmes-en-politique-donnees-et-historique-pour-la-suisse/>>. Consulté le 16 novembre 2017.

Ensemble à gauche Genève. *À propos*. En ligne. <<https://eag-ge.ch/apropos/>>. Consulté le 20 novembre 2017.

Fonds national suisse de la recherche scientifique. *PNR 35 “Femmes, droits et société- Voies vers l'égalité”*. En ligne. <<http://www.snf.ch/fr/pointrecherche/programmes-nationaux-de-recherche/pnr35->

[femmes-droit-et-societe-voies-vers-legalite/Pages/default.aspx](http://femmes-droit-et-societe-voies-vers-legalite/Pages/default.aspx)>. Consulté le 24 avril 2017.

Grand Conseil Genève. *Député-e-s*. En ligne. <<http://ge.ch/grandconseil/gc/deputes/partis/eag>>. Consulté le 16 novembre 2017. Consulté le 16 novembre 2017.

Grand Conseil Vaud. *Liste des membres du Grand Conseil par groupe politique*. En ligne. <<https://www.vd.ch/toutes-les-autorites/grand-conseil/depute-e-s/par-ordre-alphabetique/par-groupe-politique/#party-264610>>. Consulté le 16 novembre 2017.

Homme libre. *Les blogs*. En ligne. <<http://hommelibre.blog.tdg.ch/>>. Consulté le 9 février 2018.

Institut de recherche en études féministes. *À propos de l'Iref, présentation*. En ligne. <<http://iref.uqam.ca/a-propos-de-liref/presentation.html>>. Consulté le 29 mars 2018.

Inter-Parliamentary Union. *Les femmes dans les parlements nationaux*. En ligne. <<http://archive.ipu.org/wmn-f/classif.htm>>. Consulté le 16 novembre 2017.

La Manif Pour Tous. *Sexe ou genre*. En ligne. <<http://www.lamanifpourtous.fr/sexe-ou-genre/>>. Consulté le 22 mars 2018.

Männer.ch. *À notre propos*. En ligne. <<http://fr.maenner.ch/a-notre-propos>>. Consulté le 9 février 2018.

Männer.ch. *Bienvenue*. En ligne. <<http://www.maenner.ch/fr>>. Consulté le 30 mars 2018.

Office fédérale de la statistique. *Degré tertiaire. Hautes écoles*. En ligne. <<https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/education-science/personnes-formation/degre-tertiaire-hautes-ecoles.html>>. Consulté le 3 avril 2018.

Office fédérale de la statistique. *Élection au Conseil national. Répartitions des mandats par parti et par sexe*. En ligne. <<https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/politique/elections/femmes.assetdetail.331747.html>>. Consulté le 17 novembre 2017.

Office fédérale de la statistique. *Femmes et élections*. En ligne.  
<<https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/politique/elections/femmes.html>>  
. Consulté le 16 novembre 2017.

Office fédérale de la statistique. *Force des partis de 1991 à 2015*. En ligne.  
<<https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/politique/elections/conseil-national/force-partis.html#21142357>>. Consulté le 11 avril 2018.

Office fédérale de la statistique. *Homicides enregistrés par la police 2009-2016. Dans la sphère domestique et hors de la sphère domestique*. En ligne.  
<<https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/criminalite-droit-penal/police/violence-domestique.assetdetail.4262025.html>>. Consulté le 6 février 2018.

Office fédérale de la statistique. *La force des partis*. En ligne.  
<<https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/politique/elections/conseil-national/force-partis.html#21142357>>. Consulté le 11 avril 2018.

Office fédérale de la statistique. *Les médias imprimés : Tirage et nombre de lecteurs de certains quotidiens ou de journaux dominicaux, selon la région linguistique*. En ligne. <<https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/culture-medias-societe-information-sport/medias/offre-utilisation/imprimes/offre-imprimes.assetdetail.4262633.html>>. Consulté le 9 février 2018.

Office fédérale de la statistique. *Niveau de formation*. En ligne.  
<<https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/situation-economique-sociale-population/egalite-femmes-hommes/formation/niveau-formation.html>>. Consulté le 6 février 2018.

Office fédérale de la statistique. *Nombre d'heures consacrées en moyenne par semaine à l'activité professionnelle, au travail domestique et familial et au travail bénévole selon le sexe et la situation familiale*. En ligne.  
<<https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/travail-remuneration/travail-non-remunere.assetdetail.2922605.html>>. Consulté le 3 avril 2018.

Office fédérale de la statistique. *Salaires*. En ligne.  
<<https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/situation-economique-sociale-population/egalite-femmes-hommes/salaires.html>>. Consulté le 6 février 2018.

Office fédérale de la statistique. *Travail à temps partiel*. En ligne. <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/situation-economique-sociale-population/egalite-femmes-hommes/activite-professionnelle/travail-temps-partiel.html>. Consulté le 6 février 2018.

Parti socialiste suisse. *Nous sommes le PS*. En ligne. <<https://www.sp-ps.ch/fr/parti/nous-sommes-le-ps>>. Consulté le 20 novembre 2017.

Université de Lausanne. *Centre en études genre*. En ligne. <<https://www.unil.ch/ceg/home/menuinst/formations/enseignements-2017-2018/bachelor.html>>. Consulté le 25 mai 2018.

Université Concordia. *History*. En ligne. <<http://www.concordia.ca/artsci/sdbi/about/history.html>>. Consulté le 23 février 2018.

Ville de Genève. *Membres et partis*. En ligne. <<https://www.ville-geneve.ch/conseil-municipal/presentation-membres/membres-partis/parti>>. Consulté le 16 novembre 2017.

Ville de Genève. *Présentation des membres du Conseil administratif*. En ligne. <http://www.ville-geneve.ch/conseil-administratif/membres-conseil-administratif/>>. Consulté le 16 novembre 2017.

Ville de Lausanne. *Liste des membres du Conseil communal*. En ligne. <<https://www.lausanne.ch/officiel/conseil-communal>>. Consulté le 16 novembre 2017.

Ville de Lausanne. *Composition de la municipalité*. En ligne. <<https://www.lausanne.ch/officiel/municipalite/composition.html>>. Consulté le 16 novembre 2017.

Violences que faire ? *Adresses utiles*. En ligne. <<https://www.violencequefaire.ch/fr/victimes/adresses-utiles>>. Consulté le 26 avril 2018.